

# Rédiger des documents pertinents de politique publique

Un Guide pour les Conseillers en Politique publique

En Europe Centrale et Orientale

Eoin Young et Lisa Quinn



LOCAL GOVERNMENT AND PUBLIC SERVICE REFORM INITIATIVE

OPEN SOCIETY INSTITUTE

Adresse

Nador Utca 11.

H-1051 Budapest, Hongrie

Adresse Postale

P.O. Box 519

H-1357 Budapest, Hongrie

Téléphone

(36-1) 327-3104

Fax

(36-1) 327-3105

E-mail

[lgprog@osi.hu](mailto:lgprog@osi.hu)

Site Web

<http://lgi.osi.hu/>

Première Publication en 2002

Réalisée par Local Government and Public Service Reform Initiative, Open Society Institute Budapest

© OSI/LGI, 2002

ISBN: 963 9419 39 7

TM and Copyright © 2002 Open society Institute

*Tous droits réservés. Aucune partie de ce livre ne peut être réimprimée ou reproduite ou utilisée sous quelque forme ou par tout moyen électronique, mécanique ou autre, connus aujourd'hui ou inventés, y compris la photocopie et l'enregistrement, ou tout moyen de stockage d'information ou système de retrait, sans l'autorisation écrite des éditeurs.*

Des exemplaires du livre peuvent être commandés par e-mail ou par adresse postale de LGI.

Imprimé à Budapest, Hongrie, Juillet 2002.

Conception et Mise en page: Créatech Ltd

## Préface

Ces dernières années, nous de l'Initiative pour la Réforme de l'Administration Locale et du Service Public (LGI) et de l'Open Society Institute - Budapest, avons commencé à aller progressivement vers de nouvelles formes de développement international. Au-delà des activités traditionnelles orientées vers l'action, l'octroi des subventions et le renforcement des capacités, nous nous impliquons activement dans la formulation et la mise en œuvre des politiques. Par conséquent, nous travaillons avec de nouveaux partenaires et nos résultats ont aussi connu des changements. LGI commande davantage de documents de politique publique, subventionne les membres de nos réseaux professionnels pour la mise en œuvre de politique de recherches comparative et appliquée, et nous coopérons avec les organisations internationales dans la formation et la formulation des politiques d'orientation.

Dans les Pays d'Europe Centrale et Orientale nous sommes confrontés à des problèmes particuliers : l'anglais est la seconde langue pour nos partenaires et décideurs politiques cibles, mais elle est largement utilisée comme une forme courante de communication. Les rédacteurs de documents de politique publique doivent présenter plus souvent leurs idées en deux langues ; en langues locales et en anglais lorsqu'ils communiquent avec les investisseurs, donateurs et conseillers étrangers.

Notre objectif à travers ces directives est d'offrir notre assistance pour la rédaction de documents de politique publique. C'est un manuel qui peut être aussi utilisé comme un guide de référence. Mais, comme il a été conçu sur une large littérature de recherches sur les politiques, la rédaction et la publication de documents de politiques, il pourrait également servir de base de formation sur la rédaction de document de politique publique.

Nous espérons que les analystes politiques, les chercheurs en sciences théoriques et appliquées trouveront cette publication utile. C'est vital à la fois pour LGI et les potentiels bénéficiaires de nos projets, d'améliorer la qualité des prochaines publications. Les études, rapports, articles et livres doivent être présentés sous une forme généralement acceptée par la communauté des décideurs et le public cible des conseillers en politique.

Cette publication cadre avec le programme « Initiative de Politique Générale » de LGI, conçue pour accompagner les groupes de réflexion et décideurs politiques dans la région. Ce programme offre des conseils en gestion, des soutiens professionnels aux instituts nouvellement établis. Nous croyons que ces directives de rédaction de document de politique publique aideront ces instituts de formation en politiques publiques aussi bien que nos autres partenaires comme en profitent déjà nos collègues qui travaillent sur les mêmes questions dans la région.

LGI est très reconnaissant à Eóin Young et Lisa Quinn pour la qualité excellente de leur travail de rédaction et d'édition de cette publication.

Nous avons reçu des conseils et commentaires des professionnels tels que : José de Barros, Petra Kovács, Peter Rado and Viola Zentai lors de la préparation de ce guide. Le précédent travail de Sarolta Kereszi et Eva Figder a aussi contribué à enrichir cette publication.

**Gabor Peteri**

*Directeur de Recherches, LGI*

## Remerciements

Les recherches en politique publique communautaire en Europe Centrale et Orientale et sur la nature des documents de politique publique, étaient au cœur de l'élaboration de ce guide. Les auteurs voudraient exprimer leur gratitude aux personnes suivantes de LGI qui nous ont généreusement consacré de leur temps et aidés à structurer et améliorer le contenu de ce document : Gábor Péteri, Petra Kovács, José de Barros, Viola Zentai and Tom Bass. Nous voudrions remercier la Banque Mondiale pour nous avoir permis l'utilisation d'extraits de quelques documents de politique publique à des fins d'analyse. Enfin, notre gratitude à Judit Kovács pour la conception et la présentation de ce document.

Nous invitons les lecteurs qui ont des commentaires et des appréciations sur ce document à nous contacter à l'adresse : [eoin@bos.org.yu](mailto:eoin@bos.org.yu) ou [lisa@bos.org.yu](mailto:lisa@bos.org.yu)

**Les auteurs** : Eóin Young et Lisa Quinn  
Centre pour le Progrès Académique et Professionnel.  
Ecole Libre de Belgrade

## TABLE DES MATIÈRES

|   |       |
|---|-------|
| <b>1 Introduction</b>   | ..... |
| <b>2 La Communauté politique</b>  | ..... |
| 2.1 Définition de la Politique Publique   | ..... |
| 2.2 Les membres de la Communauté politique  | ..... |
| 2.3 De la science politique à la Science de Politique   | ..... |
| 2.4 La Politique publique comme une discipline appliquée  | ..... |
| <b>3 Le Processus de mise en œuvre de Politique publique</b>  |       |
| 3.1 Le cycle de Politique publique  | ..... |
| 3.2 Rôle du Document de Politique publique dans le Processus de<br>mise en œuvre de Politique publique                    | ..... |
| 3.3 La vulgarisation de vos idées de Politique d'orientation  | ..... |
| <b>4 Le Document de Politique publique : Généralités</b>  | ..... |
| 4.1 Différents types de Documents de Politique publique :<br>Etude de Politique publique et Analyse de Politique publique | ..... |
| <b>5 Le Document de Politique publique : Eléments Structurels et Textuels</b>   |       |
| 5.1 Le plan de votre document   | ..... |
| 5.2 Le Titre  | ..... |
| 5.3. Table des Matières   | ..... |
| 5.3.1 Liste des Tableaux et/ou Figures  |       |
| 5.4 Résumé / résumé sommaire  | ..... |
| 5.5 Introduction  | ..... |
| 5.6 <i>Description du Problème</i>  | ..... |
| 5.6.1 Elaboration de la description du problème:<br>Structure et argumentation  | ..... |
| 5.6.2 Elaboration de la description du problème:<br>texte et argumentation  | ..... |
| 5.7 <i>Les Options de Politique publique</i>  | ..... |
| 5.7.1 Elaboration des options de politique publique :<br>structure et argumentation                                       | ..... |
| 5.7.2 Elaboration des options de politique publique:<br>texte et argumentation  | ..... |
| 5.8 Conclusion et Recommandations   | ..... |
| 5.9 Notes de fin  | ..... |
| 5.10 Bibliographie  | ..... |
| 5.11 Annexes  | ..... |
| 5.12 Index  | ..... |

|          |  |
|----------|--|
| <b>6</b> | <b>Publication de votre document de politique publique .....</b> |
| 6.1      | Orienter votre rédaction vers un Editeur Spécifique .....        |
| 6.2      | Préparer votre manuscrit à soumettre .....                       |
| 6.3      | Soumettre votre manuscrit .....                                  |
| 6.4      | Travailler avec votre éditeur jusqu'à la publication .....       |
| <b>7</b> | <b>Remarques finales .....</b>                                   |

## **Annexes**

Annexe A : Exemples d'introductions

Annexe B : Directives de citation suivant le modèle APA .....

Annexe C : Liste de contrôle de langage d'édition

## **Référence .....**

### Les figures

Figure 1.1 : Généralités sur la structure du guide .....

Figure 2.1 : La communauté politique

Selon la perspective des Conseillers en politique publique.....

Figure 2.2 : Le Cadre Disciplinaire .....

Figure 3.1 : Le Cycle de Politique publique .....

## **Tableaux**

Tableau 4.1 : Différences entre Documents de Politique d'orientation dans les domaines d'étude de politique et d'analyse de politique

## Introduction

Développer la connaissance et les aptitudes pour la rédaction pertinente des documents de politique publique pour une publication dans une deuxième langue exige non seulement une très bonne connaissance de la langue elle-même, mais aussi demande que vous deveniez membre de la communauté politique pour laquelle vous écrivez. Les membres de la communauté politique que cible ce guide sont des conseillers en politique publique, c'est-à-dire à la fois des chercheurs et des analystes en politique publique. Pour de tels conseillers, l'appartenance à la communauté est étroitement liée à la compréhension des approches, buts, conventions et langue de la communauté, mais aussi des outils de communication utilisés par la communauté politique dans le processus de mise en œuvre des décisions politiques. Toutefois, votre participation dans la communauté sera aussi influencée par les conditions particulières de votre contexte local.

*L'appartenance à la communauté politique et la compréhension des règles et outils sont capitales pour la rédaction de document de politique publique*

Par l'adoption d'une telle approche sociale<sup>1</sup>, le présent ouvrage fournit plus d'informations sur la communauté politique, le processus de mise en œuvre des décisions politiques et le document de politique publique, mais cela ne suppose pas que toutes les informations produites s'appliqueront directement à votre contexte particulier. Cela étant, ce guide peut vous être d'un soutien énorme dans votre développement actuel en votre qualité de rédacteur de document de politique si vous décidez de la meilleure manière d'appliquer les informations que vous avez dans ce guide à votre propre situation. En se fondant sur cette perspective sociale, ce guide vise à vous accompagner à :

- considérer et réfléchir sur la nature de la communauté politique dont vous êtes membre ;
- examiner le rôle du document de politique publique comme un outil de décisions dans le processus de mise en œuvre de décisions politiques ;
- améliorer vos connaissances et aptitudes des éléments structurels et textuels du document de politique publique ;
- toutes les étapes du processus de rédaction et de publication de votre document de politique publique.

---

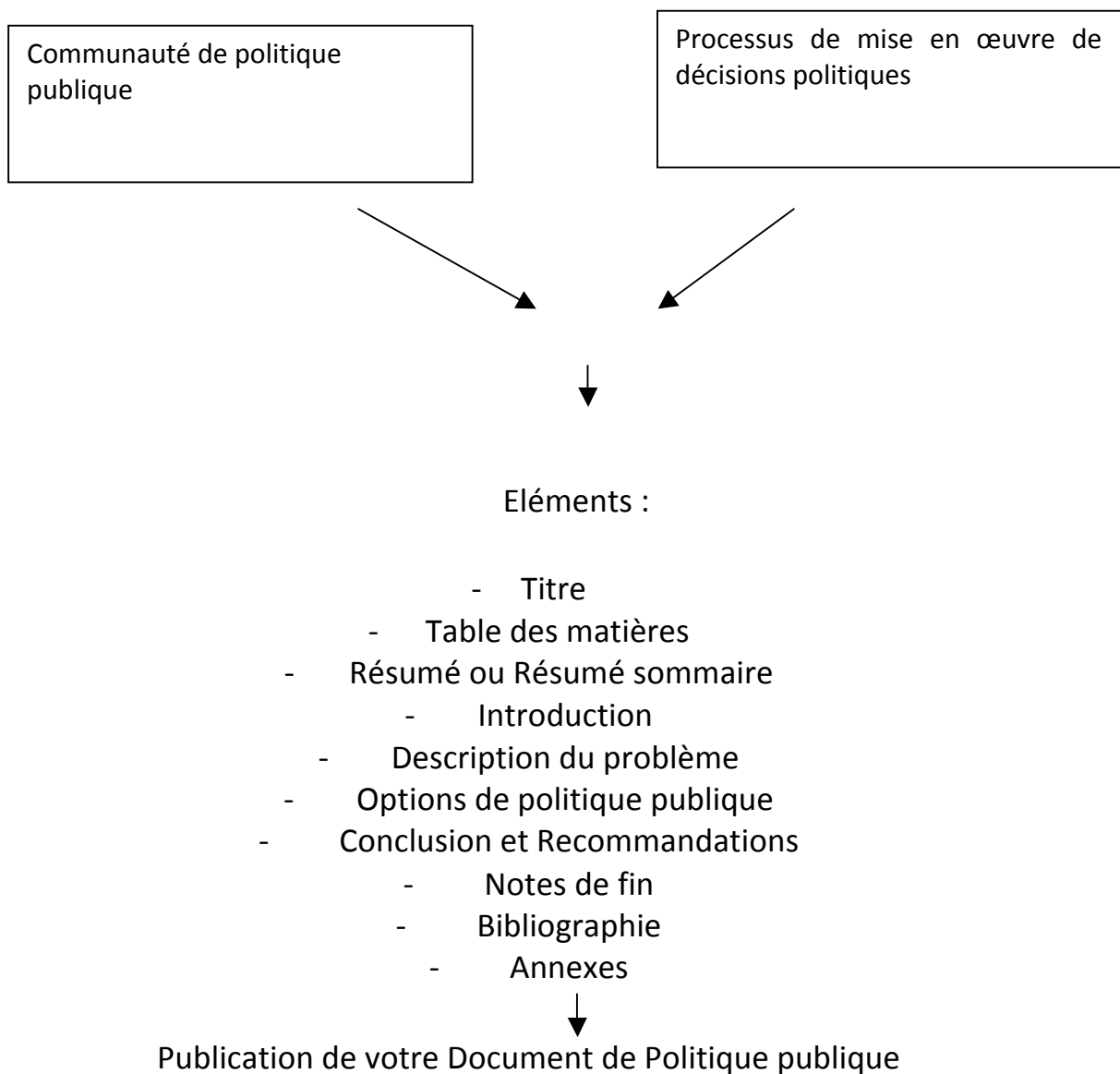
<sup>1</sup> L'approche sociale adoptée dans cet ouvrage a été fortement influencée par les œuvres de Berkenkotter et Huckin (1993); Hyland (2000), Johns (1997), Miller (1984); Prior (1998), Russell (1997); et Swales (1990).



Ce guide de rédaction de documents pertinents de politique publique évolue de la structuration du document de politique publique comme un outil utilisé par la communauté politique dans le processus de mise en œuvre de décisions politiques, à une description détaillée des éléments majeurs du document de politique publique, pour se focaliser sur le processus de publication de tels documents.

Le schéma qui suit, fournit un aperçu sur le guide.

**Figure 1.1** Aperçu de la structure du guide



Une brève discussion sur l'objet et l'approche adoptés dans l'élaboration de ce guide pourrait vous aider à utiliser ce document plus efficacement. Le type particulier de document de politique publique examiné et décrit en détail dans ce guide est celui produit dans le domaine de l'étude de politique publique. Ce choix correspond au besoin d'accompagner les nombreuses premières études qui sont

*Le principal accent est mis sur les documents de politique produits dans le domaine d'étude de politique*

actuellement menées dans la région des Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) dans un cadre d'élaboration de document de science politique.

Bien que ce guide vise principalement les chercheurs en politique, les analystes politiques peuvent aussi profiter de son utilisation du fait de l'étroite relation entre les domaines d'étude de politique publique et l'analyse de politique publique et les types de documents de politique publique produits dans les deux domaines sont différenciés dans les premières sections du guide. La description du document de politique produit est fondée sur une analyse complète des études de politique publique publiées, des interviews avec des spécialistes régionaux en

politique et des descriptions sélectionnées du genre.

Les documents de politique publique récemment publiés et ayant focalisé leur attention sur la région ont été choisis comme des échantillons d'analyses dans le but d'obtenir une connaissance plus approfondie des présentes règles pour la rédaction de tels documents et sont considérés à travers tout le guide, comme des échantillons d'analyses de (i) à (v) :

- i) "La décentralisation fiscale: de la centralisation au marché" (Bird, Ebel et Wallich, 1995);
- (ii) "Concurrence, transparence et impartialité des services publics dans l'administration locale" (Baar, 2001);
- (iii) "Entre Active Appréciation, Passive approbation et Méfiant retrait » (Swianiewicz, 2001)";
- (iv) "Du centralisme au pluralisme: changement de la politique des minorités en Pologne" (Horvıje et Scacco, 2001) ;
- (v) " Lien entre le commerce et la politique de marché dans les pays de l'Europe centrale et Orientale " (Hoekman et Mavroidis, 1994).

Pour profiter d'avantage de ce document, il est vivement recommandé que vous saisissiez l'opportunité de lire la version complète de ces échantillons<sup>2</sup>.

Avoir une connaissance approfondie du rôle joué par chacun des éléments du document de politique publique, ses caractéristiques structurelles et textuelles communes, et les approches que d'autres auteurs adoptent lors de la rédaction des documents de politique vous donneront ensemble une base solide pour vous guider dans votre propre rédaction. À cette fin, des extraits de cinq documents de politique publiés sont inclus aux fins de l'analyse

<sup>2</sup> Les informations sur l'emplacement pour le téléchargement de versions complètes de tous les cinq exemplaires extraits de l'internet sont dans la section Références de ce livre.

à travers la section cinq dans des encadrés «Analyse des documents de politique publiés». Il est important de noter que ces échantillons, sont utilisés aux fins de mettre l'accent sur certaines questions et de les examiner, et ne sont pas pris comme des «modèles» de documents de politique publique. En fait, prenant en compte les complexités des facteurs contextuels qui justifient la rédaction et la publication de chaque document de politique publique, un tel modèle universel ne pourrait exister.

En se fondant sur la croyance que l'acquisition des connaissances et des aptitudes est un processus de développement et actif de "apprendre par la pratique"<sup>3</sup>, un certain nombre de planification et des listes de contrôle de rédaction ont été insérées dans le guide. En posant des questions, ces listes de contrôle sont conçues pour vous accompagner dans toutes les étapes de planification, de rédaction et de reformulation de votre document de politique publique.

Nous espérons que ce livre constitue un outil efficace pour vous aider dans le processus de rédaction des documents pertinents de politique publique, et surtout, que vous obteniez des impacts politiques positifs comme fruits de la publication de vos documents.

## **2. LA COMMUNAUTE POLITIQUE**

Cette section du livre donne un bref aperçu de la communauté et de la discipline de ceux qui sont impliqués dans la prise de décision publique. Pour les débutants dans le domaine, elle peut servir comme une introduction de base; pour les spécialistes expérimentés en politique, elle offre une occasion de réfléchir sur les principaux concepts qui régissent votre travail. En fin de compte, la raison qui justifie cette attention initiale portée sur la communauté est pour vous en votre qualité de rédacteur de devenir plus conscient des idées principales, idéaux, valeurs et contextes qui fondent et justifient la rédaction des documents de politique publique dans cette communauté.

La section commence par une réflexion plus exhaustive sur les définitions de la communauté politique. Puis elle se penche sur le caractère très varié des membres de la communauté ainsi que les rôles qu'ils jouent dans la communauté politique. La sous-section qui suit, donne un aperçu historique de la discipline de la science de politique ; enfin, l'article conclut en mettant l'accent sur ce qui rend la science de politique une discipline appliquée.

---

<sup>3</sup> Les idées d'apprendre dans un contexte international anglais basées sur des sur des activités et autonomes ont été influencées par les œuvres de Breen (1987) ; Hutchinson et Waters (1987) ; Ilich (1970) ; Knowles (1983) ; Nunan (1988) et Widdowson (1998).

## 2.1 Définir la Politique publique

Les études sur la politique publique ont permis de générer plusieurs définitions du terme, à partir des exemples généraux tels que « tout ce que décident les gouvernements de faire ou de ne pas faire » (Dye, 1992 cité dans Anderson, 1994, p.4), d'autres études ont proposé des définitions plus spécifiques caractérisant par exemple, « une série d'actions ayant un but précis, suivie par un acteur ou un groupe d'acteurs traitant un problème ou un sujet de préoccupation » (Anderson, p.5). Pour avoir une image de la diversité des opinions représentées dans le domaine, il est utile de mettre un accent sur la variété des concepts clés contenus dans une grande variété de définitions. Selon Anderson, le texte qui suit, présente une liste de ces éléments de base:

*Diverses définitions de la politique publique d'orientation existent mais partagent des éléments de base*

La Politique publique est :

- Une action officielle du gouvernement

La Politique publique est une action mise en œuvre par les composantes gouvernementales qui ont le pouvoir législatif, politique et financier de la mener.

- *une réaction aux vrais besoins et problèmes du monde*

La Politique publique cherche à réagir par rapport aux problèmes et besoins concrets d'une communauté ou d'un groupe au sein de la communauté, par exemple, les organisations non-gouvernementales (ONG) ou organes gouvernementaux.

- *Une politique orientée vers le but*

La politique publique cherche à atteindre un ensemble d'objectifs élaborés qui représente une tentative de résoudre ou d'aborder un problème particulier dans la communauté cible.

- *une série d'action*

La politique publique n'est pas toujours une décision, une action ou une réaction isolée mais une démarche ou une stratégie élaborée.

- *une décision d'agir ou de ne pas agir*

La politique publique décrite peut agir dans une tentative de résoudre un problème ou peut être basée sur la croyance que le problème sera résolu dans le cadre de la politique actuelle et peut décider de ne prendre donc aucune action.

- *Elle est mise en œuvre par un seul acteur ou un ensemble d'acteurs*

La politique publique peut être mise en œuvre par un seul représentant du gouvernement ou par un organe ou une multitude d'acteurs.

- *une raison pour l'action*

La politique publique comprend habituellement une déclaration qui justifie les raisons qui sous-tendent cette politique.

- *une décision prise*

La politique publique est une décision déjà prise, et non une intention ou une promesse.

## 2.2 Les Membres de la Communauté Politique

La formulation de la politique publique a un impact direct sur une communauté, ainsi donc les personnes impliquées dans le processus à différents niveaux sont généralement nombreuses et diverses. Ces individus ou groupes qui ont un intérêt direct ou indirect

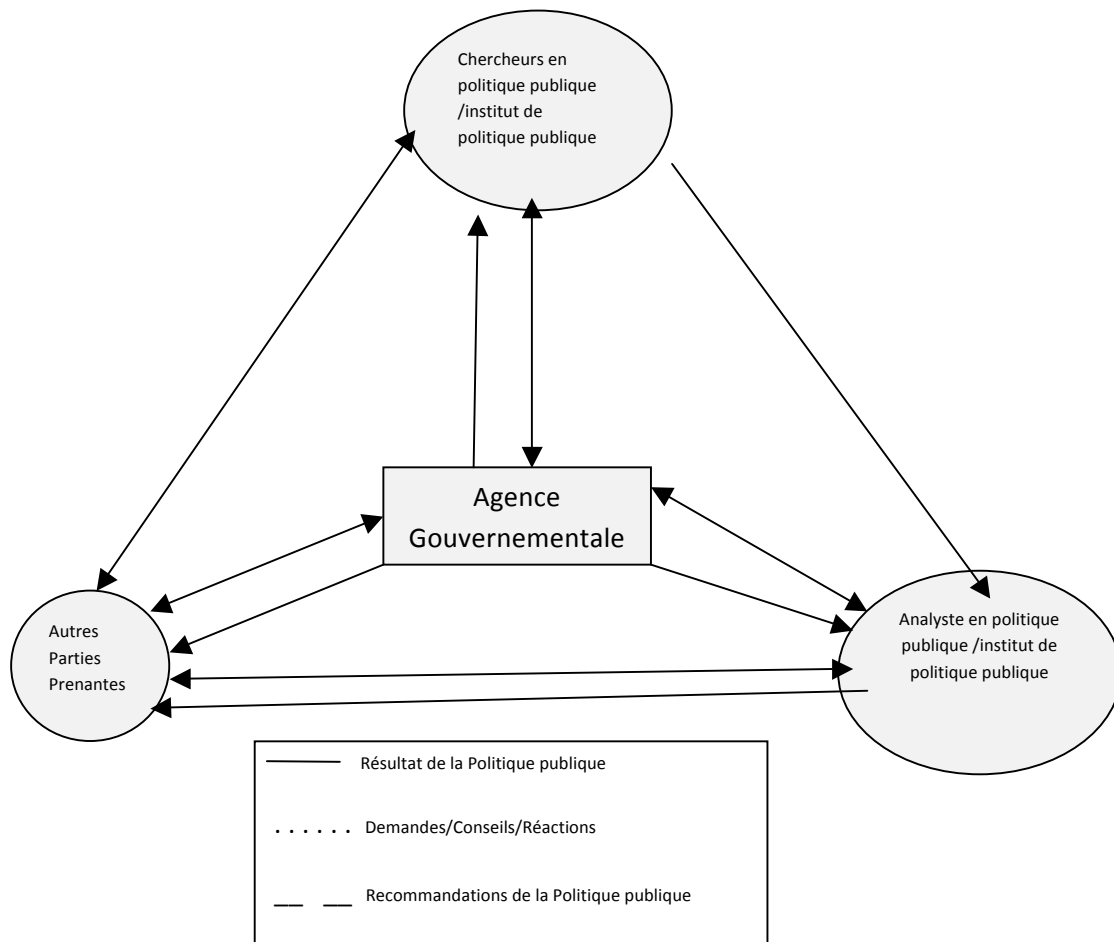
*La communauté politique est un groupe varié de parties prenantes*

dans les retombées d'une décision politique, par exemple, les parties prenantes, peuvent être des agences gouvernementales, des conseillers en politique publique et un grand nombre d'organisations non-gouvernementales ou des groupes communautaires et des particuliers. Au cœur de cette communauté, se trouve l'agence ou les agences gouvernementale(s) compétente(s) désignée(s) pour gérer le problème ou la question en cause. Dans certains cas, c'est soit, l'analyste en politique publique, soit l'institut de politique publique ou le groupe de réflexion qui peut entrer dans une relation de consultation directe avec l'agence gouvernementale comme son client. Dans ce cas, l'agence gouvernementale compte sur l'analyste en politique publique ou sur

l'institut de politique publique pour effectuer une étude approfondie sur la question et faire des recommandations appropriées qui serviront de fondements à l'élaboration de la politique publique du gouvernement. En général, la base empirique de ces études approfondies est la recherche antérieure effectuée par les centres d'étude de politique sur la question en cause. Bien que cette relation directe entre l'analyste et le gouvernement n'existe pas généralement dans les PECO, de nombreux chercheurs, analystes et centres de politique publique cherchent néanmoins à influencer le débat politique sur des questions particulières. Cette aspiration trouve son comble à travers la publication de leurs recherches, dont ils peuvent aussi faire la publicité pour une audience plus large en politique publique à travers les media et d'autres moyens plus variés.

Inutile de dire que dans toute société démocratique, tous les intervenants feront également de leur mieux pour défendre leur option préférée de politique par tous les moyens qu'ils trouvent plus efficaces, par exemple, avec l'agence gouvernementale responsable, avec d'autres représentants gouvernementaux ou parlementaires ou par les médias. Ces parties prenantes peuvent comprendre les ONG, les organisations internationales gouvernementales (OIG), des conseillers en politique ou d'autres centres, autorités locales, partis politiques, les groupes communautaires, des syndicats ou des citoyens concernés. La Figure 2.1 représente la grande communauté politique et ses relations, du point de vue du conseiller en politique publique.

**Figure 2.1** La Communauté politique selon la perspective des Conseillers en Politique publique.



### 2.3 De la Science Politique à La Science de politique<sup>4</sup>

Peter De Leon (1994, cité dans Howlett et Ramesch, 1994, p.18) souligne que « Les études de politique ont une longue histoire et un passé bref : ceci signifie que les politiques gouvernementales ont été la préoccupation de nombreuses recherches pendant les millénaires écoulés, quand bien même leur examen systématique ne date que de quelques décennies. » En fait, c'est seulement depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale que l'évolution de la science de politique est apparue en se fondant sur le constat que, en plus de la traditionnelle science de politique, une perception approfondie et une réflexion sur ce que

<sup>4</sup> Ce résumé est fondé sur Howlett et Ramesch (1995)

les gouvernements font effectivement, étaient aussi nécessaires. Les théories majeures en la matière sont de trois ordres :

Deux domaines de la science politique : l'étude de politique et l'analyse de politique

- *La Multidisciplinarité*

La science politique s'appuie sur des connaissances, la recherche et la méthodologie des sciences sociales, mais a aussi développé ses propres approches avec l'évolution de la discipline.

- *La Résolution de problèmes*

L'attention est mise sur la résolution des problèmes réels qui existent dans une communauté spécifique.

- *La prescription selon les normes*

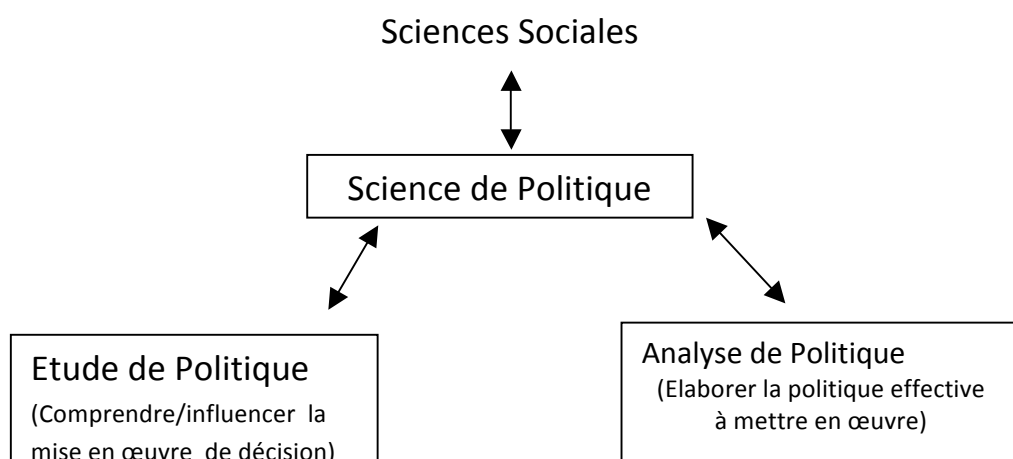
Bien que la tendance à prescrire un cadre normatif soit en régression ces jours-ci, de nombreux choix qui doivent être faits au sein de la science politique sont nécessairement basés sur la valeur.

Les trois théories de la Science de Politique : multidisciplinarité, résolution de problème, prescription selon les normes

Au fil du temps, la discipline de la science politique s'est muée en deux branches distinctes. La première est l'étude de politique publique qui cherche à comprendre et à informer le processus de prise de décision politique en effectuant des recherches primaires sur les questions de politique spécifiques. Le domaine d'étude des

politiques est généralement l'intérêt des groupes de chercheurs sur les politiques ou les universitaires. La seconde branche de la discipline est l'analyse de politique. Ce champ est plus politiquement motivé et cherche à avoir une influence directe sur les retombées réelles de politiques en élaborant des politiques publiques à l'endroit des agences gouvernementales. L'analyse de politique est habituellement menée par les analystes en politique publique ou dans des instituts de politique / groupes de réflexion. Le schéma suivant représente le cadre de la discipline de la science politique:

**Figure 2.2** Le Cadre de la discipline



Ces approches de science de politique ont été récemment adoptées dans les Pays de l'Europe Centrale et Orientale (PECO) pendant la période de transition. Par conséquent, la discipline est au premier niveau de développement dans cette région, et les divisions entre qui fait quoi, comment et pour qui ne sont pas encore totalement définies. De plus, du fait que l'analyse empirique rigoureuse des cadres de politique publique n'ait vraiment commencé dans la région signifie qu'une grande partie des travaux menés à ce jour s'est concentrée davantage pour les premières études de ces cadres, où par exemple l'accent est essentiellement mis sur des questions d'études politiques. Néanmoins, spécialement au début des années 1990, plusieurs groupes de réflexion régionaux jouissant de la traditionnelle relation avec leurs gouvernements en leur qualité de conseiller en analyste politique, avaient plaidé en faveur des politiques de leurs partenaires internationaux tels que la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (Krastev, 2001). En effet, il convient de rappeler que, dans la haute sphère de la politique publique dans n'importe quelle région ou contexte, les changements politiques ne se produisent nécessairement pas sur la base d'une analyse empirique. Dans le monde agressif et dynamique de la politique, c'est plus généralement des motivations purement politiques, comme la réalisation des promesses de campagne, qui constituent le catalyseur du changement.

La Science de politique se développe dans les PECO

#### Planification de Liste de contrôle

En vous préparant pour la rédaction de votre document de politique publique, prenez en compte les questions suivantes :

- Classeriez-vous votre travail actuel relatif à la politique comme une étude de politique ou une analyse de politique ?
- Quelles parties prenantes dans votre communauté politique sont intéressées par la question de politique sur laquelle vous travaillez ?
- Avec qui voulez-vous communiquer directement ou indirectement au sujet de votre document de politique ?



## 2.4 La Science de Politique comme une discipline appliquée

En résumant les théories et les valeurs du domaine de la science de politique, le caractère appliqué de la discipline est essentiel. Il y a deux facteurs principaux qui différencient la science de politique du monde universitaire traditionnel :

### ▪ Développer des solutions aux réels problèmes du monde

La relation problème - solution est essentielle

Contrairement au monde universitaire traditionnel qui met l'accent sur le renforcement des connaissances au sein d'un groupe de pairs, la science de politique doit aborder les réels problèmes du monde, et donc d'apporter des recommandations et un cadre pour leur application au sein de la société cible par exemple, il ne suffit pas d'analyser les causes et les impacts du chômage dans une société donnée afin de contribuer à sa compréhension en tant que phénomène social ; une étude de politique publique doit appliquer cette connaissance à la situation réelle sur le terrain par la compréhension des causes, en montrant qu'il s'agit d'un problème au sein de la communauté en question et de proposer un plan d'action pour aborder le problème. Par conséquent, la relation problème- solution doit être considérée centrale à la discipline, ce qui signifie que toute analyse entreprise doit être particulière et conduite dans la quête d'un résultat concret, applicable et globale.

### ▪ Présentation d'arguments de valeur

Présente des arguments de valeurs en se fondant sur l'analyse des données

La recherche d'un tel résultat concret exige non seulement une analyse bien élaborée et complète de toutes les données disponibles, mais que les questions prises en compte soient d'ordre social, le chercheur ou l'analyste politique devra également faire quelques jugements de valeur à propos des résultats qui pourraient le mieux répondre au problème spécifique. De là, proposer des solutions spécifiques dans l'environnement hautement politisée de la politique publique et devant un public aussi large, signifie que le plus important dans le travail du spécialiste de la politique, n'est pas seulement l'empirisme froid de l'analyse des données, mais probablement le plus important est la capacité de convaincre votre auditoire de la pertinence de vos recommandations de politique publique. En d'autres termes, la présentation des résultats de votre analyse de données ne sera probablement pas suffisante pour faire un impact sur le débat de politique sur une question particulière, mais par l'utilisation de ces données comme éléments de preuve dans une discussion globale et cohérente de votre position, vous donnerez à votre travail la meilleure chance possible d'avoir cet impact. Majone (1989) résume parfaitement cette idée:

*Comme la chirurgie, la réalisation de politique publique et le conseil en politique sont des exercices de compétence, et nous ne jugeons pas ingénieuse une présentation par la quantité d'informations stockées dans la tête du*

*présentateur par l'étendue de la planification formelle. Au contraire, l'on le juge par des critères comme la bonne synchronisation et une attention aux détails ; par la capacité de reconnaître les limites du possible, utiliser les limitations de manière créative, et d'apprendre à partir de ses erreurs; par la capacité de ne pas montrer ce qui doit être fait, mais de persuader les gens à faire ce qui devrait être fait (p. 20).*

### 3 LE PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE DÉCISION POLITIQUE

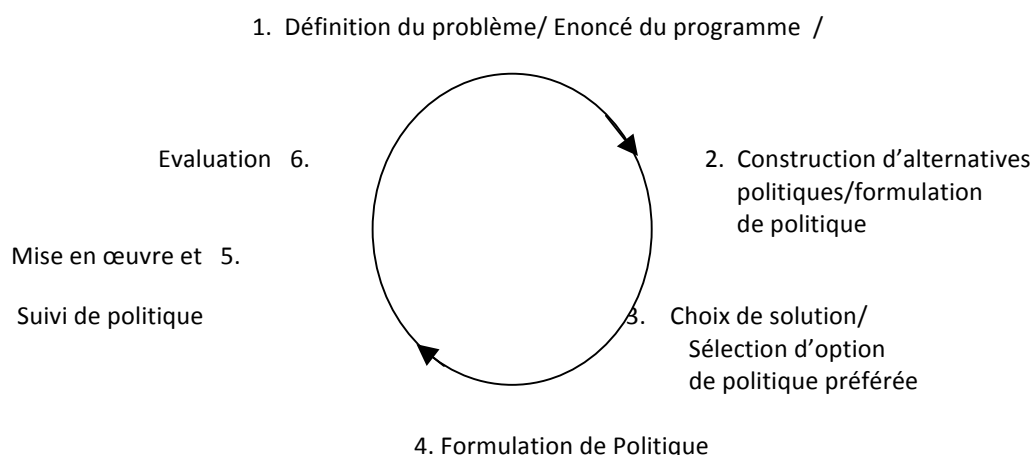
Après avoir brièvement examiné la nature de la communauté politique dans la deuxième section, cette section se concentre sur la nature du processus de mise en œuvre de décision politique et le rôle des outils de communication utilisés dans ce processus. La section débute par un aperçu du processus de mise en œuvre de décision politique ou du cycle de politique, comme il est communément connu. Comme l'objectif de ce guide n'est pas d'ajouter aux études déjà nombreuses et complètes de la méthodologie de la discipline<sup>5</sup>, la présente section ne donne qu'un bref aperçu du cycle de politique. Cela devrait vous aider à mieux comprendre l'outil de communication habituellement utilisé pour signaler et enregistrer le résultat de ce processus et qui est l'objet principal de ce livre, le document de politique publique.

La deuxième sous-section examine les différents rôles que le document de politique publique peut jouer dans le processus de mise en œuvre de décision politique. La section se conclut en esquissant une approche stratégique, en décidant de quels autres outils de communication utiliser pour diffuser des idées et des recommandations de politique publique à un public plus large. Ce dernier élément est destiné à illustrer la relation existant entre le document de politique publique et des autres outils.

#### 3.1 Le Cycle de Politique<sup>6</sup>

Bien que différentes approches du processus de mise en œuvre de décision politique existent selon le contexte et l'/les objectif (s), le modèle du manuel généralement accepté dans le domaine de la science politique est appelé le cycle de politique (comme le montre la figure 3.1).

Figure 3.1 Le cycle de politique



<sup>5</sup> Comme Anderson (1994); Bardach (1996); Dye (1992); Howlett et Ramesch (1996).

<sup>6</sup> Cette section se fonde sur Anderson (1994); Bardach (1996); Howlett et Ramesch (1996); Université de l'Ohio (1998); Open Society Institute (1999); Pal (2000); Smith (2000).

Comme avec de nombreux modèles, la solidité du cycle de politique réside dans sa capacité d'orienter, mais sa faiblesse réside dans son manque de flexibilité. En d'autres termes, bien qu'un tel modèle ne puisse jamais prescrire les mesures spécifiques que le spécialiste devrait suivre dans chaque situation, il informe sur le contexte dans lequel le spécialiste en politique devrait agir en vue de suivre les meilleures pratiques. En outre, la vraie nature de la mise en œuvre de décision politique est que dans chaque étape du processus de six étapes proposées se trouve le potentiel d'informer sur les étapes précédentes et suivantes du cycle, par exemple, en pondérant vos options pour sélectionner la meilleure option de politique publique; peut aider à approfondir et à élargir votre définition.

Le cycle de politique n'est ni un guide et ni une prescription il est itératif et interactif

Par conséquent, comme le suggère Bardach (1996) le processus doit être considéré comme en soi itératif, c'est à dire, vous recyclerez à travers des éléments de chacune des étapes jusqu'à ce que vous parveniez à un résultat approprié.

Il est également important de noter le caractère intrinsèquement collaboratif et interactif de toutes les étapes de ce processus. La recherche et l'analyse de politique publique la plus effective sont effectuées en équipes et impliquent différents niveaux d'interaction avec les différentes parties prenantes tout au long du processus; par exemple, ces interactions peuvent étendre des discussions avec les chercheurs en politique dans l'étape de définition du problème, à la recherche du rapport coût-avantages des options de politique avec les groupes cibles, à une rencontre avec des représentants du gouvernement pour promouvoir vos recommandations de politique. Un bref aperçu sur les étapes du processus vient en suite pour souligner la priorité de chacune.

#### ▪ *Etape 1: Enoncé du programme / définition du problème*

Comme point de départ dans le processus de mise en œuvre de décision politique, un problème est généralement identifié par un groupe de personnes dans une société donnée. Si vous en tant que spécialiste en politique publique vous êtes également intéressés à résoudre ce problème, vous allez essayer d'obtenir qu'il soit sur l'agenda politique du gouvernement, c'est-à-dire, transformer le problème en une question ou en faire une question de priorité majeure si elle est déjà sur l'agenda. Pour ce faire, il est nécessaire de convaincre à la fois l'agence gouvernementale concernée et la communauté de politique au plus large qu'un réel problème existe et qui nécessite une action du gouvernement. Afin de réaliser cet objectif dans la sphère de politique publique, vous devrez présenter un argument suffisamment convaincant et complet qui détaille les causes, les effets et l'ampleur du problème en se basant sur une grande variété de sources.

Montrez qu'il existe un problème qui nécessite l'action du gouvernement

#### ▪ *Etape 2: Construire des alternatives politiques/ la formulation de politique*

Une fois la nature du problème est suffisamment détaillée et la question est sur l'agenda du gouvernement, la première étape pour tenter de régler le problème est d'élaborer les moyens possibles par lesquels il peut être

Considérez toutes les solutions possibles

résolu, c'est-à-dire, déterminer les options de politique. Afin de construire des alternatives appropriées, vous aurez besoin de considérer ce qui se fait actuellement, les options que d'autres suggèrent ainsi que vos propres suggestions. Vous devez essayer de rendre les différentes options qui s'excluent mutuellement, c'est-à-dire, éviter les options qui sont simplement des variantes de la même idée. Par ailleurs, pensez qu'il sera difficile de trouver l'alternative idéale, vous devriez donc essayer de chercher les alternatives politiques les plus réalisables et réalistes propres au contexte.

▪ *Etape 3* : Choix de solution/sélection d'option de politique préférée.

Evaluez chaque option et choisissez celle que vous préférerez

Suite à l'élaboration des alternatives, une option privilégiée pour résoudre le problème particulier est ensuite sélectionnée sur la base d'un ensemble de critères d'évaluation. L'utilisation de ce processus d'évaluation basé sur des critères vous permet non seulement de choisir une alternative appropriée, mais il constituera également la base sur laquelle vous pouvez argumenter avec autorité sur la légitimité de votre option de politique. Bien que la question en cause et le contexte qui détermineront les spécificités des critères d'évaluation, les critères généralement utilisés dans ce processus sont les suivants:

- *Effectivité* : A quelle échelle cette alternative produira les retombées voulues, c'est-à-dire, résoudre les problèmes ?
- *Efficacité* : une analyse basée sur le ratio coût-avantage à la fois de l'argent et de l'impact social ; comment cette option affectera-t-elle les groupes visés ?
- *Equité* : Y a-t-il une distribution équitable des coûts et des avantages ?
- *Faisabilité/Possibilité de mise en œuvre* : Existe-t-il un cadre politique, administratif et juridique adéquat existant pour permettre une mise en œuvre effective et efficiente de cette option ?

*Flexibilité/Possibilité d'amélioration* : Cette option est-elle flexible pour être modifiée pour convenir à d'autres situations ou permettre une amélioration ?

Bardach (1996) donne quelques conseils utiles pour cette étape en suggérant qu'il faut essayer de quantifier (en termes de coûts financiers et sociaux) des aspects de votre option et les projections autant que possible, utiliser des méthodes de modélisation causale et essayer d'être réaliste, plutôt qu'optimiste quant aux résultats possibles des alternatives. Lorsque vous avez évalué toutes vos alternatives, comparé les résultats et évalué les différences, vous devez choisir le meilleur résultat.

#### *Etape 4 : Formulation de Politique publique*

Une fois que vous avez sélectionné votre option de politique préférée et l'avez présentée à l'agence gouvernementale appropriée, et en supposant qu'elle l'a aussi acceptée entièrement ou a modifié votre proposition, il devient désormais une politique publique (telle que décrite dans la section 2.1). Les agences gouvernementales doivent maintenant décider comment elles peuvent mettre en œuvre la politique le plus efficacement. Afin d'élaborer une conception politique efficace, l'agence doit choisir une combinaison d'instruments de politique (par exemple, juridiques, organisationnels ou l'autonomie des réseaux) et une combinaison d'organisations de prestations (par exemple, gouvernementales ou non-gouvernementales, publiques ou privées) pour fournir les services ou les produits décrits dans la politique.

Le Gouvernement choisit un instrument politique et une combinaison d'organisation de prestation

#### ▪ *Etape 5 : Mise en œuvre et suivi de la Politique*

Ensuite, la politique publique est la mise en application conformément à la formulation de politique. Un équilibre entre une bonne formulation de politique de politique et son application effective conduit généralement à des résultats plus efficaces. De plus, un processus continu de suivi doit être mené par ce qui forme la base d'une procédure d'évaluation globale, s'appuyant sur de multiples sources de données. Selon Anderson (1994) et Howlett et Ramesch (1996), de nombreux spécialistes en politique publique éprouvent un grand intérêt dans la mise en œuvre des stratégies vu qu'elles ont un effet direct sur la qualité des résultats de politique et certains choisissent de publier sur ces questions.

Le Gouvernement met en application et suit la politique publique

#### ▪ *Etape 6 : Evaluation*

Dans le cadre de toute conception de bonne politique et le plan de mise en œuvre, une procédure d'évaluation complète est essentielle pour déterminer l'efficacité de la politique mise en œuvre et pour servir de base pour les prises de décisions futures. En concevant un plan d'évaluation de politique publique, les agences gouvernementales et les organisations de prestation ont besoin d'examiner la façon dont les objectifs de politique peuvent être évalués avec précision et efficacité et la manière dont les données recueillies pour l'évaluation seront utilisés comme base pour la prise de décision. Le processus d'évaluation consiste à observer la mise en œuvre effective de la politique publique notamment, en termes d'objectifs et de moyens utilisés. Il impliquera probablement un large groupe de personnes, dont des fonctionnaires, des politiciens ainsi que des agences non gouvernementales et autres parties prenantes.

Le gouvernement et les organisations de prestation évaluent l'efficacité de la politique

Comme on peut le voir à partir de la nature circulaire et itérative du cycle de politique, après l'étape d'évaluation l'un quelconque des points suivants peut être reconsidérée : le problème, l'option de politique choisie, la conception ou la mise en œuvre de politique. Cela signifie que la question peut être repoussée sur le programme, repoussée à une autre étape du processus ou peut continuer à être mise en application de la même façon.

### 3.2 Le Rôle du Document de Politique publique dans le Processus de mise en œuvre de Décision Politique

Le document de politique publique est un outil très puissant et peut servir à des fins multiples dans le processus de mise en œuvre de décision politique. Dans le domaine d'étude de politique, de nombreux documents de politique générale sont publiés à l'intention des experts en politique ou des groupes de réflexion et cherchent à informer et à influencer leur auditoire. Comme mentionné précédemment, beaucoup de ces types de documents sont en cours de publication dans les PECO et représentent les premières études adoptant une approche de science de politique. Ces documents peuvent fournir des données et une perception générale qui peuvent être utilisées à n'importe quelle étape de l'élaboration des politiques, mais peuvent également se concentrer sur un ou plusieurs étapes du processus. Par exemple, ces documents spécifiques peuvent varier en termes d'attention à partir de la mise à disposition des alternatives politiques et de recommandation d'une option de politique, et de promouvoir un modèle de mise en application particulier, à l'évaluation d'une option de politique choisie. En général, en raison de la nature indépendante des travaux du chercheur en politique, leurs documents de politique générale ont tendance à être impulsés par des questions.

Un document de politique d'orientation peut ne pas influencer ou influencer toute étape du cycle de politique

Cependant, ces études de politique sont normalement tout à fait différentes des documents de politique publique produits par les analystes en politique qui visent des décideurs et conçoivent des politiques spécifiques à être mises en œuvre dans la communauté cible. Ces différences surgissent principalement en raison de la nature collaborative de la production de ces documents : dans la relation de conseiller-client qui existe normalement entre l'agence gouvernementale et l'analyste en politique, le client influencera lourdement la nature du document et son contenu. Toutefois, il y a un rapport direct entre les études de politique et des documents du domaine d'analyse de politique car les premières sont généralement utilisées comme base pour rédiger les derniers. Aussi, faut-il mentionner qu'à l'étape actuelle du développement de la science de politique dans la région, il y a probablement beaucoup de chevauchements entre les types de documents de politique publique en production.

Les études de politique sont motivées par la préoccupation alors que les analyses de politique



### **Planification de la Liste de Contrôle**

En préparant la rédaction de votre document de politique publique, considérez le processus de mise en œuvre de décision politique dans laquelle vous êtes impliqués ainsi que les travaux de recherches dans lesquels vous (et vos collègues) avez effectués pour répondre aux questions suivantes :

- Quelle étape (s) du processus de mise en œuvre de décision politique essayez-vous d'influencer par votre document de politique publique?
- Quelles parties prenantes ont été/sont impliquées à chaque étape du processus de mise en œuvre de décision politique?
- Avez-vous identifié un problème précis à résoudre? Pouvez-vous le résumer en deux phrases? Avez-vous suffisamment de preuves complètes pour soutenir votre affirmation sur l'existence du problème ?
- Avez-vous décrit et évalué les options de politique possibles qui pourraient résoudre ce problème ? Quels critères d'évaluation avez-vous utilisés ?
- Avez-vous choisi finalement une alternative préférée ?
- Avez-vous la preuve suffisante pour soutenir efficacement votre alternative politique choisie par rapport aux autres ?

### 3.3 La Dissémination de vos Idées de Politique

Que vous soyez en train de rédiger sur des études de politique ou une analyse de politique, vous auriez besoin d'informer un large public sur des questions soulevées dans votre document de politique publique, de sorte que vos idées de politique puissent avoir un impact fort sur un débat de politique particulier. Pour réaliser cet impact, votre « document de politique publique doit non seulement être lu, mais examiné et compris » (Bartle, 2001). Cependant, nombreux parmi ce large public n'ont généralement pas accès à des documents de politique publique publiés. Par conséquent, vous devez leur donner accès à vos idées de politique sous une forme aisément compréhensible, pour qu'ils puissent alors comprendre et pouvoir discuter vos suggestions. Prenant en considération les messages de votre document de politique publique que vous voulez transmettre et ayant identifié votre public cible, vous devez décider ensuite lesquels des nombreux outils de communication disponibles conviendront à vos fins, par exemple, lors d'une réunion publique ou par les médias. Plusieurs fois, vous pourrez choisir un mode de communication qui permet de cibler de nombreux publics. En tant que tel, il est logique de présenter un message concis en utilisant un langage simple sans jargon.

Choisissez une stratégie de communication qui répond à votre objectif et votre public.

#### Planification de la Liste de Contrôle

Pour concevoir une stratégie efficace de diffusion de votre actuel projet de politique publique, considérez la série de questions qui suit :

- Qui visez-vous (politiciens, ONG, citoyens) ?
- Pourquoi voulez-vous communiquer avec eux sur la question de politique publique ? Comment sont-ils concernés par la question ?
- Que savent-ils déjà à propos de la question ?
- Quels sont les éléments clés de votre document que vous voulez leur communiquer ?
- De quoi ont-ils besoin de savoir sur la question s'ils sont amenés à comprendre et être convaincus par votre message ?
- Quel serait la manière la plus efficace de communiquer votre message au groupe cible (un briefing personnel, des présentations en groupe, communiqué de presse/conférence de presse, tables rondes) ?

#### 4 LE DOCUMENT DE POLITIQUE PUBLIQUE : Généralités

Dans les sections quatre et cinq, l'attention est tournée spécifiquement vers le document de politique publique. Cette section vous donne la possibilité d'avoir un bref aperçu sur les qualités essentielles du document de politique publique, y compris son objectif et son contexte. A travers l'opposition permanente de style entre les documents de politique publique produits dans les domaines d'étude de politique et d'analyse de politique, le principal type de document de politique publique déterminé, c'est-à-dire que l'étude de politique a été présentée et revue. La section cinq mettra l'accent de façon détaillée sur les éléments structuraux communs et textuels qui vont ensemble pour former un document stratégique produit dans le domaine des études de politique. Bien que ces deux sections soient divisées dans ce guide à des fins de clarté, elles devraient être vues comme deux parties comprenant une description complète du document de politique publique.

En donnant un aperçu du document de politique publique deux points généraux doivent être abordés :

- *Le document de politique publique comme un outil décisionnel*

Le document de politique est un outil décisionnel

Qu'il soit produit dans le cadre d'étude de politique ou d'analyse de politique, le document de politique est un instrument de communication axée sur la résolution des problèmes et la qualité des éléments entrant dans la communication. Comme tel, que cela vise d'autres spécialistes en politique ou décideurs l'objectif de ce document est :

*de fournir une argumentation complète et convaincante justifiant les recommandations présentées dans le document et par conséquent, d'agir comme un outil décisionnel et un appel à l'action pour le public cible.*

En bref, la réalisation de cet objectif implique généralement l'approche suivante:

- définir et détailler une question urgente de politique dans le cadre politique actuel qui doit être abordée,
- décrire les manières possibles (des alternatives de politique), par lesquelles cette question peut être abordée;
- Donner une évaluation des résultats probables de ces options fondées sur un cadre d'analyse décrit et des preuves provenant de l'actuel cadre de politique ;
- choisir une alternative préférée (recommandation de politique) et en fournissant une argumentation forte pour établir la raison selon laquelle votre choix est le meilleur possible des autres choix politiques.

▪ *Le document de politique publique : discipline appliquée, non académique*

Tel qu'il apparaît de façon claire de l'approche et du but, le document de politique publique est considérablement différent d'un document académique traditionnel, en ce que les résultats de la recherche doivent être appliqués à la problématique en question et utilisés pour argumenter en faveur d'un ensemble spécifique de recommandations pour régler le problème. Comme tel, au centre de ce document est la relation problème-solution qui est la force motrice dans la production d'un document de politique publique lequel vise et se concentre clairement sur l'argumentation en faveur d'une recommandation de politique particulière.

En adoptant cette approche visée, le rédacteur doit trouver un équilibre entre deux facteurs rivaux:

- La nécessité de fournir une description globale du problème et la discussion des options de politique qui s'offrent dans le cadre actuel de politique, qui peut également inclure les résultats de la recherche primaire du rédacteur, de sorte que la position exposée paraît crédible et permet une évaluation informée;

Le document de politique vise à l'application d'une solution particulière au problème de politique

- Et la nécessité de présenter de façon à ce que seules les connaissances pertinentes et les données capables de représenter des preuves sont prises en compte pour étayer l'argumentation.

En fait, Bardach (1996) souligne que l'une des erreurs les plus courantes que les rédacteurs de document de politique publique commettent, est d'essayer d'intégrer toutes les données et les connaissances produites pendant le processus de recherche.

Aussi, l'idée du document de politique publique en tant que valeur axée sur l'argumentation plutôt qu'une frange peu convaincante d'objectivité est une autre différence majeure entre le document de politique publique et les traditionnels documents universitaires. Dans votre document, il y a une nécessité de recommander des solutions pratiques aux vrais problèmes du monde à l'endroit d'un public large et hautement politisé. Tout en étant fondé sur une analyse rigoureuse, il existe donc un besoin évident pour vous en tant que spécialiste en politique de prendre position sur ce que vous croyez qui produirait les meilleurs résultats possibles au problème examiné. Par conséquent, l'aspect normatif de votre processus de mise en œuvre de décision et d'évaluation est également un élément clé du document de politique publique.

#### 4.1 Les Différents Types de Documents de Politique publique: Étude de Politique et Analyse de Politique

Comme nous l'avons examiné dans la section trois, le document de politique publique est le principal outil de communication utilisé par les spécialistes de la politique pour diffuser les résultats de leurs enquêtes de politique à l'endroit de la communauté politique générale. Pour les personnes principalement impliquées dans l'étude de politique, le public cible principal de leurs documents constitue des spécialistes en politique engagés dans le domaine d'étude de politique ou d'analyse de politique. Il y a un lien direct entre les deux domaines en ce que les analystes en politique fondent beaucoup plus la rédaction de leur document de politique sur les documents produits par des chercheurs en politique. Cependant, les documents de politique élaborés par les analystes en politique sont considérablement différents parce qu'ils visent directement les décideurs et sont fortement influencés par la nature de leur relation étroite avec leurs clients. Le tableau suivant illustre ces différences et d'autres :

| Les domaines de différence | Type de Document de Politique publique  |   |
|----------------------------|---|---|
|                            | Etude de Politique  | Analyse de Politique  |
| Public                     | Vise d'autres spécialistes en politique   | Vise les décideurs  |
| Orientation                | Tournée vers le problème : des recommandations et informations générales sur les questions de politique | Tournée vers le client : concevoir des politiques spécifiques pour être mises en œuvre sur le terrain |
| Méthodologie               | Peut aussi inclure les recherches primaires   | Inclut rarement des recherches primaires  |
| Idées / langage utilisé    | peut être assez lié(es) à une discipline spécifique/ technique  | Doit être clair et simple   |
| Longueur                   | Jusqu'à 20 000 mots   | Généralement ne dépasse pas plus de 5000 mots   |

Tableau 4.1 Les différences entre les documents de politique publique dans les domaines d'étude de politique et d'analyse de politique

En plus des différences liées au public, l'orientation et la méthodologie, les questions de longueur, de format et du langage utilisé sont importants pour l'aperçu du document stratégique. Le document de politique publique doit, bien entendu, être aussi long qu'il est requis afin de fournir une argumentation complète et convaincante. Le document de politique publique élaboré dans le domaine d'étude de politique est généralement beaucoup plus long que celui du domaine de l'analyse de politique. Prenant en considération l'objet de l'étude de politique et la nécessité pour de nombreux chercheurs de fournir une documentation large à l'appui, il n'est pas rare pour un tel document de politique publique d'être aussi long que 20.000 mots. Néanmoins, il existe des variations considérables : les cinq échantillons utilisés dans ce livre varient de 9.000 à 25.000 mots, avec le nombre de mots moyen d'environ 15.000. En outre, la plupart des éditeurs ont des directives de longueur dont vous aurez besoin de prendre en considération.

Le document de politique d'orientation doit être d'une longueur adéquate pour développer efficacement l'argumentaire

longueur, de format et du langage utilisé sont importants pour l'aperçu du document stratégique. Le document de politique publique doit, bien entendu, être aussi long qu'il est requis afin de fournir une argumentation complète et convaincante. Le document de politique publique élaboré dans le domaine d'étude de politique est généralement beaucoup plus long que celui du domaine de l'analyse de politique. Prenant en considération l'objet de l'étude de politique et la nécessité pour de nombreux chercheurs de fournir une documentation large à l'appui, il n'est pas rare pour un tel document de politique publique d'être aussi

Deuxièmement, étant donné que les documents de politique publique sont des documents exhaustifs qui peuvent être lus par différents lecteurs pour avoir un aperçu général ou de trouver des détails spécifiques, il n'est pas surprenant que de nombreux documents de politique générale utilisent un rapport de format semblable à celui d'un rapport, c'est-à-dire, une table des matières, un résumé, de nombreuses subdivisions et des rubriques dans le texte, des sections numérotées, des données présentées dans des tableaux et / ou graphes, et des informations marquées en puces. Ces caractéristiques aident évidemment tous les lecteurs à aborder leur lecture de manière à satisfaire leurs objectifs. Pour cet aspect de la mise en forme du document de politique générale, les éditeurs devront normalement avoir des directives claires faciles à suivre.

Le document de politique d'orientation a généralement un format semblable à celui d'un rapport.

Enfin, le premier auditoire pour les documents de politique produits pour l'étude de politique constitue d'autres spécialistes en politique, la nature de leurs documents a tendance à être plus technique que le cas des documents élaborés pour un public en analyse de politique. Néanmoins, en prenant en considération la possibilité d'un public plus large pour votre document, et peut-être encore de manière plus significative du fait que la discipline dans les PECO en est au stade précoce de développement (comme indiqué au point 2.2), il est conseillé d'utiliser un langage simple sans jargon.

Utilisez un langage simple, sans jargon.

### **Planification de la Liste de Contrôle**

En préparant la rédaction de votre document de politique publique, considérez les questions suivantes :

#### *Objectif et Public*

- Quel est l'objectif de votre document ?
- Que voulez-vous /votre institution réaliser à travers cette rédaction et la publication de ce document ?
- Qui est le public principal de votre document ?
- Qui sont les publics secondaires de votre document/ vos idées de politique ?

#### *Rédaction et Publication de votre document*

- Etes-vous le seul auteur de ce document de politique publique ? Sinon, avez-vous déjà décidé comment vous allez aborder la rédaction du document avec votre/vos partenaire(s) de rédaction ?
- Votre/Vos partenaire(s) et vous, avez-vous la même perception de ce qu'est le document de politique publique ?
- Qui sera l'éditeur de votre document de politique publique ?
- Savez-vous ce que sont les attentes de l'éditeur du document ?

#### *Récapitulez votre idée*

- Enfin, imaginez que vous parlez à un(e) conducteur/conductrice de taxi, et il/elle vient de vous demander votre projet actuel. Récapitulez de façon claire et précise en trois phrases. Beaucoup d'auteurs suggèrent qu'il est nécessaire de clarifier d'avantage vos idées si vous n'êtes pas capable de récapituler brièvement et de façon concise.

## 5. LE DOCUMENT DE POLITIQUE PUBLIQUE : ELEMENTS STRUCTURELS ET TEXTUELS

Jusqu'à ce point du guide, l'accent a été mis sur l'analyse en profondeur du contexte social du document de politique publique au sein de la communauté de science de politique. Dans cette section, l'attention sera portée sur la perception plus détaillée de la manière dont le document est globalement structuré et les approches utilisées dans la construction du texte du document de politique publique. La section commence par une vue d'ensemble des éléments structurels du document de politique publique et une petite section sur les grandes lignes de votre document. Elle continue en prenant chaque élément en détail, en analysant les caractéristiques tant structurelles que textuelles qui construisent ensemble cet élément.

Afin d'illustrer la nature de la relation étroite entre l'étude et l'analyse des politiques, le contraste entre les deux domaines a été souligné dans les sections trois et quatre. Cependant, dans cette section, l'accent sera exclusivement mis sur les documents de politique publique rédigés pour le domaine de l'étude de politiques et tous les exemples qui ont été utilisés dans la section proviennent du domaine d'étude de politiques.

A travers le processus d'analyse textuelle de plusieurs échantillons et l'évaluation de nombreuses descriptions du document<sup>7</sup>, les éléments structurels suivants ont été identifiés comme des éléments communs du document de politique publique:

Le Document de  
Politique publique

- Le titre
- La table des matières
- Le résumé
- L'Introduction
- La description du problème
- La conclusion et les recommandations
- Les annexes
- La bibliographie
- Les notes de fin

---

<sup>7</sup> Les sources utilisées sont Bardach (1996); Bartle (2002); l'Université de Boston (2002); Caeti (2002); Université de l'Ohio (1998), Pacific Lutheran University (nd); Scott et Garrison (1995), The University of Washington (2001).



Cette présentation des éléments décrit l'approche commune que beaucoup d'auteurs adoptent dans le domaine de l'étude de politique pour l'élaboration de documents de politique publique. C'est aussi l'approche que beaucoup d'éditeurs et lecteurs de la communauté politique s'attendent à ce que vous adoptiez. Néanmoins, cette description devrait servir d'un guide et pas une prescription et vous ne devriez pas nécessairement inclure tous les éléments décrits suivant cet ordre dans tous les documents de politique publique. Le plus important est de se rendre compte que même si ce type de description peut vous aider à comprendre ce à quoi on s'attend généralement dans un document de politique publique, vous devez décider quelle approche qui équilibre le mieux votre objet de discussion en qualité d'auteur, la nature du sujet abordé, vos arguments et les attentes de votre éditeur et du public. Pour vous aider à trouver cet équilibre, il est utile de commencer votre rédaction par le plan de votre document de politique publique.

Choisissez l'approche qui convient le mieux à votre thème ; objectif et public

### 5.1 Présentation des grandes Lignes de votre document<sup>8</sup>

Avant de commencer à rédiger, c'est une bonne idée de commencer par présenter la structure de votre document. Le processus de structuration vous aidera à planifier l'orientation générale et la logique de votre document. En d'autres termes, le processus vous permettra de décider du message-clé du document et l'approche la plus pertinente que vous pouvez adopter dans la structuration du document afin de livrer de façon convaincante ce message.

Utilisez un plan pour planifier l'orientation et la logique de votre document

Un exemple d'approche serait de commencer par écrire une déclaration d'intention/de l'objectif<sup>9</sup> de votre document. Ensuite, vous pourrez continuer en pensant à comment aborder la section consacrée à la description du problème en relevant l'historique, et les questions liées à l'environnement politique dont vous avez besoin d'étudier pour décrire le problème de façon compréhensive. Ensuite, sous chacune de ces questions vous pourriez noter quels points vous allez augmenter et quelle preuve vous allez utiliser pour les soutenir. Après la description de problème, continuez de la même manière les options de politique publique et les sections de conclusion.

Il y a plusieurs façons de structurer un plan informel ou formel, en utilisant un système de numérotation et d'indentation, comme on le voit dans les manuels de style tels que Gibaldi (1995). Vous devriez choisir celui qui vous convient le mieux, mais il faut aussi prendre en compte les besoins de ceux liront et utiliseront votre plan.

<sup>8</sup> Cette section s'inspire de Bazerman (1985), Gibaldi (1995) et Sigismund Huff (1999).

<sup>9</sup> Une déclaration d'intention de travail en est une déclaration d'un travail en cours, une déclaration qui est au début, mais qui est à changer et affiner dans l'avenir.

L'élaboration d'un projet de plan semble être particulièrement utile dans le domaine d'étude de politique où la recherche et la rédaction des documents d'orientation sont généralement effectuées en équipe. Dans ce contexte, un plan peut être utilisé pour accoucher des idées pour le document et la révision et la reformulation d'un plan peuvent servir de base pour parvenir à un accord sur une vision partagée du document. Comme telle, il est l'outil idéal de passage de la recherche aux étapes de rédaction.

Un plan est un outil particulièrement utile pour la rédaction collaborative

Le processus d'élaboration du plan vous aidera non seulement à organiser la logique de votre document, surtout aux premiers stades, mais il vous montrera également les endroits dans le document où vous avez besoin de plus d'éléments de preuve. En plus, le processus est particulièrement utile pour vous aider à vous focaliser sur les arguments du document et vous aider à choisir aussi bien les données à utiliser comme des preuves pour appuyer vos affirmations, que les données que vous n'avez pas besoin d'inclure

## 5.2 Le Titre

Le premier élément du document de politique publique à analyser en détail est le titre du document. L'importance de former un titre pertinent est souvent sous-estimée mais il est important de considérer que le titre est probablement, la première partie du document que les lecteurs considèrent et c'est par lui que commence le processus de communication du message contenu dans le document de politique publique. Un titre pertinent d'un document doit donner aux lecteurs un aperçu rapide du sujet, l'orientation et le problème abordé dans le document de politique publique. Aussi, sur la base de la pertinence de ce premier élément du document, un lecteur peut décider de lire ou non le document. De là, accorder de temps et d'attention adéquats pour la rédaction d'un titre pertinent pour votre document de politique publique est crucial pour attirer et maintenir l'intérêt de vos lecteurs.

Le titre doit gagner l'intérêt des lecteurs

Comme la rédaction de titre est très subjective, reflétant le style personnel de l'auteur et le but du document, il n'existe pas de règles faciles à suivre qui vous aideront à produire des titres pertinents pour chaque document. Toutefois, considérant l'importance du rôle joué par le titre de votre document de politique publique, quelques lignes directrices pour la formulation de titres et une brève analyse des exemples de titres peuvent vous aider à pratiquer et à améliorer cette compétence.

Un titre pertinent doit être une combinaison des éléments suivants :

- Descriptif, c'est-à-dire, qui définit le sujet et le problème abordé dans le document ;
- Aussi clair que possible;
- Aussi concis et succinct que possible;
- Intéressant pour vos lecteurs

Les titres  
pertinents  
sont  
descriptifs,  
clairs, concis  
intéressants

#### Analyse de documents de politique publique Publiés

Analysez les titres des quatre documents de politique publique publiés ci-dessous et considérez :

- La clarté du sujet du document indiqué par le titre;
- L'efficacité de chaque titre (lire l'introduction de chaque document de politique dans l'annexe A aidera à évaluer l'efficacité);
- Les différentes approches adoptées pour rédiger les titres.

Exemple (i): “La décentralisation fiscale: de l'économie dirigée à l'économie de marché” (Bird, Ebel et Wallich, 1995)

Exemple (ii) “Concurrence, transparence et impartialité dans la passation des marchés publics” (Baar, 2001)

Exemple (iii): “Entre active appréciation, passive approbation et méfiant retrait” (Swianiewicz, 2001)

Exemple (iv) “ du centralisme au pluralisme: les minorités dans la politiques d'orientation en Roumanie (Horváth et Scacco, 2001)

Déterminer la pertinence des titres est une question subjective, mais un certain nombre de points concernant les caractéristiques, le format et les approches de rédaction de titre ressortent de l'analyse des échantillons:

- *La plupart des titres ne sont pas des phrases complètes.*

Cela aide à saisir l'attention des lecteurs et assure également que les titres sont relativement concis. Toutefois, quelques-uns des exemples de titres pourraient être estimés assez longs, par exemple, l'exemple (ii), qui met en évidence l'équilibre difficile entre offrir

assez d'informations dans le titre pour être descriptif, mais l'attention immédiate du lecteur est perdue.

- *Les mots clés sont souvent mis en relief dans le titre.*

Les premiers mots d'un titre indiquent souvent très clairement les principaux enjeux ou problèmes qui seront abordés dans le document afin de capter immédiatement l'intérêt des lecteurs. Par exemple, l'auteur de l'exemple (ii) a choisi de placer au début du titre, les trois questions spécifiques qui sont au cœur du document avec l'orientation générale et après cela, les problèmes abordés dans le document.

- *Certains auteurs divisent le titre en deux en utilisant les deux-points :*

Les exemples (i) et (iv) illustrent cette approche de rédaction qui permet à l'auteur un titre en deux parties, donnant potentiellement au lecteur plus d'informations qu'un titre comprenant une seule proposition. Une telle approche permet également d'assurer la clarté du titre par la division d'un titre potentiellement long. L'utilisation de deux-points indique souvent un passage de l'orientation générale du document aux questions particulières (exemple (i)) ou peut être utilisé pour présenter la perspective de l'auteur sur la question en plus de l'introduction du sujet (exemple (iv)).

- *Certains auteurs indiquent les principales conclusions du document de politique dans le titre.*

Cette approche de rédaction des titres est un moyen de capter la curiosité et l'intérêt du lecteur pour savoir comment l'auteur est arrivé à ce résultat. L'auteur de l'échantillon (iii) a adopté cette approche, en ce que le lecteur n'a aucune indication du domaine de l'objet du document, mais les résultats sont indiqués. Il convient de noter que cet exemple provient d'un livre édité et l'auteur du document peut considérer que le titre général du livre «Les opinions du public sur la gouvernance locale : opinions sur les réformes de gouvernance locale et démocratie locale dans les Etats de l'Europe centrale et orientale», soutient le titre du document.

- *Les majuscules sont généralement utilisées pour tous les mots sauf des conjonctions (par exemple, mais), des prépositions (par exemple, de), des pronoms (par exemple, notre).*

Ce format commun permet au lecteur de voir clairement les mots les plus significatifs dans le titre. Cependant, si un mot secondaire vient au début du titre (par exemple, l'exemple (iii) et (iv)) ou après un deux-points (par exemple, l'exemple (i)), donc on leur donne généralement une majuscule. L'exemple (i) est intéressant en ce que l'auteur ou l'éditeur ont seulement choisi de mettre en majuscule de tels mots au début.

### Rédiger la liste de contrôle

Les questions suivantes peuvent vous guider lors de la rédaction et de la reformulation du titre de votre document de politique publique:

- Quelle approche de rédaction de titre est la plus adaptée à votre but?
- Votre titre est-il pertinent (descriptif, clair, concis et intéressant)?
- Dans quelles mesures votre titre correspond et représente votre document de politique publique?
- Votre éditeur exige-t-il une page de titre séparée ?

### 5.3 La Table des Matières

Comme indiqué dans l'aperçu du document de politique publique, le format de tels documents partage de nombreuses caractéristiques avec les rapports, et la table des matières est l'une de ces caractéristiques structurelles. La table des matières est un squelette ou un aperçu de la structure du document de politique publique et se compose d'un ensemble de rubriques et de sous-rubriques qui démontre non seulement l'organisation globale du document, mais illustre aussi les sections principales et leurs sous-sections. Un système de numérotation est aussi couramment utilisé en combinaison avec des titres comme un moyen supplémentaire de divisions pour illustrer les relations entre les sections du texte. La caractéristique importante finale d'une table des matières est l'inclusion des numéros de page correspondant à l'emplacement des articles spécifiques dans le corps principal du document.

La table des matières montre l'organisation du document

L'inclusion d'une table des matières dans un document de politique publique aide le lecteur de plusieurs manières:

- *La table des matières agit comme un guide, conduisant les lecteurs à travers l'ensemble du document.*

Si les lecteurs doivent se donner beaucoup de peine pour comprendre la structure du document, ils peuvent être découragés de lire le document en entier. Ainsi, la table des matières aide le lecteur à comprendre la logique de l'auteur dans l'organisation et la structuration du document. Ce point est particulièrement important dans un texte d'une telle longueur et de complexité comme le document de politique publique.

- *La table des matières aide dans différents types de lecture.*

En indiquant les divisions principales et secondaires dans le document et en y insérant les numéros de page pour localiser les sections de texte, la table des matières indique aux lecteurs les sections spécifiques contenant des informations qui peuvent les intéresser particulièrement. La table des matières facilite également la lecture en diagonale en donnant aux lecteurs un aperçu rapide de l'orientation et les principales questions abordées dans le document.

La structure, le format et la disposition d'une table des matières peuvent varier considérablement selon les exigences de l'éditeur de votre document. Cependant, certaines questions habituelles et clés seront mises en évidence à travers l'analyse suivante d'un exemple de table des matières.

| <b>Analyse de Documents de politique publique Publiés</b>   |  |
|---|--|
| Lisez la table des matières suivante de l'exemple (ii) : 'Concurrence, transparence et impartialité dans la passation des marchés publics' (Baar, 2001) et Considérez : |  |
| ➤   | La pertinence de la table des matières pour montrer l'organisation de l'auteur dans le document ;      |
| ➤   | Le système utilisé pour faire la distinction entre les sections principales et secondaires du document |
| ➤   | La pertinence des titres et sous-titres  |
| Table des Matières  |  |
| 1.  | Introduction ..... 103   |
| 2.  | Les Lois Exigeant les Procédures de Concurrence ..... 106  |
| 2.1   | Les Directives de L'UE>>>..... 106   |
| 2.2   | Les Récentes Communications de l'UE ..... 107  |
| 2.3   | Les Lois sur les Passations de Marché Public dans les Pays de ECO ..... 107                            |
| 3.  | Accès du public aux Contrats Publics (Transparence) ..... 110  |
| 3.1   | La Transparence dans les Pays Occidentaux ..... 114  |
| 3.2   | La Transparence et la Participation Publique dans<br>la Rédaction des Contrats ..... 118               |
| 4.  | Les Lois sur les Conflits d'Intérêt ..... 119  |
| 4.1   | Conflit d'Intérêt et le Droit dans les nations de l'ECO ..... 119                                      |
| 4.2   | La Loi Relative au Conflit d'Intérêt en UE et aux Etats Unis ..... 121                                 |
| 5.  | Conclusion ..... 124   |
|   | Annexe A ..... 126   |
|   | Annexe B ..... 130   |

La table des matières établit la cohérence du document

De l'exemple de la table des matières, le lecteur a une indication claire que le document est divisé suivant les trois principales questions abordées. L'orientation et les points abordés dans chaque section principale sont également indiqués par les titres des sous-sections. L'auteur a utilisé un format standard et une disposition uniforme dans la table des matières ce qui est important pour aider les lecteurs à suivre facilement le document en entier et voir les connexions entre les sections du document, par exemple, établir la relation de cohérence du document. Les deux moyens qui suivent sont couramment utilisés pour assurer la cohérence:

- *Un système de numérotation pour faire la distinction entre les sections principales et les sous-sections dans la table des matières*

Dans l'exemple analysé, un seul chiffre est utilisé pour les sections principales et un système de numérotation décimale est utilisé pour les sous-sections, par exemple, 2.1. Si un troisième niveau de sectionnement a été utilisé par l'auteur, alors une telle section mineure serait indiquée à l'aide d'un nombre doublement décimal, par exemple, 2.1.1.

- *Une fonction d'alinéa pour clairement illustrer une sous-section*

Bien que l'auteur de l'exemple de la table des matières utilise cette caractéristique en association avec un système de numérotation, parfois l'utilisation des indentations seules sert à indiquer la division entre la section principale et les alinéas. Si un troisième niveau de sectionnement a été utilisé par l'auteur, alors une double indentation indiquerait ce niveau de sectionnement, par exemple :

2. Les Lois Exigeant des Procédures Performantes
  - 2.1 Les Directives de l'UE
    - 2.1.1 La Législation Allemande

Comme ce fut le cas avec la rédaction des titres pour des documents de politique (discuté en 5.2), la rédaction des titres et sous-titres pertinents contenus dans votre table des matières n'est pas une science exacte, mais les lignes directrices offertes dans la section précédente peuvent aider. Il est particulièrement important que les titres soient spécifiques et évidents, ainsi ils serviront efficacement à donner aux lecteurs une vue d'ensemble du document.

Quelques auteurs dressent la table des matières après qu'ils aient fini un brouillon du document entier, tandis que d'autres développent une ébauche de la table des matières en rédigeant le document vu que cela peut aider l'auteur à passer en revue l'organisation du document tout au long du processus de rédaction. Dans ce sens, il y a une relation directe entre la table des matières et le plan de votre document de politique publique (discuté dans la section 5.1). Un plan développé dans l'étape de planification va probablement être beaucoup plus détaillé que la table des matières selon votre approche individuelle de

présenter les grandes lignes; cependant, quand vous enlevez les niveaux de détails du plan de votre document et que vous laissez les titres et les sous-titres, cette forme réduite peut servir d'une ébauche de la table des matières.

### 5.3.1 Liste des Tableaux et/ou Figures

La table des matières est d'habitude suivie d'une référence aux données présentées dans le document de politique publique, c'est-à-dire, une liste de tables et/ou des figures. Cette liste agit comme une référence rapide et indique aux lecteurs les types et les sources de données présentées dans l'étude. Cet élément peut être particulièrement important dans les études de document de politique publique qui produisent beaucoup de nouvelles données de recherche et utilisé comme un outil pour aider ceux qui veulent obtenir une vue d'ensemble rapide de l'étude.

La liste des tableaux et figures indiquent aux lecteurs les données utilisées dans l'étude

Bien que la présentation et la discussion des données soient largement discutées dans l'élément consacré à la description du problème (section 5.6.2), l'analyse suivante soulève certaines questions liées au format et à la rédaction du titre.



### Analyse de Documents de politique publique Publiés

Relisez la liste des tableaux et figures de l'exemple (iii) du document de politique: " Entre appréciation active, approbation passive et méfiant retrait " (Swianiewicz, 2001) et analysez :

- Le format (le système de numérotation et de disposition) de cet élément du document de politique publique;
- la pertinence des titres de tableaux et figures.

#### TABLEAUX

Tableau 1.1 : Taille des Conseils Municipaux dans les Pays Etudiés .... 20

#### TABLEAUX

Table 1.2 : les Objectifs de Collectivité Locale selon les Maires ..... 24

Table 1.3 : Pensez- Vous que les Collectivités Locales de Votre Ville (Village) représentent activement l'Intérêt de : presque tous les citoyens, la plupart des citoyens et petite partie des citoyens ou de très petits groupes seulement ? ..... 25

Table 1.4 : Taux de participation aux élections Locales et le Parlement le plus proche (Chambre Basse) ..... 26

#### FIGURES

FIGURE 1. 1: Modèle expliquant la variation entre les pays selon le modèle de communication entre pouvoirs locaux et citoyens ..... 22

Figure 1.2: Les Tendances dans la Gestion de La Fonction Publique ..... 31

Quelques aspects de la disposition de la liste des tableaux/figures sont communs à ceux de la table des matières, par exemple, les numéros de page pour situer les tableaux spécifiques et les figures. Cependant, l'exemple analysé révèle que le système de numérotation utilisé pour les listes de tableaux et des figures diffère de celui de la table des matières. Le système de numérotation à deux décimaux avec le mot "Tableau" ou "Figure " le précédant, est généralement utilisé dans les collections de documents édités avec le premier chiffre qui se réfère au chapitre et le deuxième au tableau ou à la figure dans le chapitre. Dans un autre système de numérotation généralement utilisé dans d'autres types de publication, on

assigne aux tableaux et aux figures un seul nombre qui se réfère à l'ordre d'apparition dans le document.

#### **5.4 Le Résumé ou résumé sommaire**

L'élément suivant du document de politique consiste soit en un résumé ou résumé synthèse (aussi communément appelé «synthèse»). Les termes sont couramment utilisés de façon interchangeable par les éditeurs, mais des différences existent entre les résumés et les résumés-synthèses. L'analyse des exemples ci-après permet de donner une vue générale des deux, et les différences qui existent entre eux.

### Analyse de Documents de politique publique Publiés

Lisez le résumé de l'exemple (iv) du document de politique publique: " " Du centralisme au pluralisme : les minorités dans la politique publique en Roumanie " (Horváth et Scacco, 2001) et le résumé sommaire de l'exemple (v) du document de politique:" Relation entre concurrence et politiques d'orientation de marchés dans les pays de l'Europe centrale et orientale " (Hoekman et Mavroidis, 1994).

Considérez les questions préoccupations suivantes :

- les différences de longueur entre les deux exemples ;
- Le Type d'Informations contenues dans les deux.

Exemple (iv) :

Résumé:

Ce chapitre construit une typologie des principaux groupes de minorités en Roumanie, en intégrant trois types - la minorité hongroise, la minorité Rom et les «petits» groupes minoritaires (comprenant moins de 100.000 personnes). Le but de cette typologie est de mettre en évidence le fait que les divers groupes minoritaires en Roumanie ne devraient pas simplement être "regroupés" dans une catégorie monolithique. Ces trois types de groupes minoritaires en Roumanie sont très distincts et sont caractérisés par des degrés variables d'intégrations sociale, politique et économique. De plus, ces trois groupes ont des besoins divers et jouissent de niveaux de mobilisation politique disparates. Le chapitre avance l'argument que des décideurs et des administrateurs Roumains doivent prendre en compte la pluralité des groupes minoritaires du pays en abordant les défis et les questions relatifs à ces divers groupes. Ce genre de typologie peut être utile aux décideurs politiques à la fois au niveau du pouvoir local et au niveau du pouvoir central, et peut informer ceux qui sont responsables de la gestion des communautés pluriethniques en Roumanie. Le chapitre analyse et évalue à la fois les politiques conduites par le pouvoir central et celles initiées par la minorité en Roumanie depuis 1989, en insistant sur les secteurs à problèmes particuliers et les défis de politique dans le domaine de la législation relative aux communautés minoritaires, aux droits de la minorité, au cadre institutionnel de protection de la minorité, aux problèmes de la réforme de l'administration publique et de l'éducation de la minorité après 1989. L'étude conclut en proposant un certain nombre de recommandations de politique publique pour chacun de ces secteurs à problème.

## Exemple (v)

[Les numéros de paragraphes en crochets ont été ajoutés pour des références prochaines.

### Résumé sommaire

[1] Six pays de l'Europe Centrale et Orientale (PECO) – la Bulgarie, la République Tchèque, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie – ont négocié des Accords de Partenariat de grande portée avec l'Union Européenne (U.E), dit Accords de l'Europe. Ces Accords entraîneront la libre échange des biens et inclura des engagements pris par les PECO pour adopter nombre de disciplines du Traité de Rome. Ce document se concentre sur un aspect des Accords de l'Europe : la politique de marché, en se basant sur la perspective de la position de la politique commerciale des PECO. Il explore les mécanismes institutionnels possibles qui pourraient être mis en application par les gouvernements des PECO en vue d'augmenter la sensibilité d'application de la loi relative à la compétition, à la police commerciale et à l'investissement.

[2] L'objectif de la politique de marché dans la plupart des juridictions tend à une allocation efficace de ressources et ainsi la maximisation du bien être national. Les gouvernements poursuivent les politiques commerciales pour des raisons variées pour lesquelles la pertinence n'est pas unique. Une politique commerciale active redistribue les revenus entre les différentes composantes de la population en protégeant des industries particulières et les facteurs de production utilisés çà et là, et cela se fait ainsi régulièrement d'une manière inefficace. La politique commerciale est par conséquent souvent inconstante avec les objectifs soutenant la politique de marché. La manière dont cette inconstance est fréquemment exercée est que la loi sur le marché vise à protéger la *concurrence* (et ainsi le rendement économique), tandis que la politique commerciale vise à protéger les *concurrents* (ou facteurs de production). Le problème que rencontrent les gouvernements est de s'assurer que la concurrence prévale. Ceci exige la mise en place des mécanismes institutionnels qui permettent aux gouvernements de prendre en compte et de manière explicite les implications de marché provenant de politiques commerciales et d'investissement particuliers.

[3] Les Accords de l'Europe exigent que les PECO adoptent les règles de base du marché de l'UE pour les pratiques qui affectent le commerce entre l'UE et chaque pays de l'Europe Centrale et Orientale. Ces règles se rapportent aux accords conclus entre les sociétés limitant la concurrence, abus de position dominante, le comportement des entreprises publiques (sociétés d'Etat) et la concurrence déformant les aides de l'Etat (Article 85, 86, 90, et 92 respectivement du Traité des Pays de l'Europe Centrale et Orientale). Ainsi, la politique de marché est largement définie pour inclure le comportement du gouvernement aussi bien que celles des sociétés. Presque tous les PECO ont adopté la législation de la concurrence et y ont attaché des responsabilités pour faire valoir leurs règles de concurrence.

Il y a des incohérences avec le langage de l'UE et les critères/lignes directrices de mise en œuvre, certaines parmi elles sont substantielles, mais la poussée des dispositions existantes est certainement favorable à la concurrence.

[4] Un large mandat pour identifier les coûts des politiques gouvernementales et actions limitant la concurrence a été donné aux autorités en charge de la concurrence au sein des PECO. La politique commerciale est un secteur évident auquel la priorité doit être accordée dans cette relation. Les bureaux en charge de la concurrence ont deux façons 'd'intérioriser' la politique commerciale. Le premier doit s'opposer aux politiques commerciales qui nuisent excessivement à la concurrence sur le marché intérieur; le deuxième est de contrebalancer l'effet anticoncurrentiel de politique commerciale sur une base à posteriori. L'approche première, 'directe' a été activement poursuivie par un certain nombre de bureaux en charge de la concurrence dans les PECO. En cela ils se comparent bien aux bureaux en charge de la concurrence dans des pays de l'OCDE. En faisant des remarques sur ou en s'opposant aux politiques commerciales suggérées ou existantes, les bureaux en charge de la concurrence assurent que les implications/lobbying sur les politiques sectorielles sont identifiées et discutées. L'essentiel du pouvoir des bureaux en charge de la concurrence est, cependant, à posteriori. L'exécution active, avec les directives qui spécifient clairement que la politique commerciale sera une considération importante dans l'application des lois relatives à la concurrence, aidera à soutenir l'efficacité d'opposition antérieure aux propositions de politique qui limitent l'accès aux marchés.

[5] Un certain nombre de mesures est recensé à travers lequel l'application des lois relatives à la concurrence pourrait être renforcée et être encore plus sensible à la politique commerciale. La possibilité légale pour les organismes de lutte contre les trusts dans les PECO d'agir de droit ne semble pas avoir été pleinement exploitée, bien que cela puisse être en grande partie le résultat du processus de la transition vers la propriété privée et d'une économie de marché. L'élaboration de directives aiderait à la fois à réduire l'incertitude concernant le degré de priorité accordée par les autorités en charge du marché aux types de pratiques qui freinent la concurrence, et de clarifier quelles pratiques ne seront pas poursuivies. Un dénominateur commun dans la législation de tous les PECO est le large pouvoir d'appréciation qui profite aux agences chargées de l'application des lois sur la concurrence. Cela peut avoir un côté négatif, dans le sens où un certain nombre d'interdictions en soi souhaitables n'existent tout simplement pas. Une compensation, contrepartie positive est que si le pouvoir discrétionnaire est exercé d'une manière favorable à la concurrence, la «jurisprudence» créée dans ce domaine pourrait contribuer à promouvoir les objectifs de la législation sur la concurrence. L'intégration de l'orientation de

la politique commerciale afférant à une industrie doit être explicitement prise en compte pour définir le marché dans l'application pertinente de la législation antitrust. A cet effet les lignes directrices doivent être aussi publiées. Chaque fois que des parts de marché sont définies comme un seuil (par exemple, dans la définition de positions dominantes), elles devraient être liées à des considérations de compétitivité du marché c'est-à-dire, la reconnaissance publique explicite ; ce qui importe, c'est le pouvoir du marché. Il serait très utile pour l'évolution de la philosophie de la concurrence dans les PECO, et en même temps l'améliorer la transparence, si les agences compétentes devaient publier les raisons qui sous-tendent leurs décisions.

[6] Malgré leur consentement à adopter la discipline compatible de la concurrence de l'UE et malgré le fait que le libre-échange et la liberté d'investir seront réalisés dans dix ans, il n'y a aucune disposition dans les Accords de l'Europe spécifiant que l'antidumping sera éliminé progressivement. Les menaces continues de protection par contingent de la part de l'UE impliquent que les sociétés des PECO feront face à des normes différentes que leurs concurrents de l'Union Européenne. On permettra aux sociétés de l'Union Européenne de s'engager dans la discrimination des prix ou de vendre au-dessous du coût sur le marché de l'Union Européenne, tandis que les sociétés des PECO seront contraintes dans la poursuite d'une telle stratégie par l'existence des procédures antidumping de l'UE. Une analyse des expériences qui ont été obtenues avec des tentatives visant à abolir l'antidumping dans le cadre des accords d'intégration régionale suggère l'existence d'au moins trois conditions nécessaires à la suppression de la protection par contingent: (1) le libre-échange et la liberté d'investissement ; (2) disciplines sur la capacité des gouvernements à aider les entreprises et les industries situées sur leur territoire, et (3) l'existence et l'application de la législation relative à la concurrence (antitrust). Bien que ces conditions seraient dans une très grande mesure remplies pour que les relations internes entre l'UE et les PECO passent, l'option anti-dumping a été retenue.

[7] Un avenant qui pourrait être exploité davantage pendant la phase de transition vers l'exécution des Accords de l'Europe est l'établissement d'un lien entre l'antidumping et l'antitrust dans les instances où les PECO rencontrent des menaces d'antidumping ou des actions de la part de l'UE. On pourrait demander à la Commission du Conseil Européen d'appliquer les critères de la politique de la concurrence dans le domaine des investigations relatives à l'antidumping contre les produits provenant des PECO, en s'assurant qu'il existe non seulement une menace à un concurrent de l'UE, mais une menace à la concurrence. Ceci pourrait être recherché sous une base informelle pendant la phase de transition. Il apparaît clair que la meilleure stratégie pour les PECO est de rechercher l'élimination de l'antidumping, une fois les Accords de l'Europe ont été entièrement mis en application. S'il s'avère impossible d'obtenir un accord pour éliminer progressivement les mesures antidumping, une deuxième meilleure politique pourrait être de formaliser le lien entre l'application des lois sur la concurrence et des enquêtes sur l'antidumping. Plus généralement, puisque les PECO ont adopté une législation comparable à celle de l'UE dans le domaine de la concurrence, on peut supposer que s'ils appliquent vigoureusement leurs lois sur la concurrence, les normes minimales et constantes de l'UE seront respectées. Ceci peut efficacement relever le seuil d'importation des industries concurrentes de l'UE demandant l'allègement de l'antidumping. L'application rigoureuse des disciplines de la concurrence dans les industries de services, notamment liés à la distribution, peut aider plus à réduire le potentiel des entreprises de l'UE à demander la protection par contingent.

Même avec un aperçu rapide des exemples, il est évident que des différences significatives existent entre un résumé et un résumé sommaire en termes de longueur et de type d'informations contenues dans chacun, ce qui reflète les différentes fonctions de chacun dans le document de politique publique. Deux points principaux illustrent les similitudes et les différences entre le résumé et le résumé sommaire en termes d'objectif et de caractéristiques:

- *Le résumé donne brièvement une vue d'ensemble du document, tandis que le résumé sommaire fournit une synthèse détaillée du document entier.*

Le résumé est un aperçu concis.

Le résumé sommaire est une synthèse détaillée

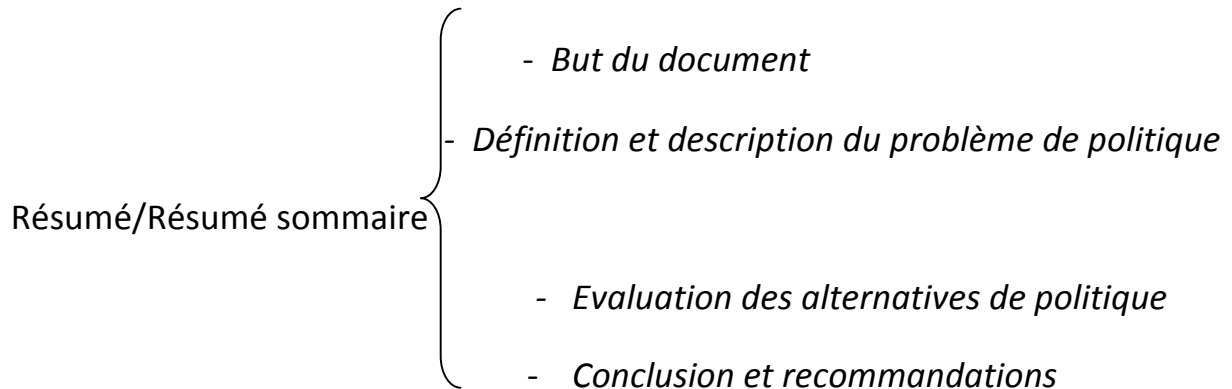
Le résumé sommaire est inclus dans des publications avant la section d'introduction du document de politique publique et le fait qu'ils soient des parties autonomes (exclus de la numérotation du corps principal du document) reflète le rôle qu'ils jouent. Cette partie du document donne la première occasion d'une communication large avec le lecteur (suit le titre et la table des matières); cependant, des différences existent dans les intérêts des lecteurs et le type de lecture donne satisfaction à chacun.

Comme il est évident dans l'exemple (iv), le résumé sommaire vise à gagner l'intérêt des lecteurs en leur fournissant une vue d'ensemble du thème principal et les questions abordées dans le document. Ainsi, le résumé sommaire appuie le document et les auteurs de l'exemple (iv) conduisent les lecteurs dans le document en s'y référant directement tout au long de du résumé sommaire, du début («Le présent chapitre construit une typologie...») à la fin (« L'étude conclut en proposant ... »).

Le chevauchement dans cette fonction existe car le résumé sommaire aspire aussi à intéresser les lecteurs à lire le document entier. Cependant, la fonction principale du résumé sommaire est de satisfaire les désirs de ces lecteurs qui ne liront pas le document en entier et les lecteurs dont l'intérêt principal se trouve dans les résultats provenant des conclusions de l'étude et les recommandations de politique proposées, particulièrement les décideurs. Pour atteindre cet objectif, le résumé sommaire représente une synthèse de tout le document en fournissant une synthèse de toutes les principales parties et les résultats, comme c'est le cas dans l'exemple (v).

- *Les caractéristiques semblables sont incluses, mais l'orientation et la portée des caractéristiques sont différentes dans les deux.*

L'analyse de ces exemples et d'autres révèle que les quatre éléments ci-après apparaissent fréquemment à la fois dans le résumé et le résumé sommaire, et ils correspondent à la structure du corps principal du document:



Toutefois, la mesure dans laquelle chacun est contenu et souligné dans le résumé ou résumé sommaire révèle des différences significatives, et alors que les deux représentent des versions plus courtes de l'ensemble du document de politique publique, les différents objectifs poursuivis par chacun détermine le détail et la longueur. La différence au niveau du détail des deux est indiquée dans les exemples analysés: l'exemple (v) montre un résumé sommaire composé de sept paragraphes et d'environ 1200 mots, et l'exemple (iv) résumé composé d'un seul paragraphe long d'environ 220 mots. Le résumé doit être concis, car un lecteur potentiel du document entier veut obtenir rapidement une compréhension de ce document avant de passer sur le corps principal du document. De là, les caractéristiques ne sont que brièvement abordées dans le but de donner un aperçu du document sans donner quelque détail. Cela peut être clairement observé dans l'exemple (iv), où le but, le problème et les principales questions sont très brièvement introduits. En revanche, les auteurs de l'exemple (v) intègrent et développent chaque caractéristique dans une dimension plus large, c'est-à-dire le contexte et le but du document (paragraphe [1]), la discussion détaillée du problème (paragraphe [2], [3] et [4]), les options de politique (paragraphe [5] et [6]), et les conclusions et recommandations politiques formulées (paragraphe [7]). Ce niveau de détail garantit que les informations adéquates sont fournies pour les lecteurs qui peuvent seulement lire cet élément de document.

Un résumé sommaire contient une discussion plus détaillée que le résumé

Les auteurs abordent l'insertion de la caractéristique finale de cet élément, la conclusion et les recommandations, de différentes façons. Quelques auteurs préfèrent explicitement décrire les résultats de l'étude et les recommandations qu'ils proposent, par exemple, le dernier paragraphe dans l'exemple (v). En considérant le but du résumé sommaire, l'inclusion de cette caractéristique semble appropriée. Cependant, d'autres auteurs n'expriment pas les conclusions réelles et les recommandations obtenues par l'étude comme



le moyen de séduire des lecteurs pour examiner le document dans son ensemble pour obtenir les résultats spécifiques. La phrase finale du résumé dans l'exemple (iv) illustre cette approche : «L'étude conclut en proposant un certain nombre de recommandations de politique pour chacun de ces secteurs d'intérêt». En écrivant cet élément de votre document, vous devez décider quelle méthode se prête le mieux à votre étude et les publics cibles.

La première étape de la rédaction de cet élément du document de politique publique est de déterminer si l'éditeur exige un résumé ou un résumé sommaire de votre document. Comme mentionné, les termes "résumé" et "résumé sommaire" sont couramment utilisés comme synonymes; Cependant, vous saurez à partir de la description de l'élément et la longueur des lignes directrices fournies par l'éditeur, ce qui est requis. Les lignes directrices suivantes peuvent vous aider dans la rédaction de cet important élément:

- Analysez régulièrement les résumés et les résumés sommaires publiés pour avoir une meilleure compréhension de ce qui les rend efficaces, quelles caractéristiques contiennent-ils et le style dans lequel ils sont écrits.
- Le résumé ou le résumé sommaire devrait être beaucoup plus qu'un simple copier-coller de votre document de politique publique achevé. Il est important de l'écrire comme un élément séparé pour le rendre frais, cohérent et intéressant. Les auteurs font souvent l'erreur de laisser la rédaction de cet élément jusqu'au dernier moment en mettant très peu d'effort dans sa production. Considérant le rôle très important que cet élément peut jouer en communiquant avec succès votre message à votre public cible, il faut prévoir le temps et l'effort adéquats dans le cadre de votre processus de rédaction.
- En vous préparant à rédiger cet élément, relisez le document en entier, en particulier la déclaration d'intention, les paragraphes majeurs et les arguments importants vous informeront sur le contenu et l'orientation. Passer en revue le plan et la table des matières de votre papier peut aussi guider la rédaction du résumé ou du résumé sommaire.

## 5.5 L'Introduction

L'introduction d'un document de politique publique établit et définit le contenu essentiel de ce qui va suivre dans le corps du document. Ainsi, l'introduction débute le document et sert à renforcer l'intérêt des lecteurs en présentant le contexte et la nature du problème de politique et fournit des éléments de base à la recherche menée. On s'assure que le lecteur est prêt pour le message détaillé contenu dans l'étude, en particulier pour comprendre l'approche de l'auteur et les principales questions soulevées dans l'argumentation élaborée à travers le document. Fournir suffisamment d'éléments de base à la compréhension approfondie est également crucial au regard de la

L'introduction prépare le lecteur en plantant le décor du contexte, le problème et l'étude de politique

manière dont les lecteurs aborderaient la lecture du document de politique publique : comme un premier pas avant de lire l'ensemble du corps du document, de nombreux lecteurs, lisent d'abord les éléments qui fournissent un aperçu du document (résumé, résumé sommaire, introduction et conclusion). Si de tels éléments du document comme l'introduction ont été rédigés de manière pertinente, le lecteur aura une idée claire de la direction, de l'orientation et des principales idées développées dans tout le corps du document.

Pour la réalisation effective de ces objectifs, l'introduction contient un certain nombre de caractéristiques structurelles. L'analyse suivante des échantillons d'introduction commencera par le processus de prise en compte de ces caractéristiques structurelles.

#### **Analyse des Documents de politique publique Publiés**

Lisez les introductions provenant des échantillons suivants de document de politique publique dans L'Annexe A :

- (ii) "Concurrence, transparence et impartialité dans la passation des marchés publics " (Baar, 2001)
- (iv) "du centralisme au pluralisme: les minorités dans la politiques d'orientation en Roumanie " (Horváth et Scacco, 2001)

En lisant, analysez :

- le type d'information contenu dans les deux introductions ;
- La pertinence des introductions en vous préparant à lire les documents.

Il ressort de cette analyse que les différences entre les approches de rédaction de cet élément existent vu que les rédacteurs essayent de parvenir à un équilibre entre être concis et donner des informations nécessaires pour préparer le lecteur à lire l'étude. Cependant, une analyse approfondie d'échantillons d'introduction a révélé les caractéristiques structurelles communes suivantes:

- Introduction
- Contexte du problème de politique
  - Définition du problème de politique
  - Déclaration d'intention
  - Méthodologie et limites de l'étude
  - Feuille de route du document

Une discussion sur chacune des caractéristiques vient après pour vous aider à avoir plus d'aperçu de cet élément du document.

- *Le contexte du problème de politique*

L'introduction commence généralement par "planter le décor" du document, c'est-à-dire, en situant le problème abordé dans le document dans son contexte plus large. Cela conduit les

Donnez une description brève et ciblée du contexte du problème de politique avec un début frappant qui attire l'intérêt des lecteurs

lecteurs au document et leur donne les éléments généraux de base ; donc, ils peuvent comprendre ce qui suit dans le document. Cependant, il est important de maintenir cette partie brève et orientée sur le but visé comme les lecteurs peuvent perdre l'intérêt si le document débute avec une description trop générale ou détaillée du contexte. C'est pourquoi, beaucoup d'auteurs synthétisent rapidement les informations de fond et introduisent les questions centrales de l'étude. C'est le cas dans les deux exemples d'introduction. Par exemple, dans l'échantillon (iv), cette

caractéristique représente approximativement un tiers de l'introduction et la transition est évidente dans le premier paragraphe entre la première phrase présentant la question générale des communautés multiethniques en Roumanie et la dernière phrase qui introduit l'aspect spécifique de la question (analyse de la diversité) qui fait l'objet du document. La première phrase du premier paragraphe: "La Roumanie présente un cas fascinant pour l'étude de la gestion des communautés multiethniques" est également fortement un début très fort de l'introduction et la perspective de lire un document qui présente «un cas fascinant» attire l'attention du lecteur. Par conséquent, une approche importante à la rédaction de l'introduction est la nécessité de débiter solidement cet élément.

Lors de la rédaction de cette partie de l'introduction, il est important de se rappeler que l'accent ne devrait pas être mis sur le contexte en général (par exemple, pays ou région), mais plutôt centré sur le contexte du problème (par exemple, les minorités en Roumanie). Comme c'est le cas dans l'ensemble du document, le problème en rapport avec le contexte détermine le contenu. Il est également bon de noter que l'orientation et le but de la pratique du rapport problème-solution du document de politique signifie que l'introduction est très différente des documents académiques traditionnels. Ainsi, l'auteur ne doit pas nécessairement donner un aperçu de la documentation sur le sujet ou situer la recherche par rapport à cette documentation, mais va rapidement au problème de politique comme préoccupation centrale du document.

- *La définition du problème de politique*

Cette partie de l'introduction représente le passage d'informations plus contextuelles à la question spécifique qui est le centre du document de politique. Cette caractéristique est cruciale pour convaincre votre lecteur à partager votre point de vue qu'un problème brûlant existe et que votre document vaut la peine d'être lu parce qu'il offrira des solutions possibles au problème. Il est aussi important que ce point communique clairement votre position sur le problème pour que les lecteurs comprennent les alternatives et les recommandations de politique que vous leur proposerez après dans le document.

Définissez  
clairement le  
problème pour  
débuter votre  
argumentation

Les différences entre les deux exemples d'introduction à propos des approches de la rédaction de cette caractéristique soulèvent quelques points intéressants. Premièrement, certains auteurs établissent un lien très étroit entre la définition du problème et la déclaration d'intention. Ceci parce que la déclaration d'intention se réfère souvent à une proposition de solution au problème, et dans un tel document de problème-solution, ils vont naturellement ensemble. Par exemple, dans l'exemple (iv) ces éléments sont liés entre eux dans le deuxième paragraphe de l'introduction. C'est aussi intéressant que les auteurs du document (iv) aient choisi d'inclure la définition du problème après la déclaration d'intention. Ceci illustre les différentes approches et préférences des auteurs lors du développement de ces caractéristiques.

Deuxièmement, il ya une nette différence dans l'approche adoptée par les auteurs des deux documents pour énoncer le problème. Dans l'exemple (iv), le problème est posé de manière très explicite et fermement dans les deuxième et troisième phrases du troisième paragraphe, tel qu'il est aussi évident par l'utilisation des mots tels que «échoué» et «inapproprié» pour décrire la politique du gouvernement roumain à l'égard des groupes minoritaires. Le troisième paragraphe de l'exemple (ii) sert à poser le problème de politique d'une manière très implicite et indirecte, où les conséquences futures des décisions sur la façon de se dégager de l'administration sont au centre plutôt que les problèmes actuels liés à cette question.

Bien qu'il n'y ait pas d'approche correcte à la rédaction de ce point, la relation problème-solution, élément central pour le document d'orientation souligne l'importance de ce point pour convaincre le lecteur qu'un problème de politique brûlant existe. Ainsi, un auteur définit et communique la nature et les principaux aspects du problème analysé de manière plus ferme et claire, plus les lecteurs sont susceptibles d'être convaincus. Cette caractéristique expose donc, le raisonnement logique de base pour l'étude.

Les questions suivantes pourraient être utiles au développement de cette caractéristique:

- Quel est le problème?
- Comment le problème affecte-t-il la société?
- Qui sont les acteurs directement ou indirectement impliqués dans le problème?
- Quelles sont les composantes du problème?
- Quels adjectifs souhaitez-vous utiliser pour décrire le problème?
- Quelles sont les questions clés ou des controverses associées au problème ?

▪ *La déclaration d'intention*

Bref aperçu du cadre d'analyse et la vision de l'étude

Cette caractéristique, communément appelée «déclaration de but » est généralement constituée d'une ou deux phrases indiquant le but du document de politique publique. La déclaration d'intention est très importante dans le démarrage du processus de construction de l'argument central du document de politique publique. Ainsi, elle révèle souvent la position de l'auteur sur le problème de politique et est étroitement liée à la précédente caractéristique de définition du problème. Toutefois, les approches adoptées par les auteurs des deux exemples analysés révèlent différentes perspectives dans la rédaction de cette caractéristique. La déclaration d'intention dans l'exemple (iv) est contenue dans la phrase de début du paragraphe [2], c'est à dire: « Ce chapitre avance l'argument que, en traitant des questions des minorités, les décideurs de la politique roumaine doivent reconnaître les différences culturelle, politique et démographique qui existent entre les divers groupes minoritaires». Les auteurs affirment clairement et fermement leur position sur la question et le lecteur peut s'attendre à ce que tout le document serve à construire et à soutenir cet argument.

En revanche, la déclaration d'intention dans le paragraphe [4] de l'exemple (ii) est très factuelle et informe le lecteur de ce dont parle le document : "Le but de ce chapitre est d'aborder les questions fondamentales liées à l'utilisation de processus d'appel d'offres, de transparence et d'impartialité dans la passation des marchés publics dans les PECO et de présenter une analyse comparative des pratiques dans l'UE et d'autres nations."La perspective de l'auteur sur la question n'est pas précisée à ce stade et le lecteur doit attendre que le processus d'argumentation commence. Les deux exemples influencent très différemment le lecteur en termes de niveaux d'intérêt et de l'urgence perçus dans la question. Tenant compte du but de la déclaration d'intention, la nature du problème et la force des sentiments au sujet du problème, vous devez décider de l'approche à adopter dans la rédaction d'une déclaration d'intention pertinente.

- La méthodologie et les limites de l'étude

Dans l'introduction, les auteurs donnent habituellement une vue d'ensemble brève de la méthodologie utilisée dans l'étude de politique, c'est-à-dire, la structure d'analyse utilisée ou les variables évaluées. En plus de préparer le lecteur pour cet aspect du document, cette caractéristique est importante dans l'établissement de la crédibilité de l'auteur comme un chercheur et montre que l'analyse et les arguments développés dans le document sont basés sur la bonne pratique. Dans les deux exemples d'introduction, les auteurs fournissent une introduction brève à la méthodologie utilisée. Dans l'exemple (iv), les lecteurs sont informés dans le dernier paragraphe de l'introduction que l'étude consiste en une construction de typologie et la liste de variables principales est aussi présentée. En plus de la présentation de la structure méthodologique de l'étude comme une analyse comparative, l'auteur de l'exemple (ii) détaille aussi l'étendue géographique de l'étude et les méthodes de recherche utilisées (dans le paragraphe 4).

Énoncez le but de votre document et indiquez comment il est crucial dans la construction d'une argumentation pertinente.

Certains auteurs choisissent aussi d'indiquer la portée et les limites de l'étude dans cette caractéristique. Votre crédibilité en tant que chercheur sera rehaussée si vous reconnaissez qu'une seule étude ne peut aborder chaque aspect du problème de politique examiné et que des insuffisances liées à la méthodologie de recherche peuvent exister, par exemple, ces erreurs peuvent être liées au type et à la quantité de données disponibles pour l'analyse dans l'étude. L'auteur de l'exemple (ii) informe le lecteur à la fin du paragraphe 4 des problèmes liés aux données rassemblées pour l'étude : "*...est soumis aux avertissements cependant des informations quelque peu précises pourraient être obtenues sur la législation dans les PECO, des vues largement divergentes ont été présentées sur des pratiques dominantes, et les informations sur des pratiques réelles n'ont pas été rassemblées dans une base systématique.*" L'inclusion de cette insuffisance montre aux lecteurs la complexité de la question et les informe que ces recommandations de politique proposées comme résultat issu de la recherche doit tenir compte de ces limites.

- La feuille de route du document

La dernière caractéristique généralement incluse dans l'introduction est une feuille de route, qui donne une vue d'ensemble de comment le document est organisé. Ceci est important pour aider le lecteur à se préparer pour la lecture d'un long et potentiellement complexe document de politique. Dans l'introduction de l'exemple (ii), l'auteur énonce clairement les trois questions principales abordées dans le document, précisément dans le dernier paragraphe de l'introduction et numérote même les questions pour aider le lecteur à comprendre clairement le centre principal et les différentes parties du problème analysé. (Ceci sert aussi de début de présentation du cadre d'analyse, qui est discuté en détail en 5.7.1).

Présentez une vue d'ensemble de l'organisation du document.

### Rédaction de la liste de contrôle

Lors de la rédaction de cet élément du document de politique publique, les questions suivantes peuvent aider à sa pertinence:

- Avez-vous inclus toutes les caractéristiques pour élaborer une introduction cohérente (le contexte, la définition du problème de politique, la déclaration d'intention, la méthodologie et les limites, la feuille de route) ?
- Le contexte est-il bref et centré sur le problème ?
- Avez-vous communiqué de façon claire la nature et l'urgence du problème de politique ?
- Le but du document est-il clairement énoncé ?
- Avez-vous présenté votre méthodologie et les limites dans la vision de votre étude ?
- L'organisation de votre document est-il clairement présenté ?

## 5.6 La Description du Problème

Après avoir étudié l'introduction, la discussion se porte maintenant sur le premier élément du corps principal du texte, la description du problème. En tenant compte du lien entre cet élément du document de politique publique et la définition du problème, dans le cycle de politique publique (tel que discuté à la section 3.1), les quatre points suivants donnent un aperçu de la description du problème :

*La description du problème présente une argumentation qu'il existe un problème brûlant*

- *La description du problème identifie, définit et explicite la nature du problème examiné*

En donnant un aperçu vaste et détaillé sur la nature du problème, la description du problème comprend généralement la discussion de multiples perspectives du problème: les acteurs, les conditions, les causes, les contraintes, les conflits, les intérêts et les valeurs, les rôles et les responsabilités, les résultats et l'impact.

- *La description du problème doit convaincre le lecteur que la question central requiert une action du gouvernement.*

Dans le monde politisé de politique publique d'orientation, de nombreuses personnes peuvent ne pas convenir que le problème décrit existe réellement.

Par conséquent, tandis que la description du problème peu inclure des informations plus descriptives ou factuelles, cet élément doit présenter de façon irréfutable une argumentation complète et convaincante pour un problème qui doit être abordé avec l'action gouvernementale.

- *La description du problème devrait se focaliser sur les grandes lignes du problème dans son environnement propre et non dans un environnement général. .*

*La description du problème présente le problème au sein de son contexte*

Cette partie du document de politique doit se focaliser immédiatement sur une description ciblée du problème dans ses environnements ou contextes passés et actuels, plutôt que de commencer par une discussion de l'environnement et de passer ensuite au problème. Par exemple, un auteur qui commence la section avec la phrase : "la première législation complète traitant de la question de discrimination raciale a été présentée en Moldavie dans ..." plutôt que, "la République de la Moldova a été fondé dans ..." aura plus probablement une approche bien ciblée. Au contraire, la deuxième approche mène généralement à un manque d'orientation sur le problème lui-même et l'insertion de beaucoup de détails inutiles.

- *La description du problème doit élaborer un cadre dans lequel les options de politique qui suivent peuvent être discutées sur tous les aspects.*

La description du problème est l'élément du document qui donne l'aperçu détaillé de la nature du problème; donc, il doit être assez complet pour établir une base solide sur laquelle les options de politique publique qui suivent peuvent être discutées profondément. Les deux sous-sections suivantes examinent en détail les caractéristiques structurelles et textuelles qui constituent une description pertinente du problème. S'il est reconnu qu'elles vont ensemble pour constituer une bonne description du problème, elles sont réparties pour permettre une illustration et une explication claires.

La description du problème crée la base pour les éléments des options de politique du document.



## 5.6.1 Elaboration de la Description du Problème :

### Structure et argumentation

La connaissance des caractéristiques structurelles communes de la description du problème est essentielle pour élaborer une argumentation solide et convaincante, et l'exemple qui suit constitue la base de l'analyse et la discussion de ces caractéristiques structurelles.

#### Analyse de Documents de politique publique publiés

Examinez l'extrait ci-dessous dans la section "description du problème" de l'échantillon du document de politique (i): " La décentralisation fiscale: de l'économie dirigée à l'économie de marché " (Bird, Ebel et Wallich, 1995). Vous devriez également lire l'introduction de ce document (en Annexe A) afin de vous familiariser avec son centre d'intérêt général pour vous aider dans votre analyse.

Lors de la lecture, examinez

[Les numéros de paragraphe entre crochets ont été ajoutés pour une référence ultérieure]

➤ *L'environnement* les aspects du problème décrit dans cet échantillon.

*macroéconomique favorable à la décentralisation*

[1] Les pays des économies en transition ont dû régler simultanément les préoccupations relatives à la stabilisation et à libéralisation des préoccupations. Les réformes fiscales intergouvernementales se déroulent dans un environnement de macro-économie faible, souvent couplé à une faible situation fiscale du gouvernement central (tableau 1.5). En Hongrie en 1990, l'année où le nouveau système d'autonomie locale a été introduit, le déficit consolidé du gouvernement en général a été de 4 pour cent du PIB, avec une inflation à 32 pour cent. En 1992, le déficit était de 7 pour cent, et en 1994 il était passé à environ 9 pour cent du PIB, avec les besoins locaux et nationaux en concurrence dans un contexte d'austérité budgétaire accrue. Dans la Fédération de Russie, le déficit budgétaire a été de plus de 15 pour cent du PIB En 1991 et 1992, il est resté élevé à près de 8 pour cent du PIB en 1993 et un déficit de plus de 10 pour cent du PIB a été estimé pour 1994, l'inflation demeure élevée<sup>11</sup>. Le déficit de la Bulgarie en 1993 était de près de 10 pour cent, et celle de l'Albanie était encore plus élevé, soit 16 pour cent. En Roumanie, même si le déficit budgétaire a été faible, le taux d'inflation élevé reflète une instabilité sous-jacente, et il semble probable que les comptes du fisc sous-estiment le déficit<sup>12</sup>. De telles contraintes budgétaires ont eu un impact majeur sur la conception des systèmes fiscaux intergouvernementaux.

[2] Le passage à l'entreprise privé a contribué à une économie plus vitale, mais elle a aussi réduit les recettes du gouvernement central. De nombreuses petites entreprises privées échappent au fisc, et l'économie informelle naissante présente des défis majeurs de conformité à l'administration fiscale. Les entreprises d'État ne fournissent plus une base de revenus sûre. Les réformes fiscales sont désirables pour l'efficacité du marché, mais il faudra du temps pour l'administration fiscale pour s'adapter à l'environnement radicalement nouveau.

L'équilibre budgétaire est également mis en difficulté par le fait que le budget des dépenses dans la plupart des pays continuent d'être accablés par les dépenses pour les subventions, des programmes de prestations onéreux en espèce, et parfois un grand soutien aux nouvelles entreprises et à la restructuration des banques et à la recapitalisation.

[3] Les réformes intergouvernementales se déroulent dans le cadre d'un effort concerté pour réduire la taille du gouvernement. En Hongrie, les dépenses ont diminué en passant d'environ 62 pour cent du PIB en 1988 à environ 57 pour cent en 1993. En Russie, le budget général a été réduit de plus de 60 pour cent du PIB dans les années 1980 et environ 40 pour cent en 1993 ; l'objectif pour 1994 était de seulement 20 pour cent. Des dépenses de l'Albanie ont chuté de 62 pour cent du PIB en 1991 à 44 pour cent en 1993 (voir le tableau 1.1).<sup>13</sup>

**Tableau 1.5 Equilibre fiscal dans des économies en transition sélectionnées, 1993**  
(Déficit et surplus en pourcentage du PIB)

| Pays     | Gouvernement | Gouvernement | Gouvernement  |
|----------|--------------|--------------|---------------|
|          | En général   | Central      | Sous national |
| Albanie  | - 16,0       | -16,6        | —             |
| Bulgarie | -9,2         | -9,2         | 0,0           |
| Hongrie  | -6,2         | -5,1         | -0,3          |
| Pologne  | -2,5         | -2,9         | 0,0           |
| Roumanie | -0,4         | -1,5         | -1,7          |
| Russie   | -7,9         | -6,7         | -0,6          |
| Ukraine  | -6,2         | -6,2         | —             |

— Non disponible

Le gouvernement en général peut inclure les budgets des agences et autres entités autonomes et n'est donc pas, dans tous les cas, la somme de la part des gouvernements centraux et locaux.

Source : Banque Mondiale et sources de divers pays : voir notes sur les tableaux

[4] Sans surprise, les problèmes de stabilisation dominant souvent l'agenda national et international. La réduction du déséquilibre fiscal, à la fois au niveau central et décentralisé, est fondamental aux programmes d'ajustements structurels de la plupart des pays en transition. La situation actuelle est en forte opposition à celle de la période d'avant-reforme, où les contrôles stricts des finances au niveau central assurait les finances au niveau local, a eu quelques conséquences macroéconomiques (Blejer and Szqparý 1989 ; Bahl et Wallich 1992).

Sous l'ancien système, le partage des recettes servait seulement d'un support administratif pour simplifier un système d'allocation centrale de ressources, et les dépenses étaient orientées par des normes de planification. Le résultat était que les budgets des gouvernements locaux étaient toujours équilibrés, tout au moins sur une base comptable, avec des ajustements faits par de simples transferts provenant du budget central.

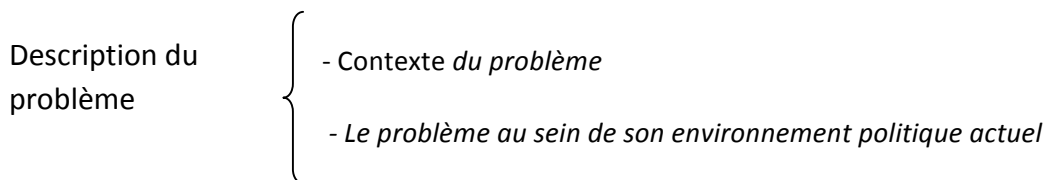
[5] Le nouveau souci de stabilisation macroéconomique a conduit les gouvernements centraux à voir la décentralisation fiscale comme une opportunité pour réduire les dépenses du gouvernement central de deux manières. Premièrement, "la scission" des responsabilités des dépenses au niveau décentralisé réduit le déficit central. Deuxièmement, réduire les transferts fiscaux, avec la prétention de rendre les gouvernements locaux plus indépendants, réduisent aussi les dépenses du gouvernement central.

[6] *Transférer les responsabilités des dépenses.* Dans certains pays, la responsabilité budgétaire pour les dépenses sociales et le paiement de la sécurité sociale est transférée au gouvernement local. En Hongrie, par exemple, la responsabilité pour les dépenses sociales a été transférée aux localités en 1993 sous la Loi d'Assistance Sociale. En Ukraine aussi, le paiement de la sécurité sociale est de la responsabilité de l'autorité locale. En Russie, le gouvernement central a transféré les dépenses sociales équivalentes à 6 per cent du PNB aux localités dans le budget de 1992, abaissant ainsi le déficit budgétaire. L'espoir semble avoir été que les gouvernements locaux opéreraient la réduction requise politiquement, bien que la demande de ces services augmentera probablement avec la situation économique aggravante. Et en 1993, encore en Russie, la responsabilité pour les investissements clés nationaux et inter juridictionnels (comme dans le transport) a été transférée au secteur local.

[7] Même des transferts d'actifs aux gouvernements locaux qui se sont produits semblent avoir été motivés partiellement par les problèmes budgétaires. Certains actifs transférés notamment le logement, et quelques entreprises ont eu des passifs vu que la lourde charge de maintenance et d'opération de ces unités et le fait que les recettes de location (révisées en 1993 dans la Fédération de Russie pour la première fois depuis 1928) ne couvre même pas une petite partie du coût (Alm et Buckley 1994).

De l'exemple, il est évident que la description aborde à la fois le passé et le présent du problème. Cet élément décrit le contexte historique du problème en question et de la nature du problème dans l'environnement politique actuel. Par exemple, dans le paragraphe [1] Les indicateurs macroéconomiques passés et actuels des pays de la région (1995 dans ce cas) pour les pays de la région sont décrits. Une discussion plus profonde des contextes passé et actuel est présentée dans les paragraphes [2] à [5]. La discussion d'une politique actuelle en cours d'exécution pour régler le problème peut être vue dans la sous-section "Transférer les responsabilités des dépenses" (paragraphes [6] et [7]). Au vu de cet exemple et l'examen de l'élément en termes plus généraux, la description du problème peut être considérée comme englobant les deux caractéristiques suivantes:

La description du problème met en relief son passé et son présent.



On peut présenter les deux caractéristiques de la description du problème comme suit:

- *Le contexte du problème*

Cette caractéristique parle généralement de l'histoire du problème: sa/ses causes, le(s) groupe (s) de personnes touchées, le passé juridique, politique, économique et social du problème; les politiques qui ont été mises en œuvre par le passé pour aborder le problème et leurs résultats.

*Le problème au sein de son environnement politique actuel*

Cette caractéristique traite généralement de l'état actuel du problème : le contexte actuel juridique, social, économique, politique et les répercussions du problème, l'ampleur actuelle du problème, le(s) groupe(s) concerné(s), la politique actuelle en cours d'exécution pour régler le problème, les succès et les échecs de l'approche actuelle.

Bien que ces directives générales soient utiles, ils donnent peu d'aperçu sur les approches que les différents auteurs adoptent pour élaborer une description complète et ciblée de problème dans leurs documents de politique publique. L'analyse suivante vous aidera à commencer le processus de prise en compte des approches possibles.

### Analyse de documents de politique publique publiés

Lisez les extraits de la table des matières de l'exemple (i) et (ii) des documents de politique publique. Ils montrent la section de description du problème de chaque document. Vous devriez également lire l'introduction de ces documents (en annexe A) pour vous familiariser avec leur centre d'intérêt général pour vous aider dans votre analyse.

Lors de la lecture, analysez :

- l'éventail des questions incluses dans la description de chaque problème;
- pourquoi l'échantillon (i) discute plus de problèmes que l'échantillon (ii)

Exemple (i) :

Un extrait contracté de la table des matières " La décentralisation fiscale: de l'économie dirigée à l'économie de marché " (Bird, Ebel et Wallich, 1995).

Pourquoi la finance locale importe

Lien Systémique

Nécessité d'un cadre plus large

Tendances récentes dans la décentralisation

Un temps pour la transformation

Réorganisation du gouvernement

Structure du gouvernement

Un rôle pour un tiers

La taille des composantes gouvernementales est-elle pertinente ?

Le rôle changeant du gouvernement : de la propriété à la fourniture de service

Dimensions macroéconomiques des finances intergouvernementales

Simultanéité de la réforme fiscale et de la réforme intergouvernementale

Contexte macroéconomique pour la décentralisation

Amélioration globale des résultats budgétaires

Privatisation et gouvernements locaux

Affectation des dépenses

Exemple (ii):

Un extrait de la table des matières de "Concurrence, transparence et impartialité dans la passation des marchés publics par l'Administration Locale" (Baar, 2001)

2. Les Lois Exigeant les Procédures de Concurrence
  - 2.1 Les Directives de L'UE
  - 2.2 Les Récentes Communications de l'UE

- 2.3 Les Lois sur les Passations de Marché Public dans les PECO
- 3. Accès du public aux Contrats Publics (Transparence)
  - 3.1 La Transparence dans les Pays Occidentaux
  - 3.2 La Transparence et la Participation Publique dans la Rédaction des Contrats
- 4. Les Lois sur les Conflits d'Intérêt
  - 4.1 La Loi Relative au Conflit d'Intérêt et le Droit dans les PECO
  - 4.2 Lois Relatives aux Conflits d'intérêt dans l'UE et aux USA

Il est difficile de généraliser les approches que les auteurs adoptent dans l'élaboration d'une description de problème. Cependant, les idées suivantes sortent de l'analyse des échantillons:

- *la variété de questions pour élaborer une description de problème dépend de la nature du problème et du but du document.*

Les deux échantillons analysés donnent une bonne illustration de ce point : dans l'échantillon (ii), l'attention particulière est mise sur le cadre législatif tandis que dans l'échantillon (i), un problème plus large est abordé et donc, la description englobe non seulement le cadre législatif, mais aussi des approches administratives, le contexte économique et l'organisation structurelle des gouvernements locaux et centraux.

Organisez votre description problème pour qu'il convienne à votre sujet, votre but et votre auditoire

- *Les auteurs ont des approches très différentes dans leur tentative de présenter de façon convaincante leur description du problème.*

Dans certains cas, il peut être convenable de scinder l'origine d'un problème de la description du problème dans son environnement politique actuel et ainsi les mettre dans des paragraphes distincts de la description du problème. Toutefois, les deux auteurs de ces échantillons ont décidé que leur document serait plus pertinent s'il comprenait à la fois le contexte et les discussions de la politique actuelle dans une sous-section pour chacune des questions en cause. En fait, un autre point à noter est que les deux auteurs ont choisi, à certains endroits, non seulement d'inclure une description du problème au sein de ces sous-sections orientées sur le problème, mais ils ont également une discussion de leurs options de politique publique pour cette question avant d'avancer. Cette section est illustrée dans l'extrait suivant de la table des matières de l'exemple(i) :

**Dimensions macroéconomiques des finances intergouvernementales**  
**Simultanéité de réforme fiscale et de réforme intergouvernementale**  
**Contexte Macro-économique pour la décentralisation**  
**Améliorer des résultats budgétaires en général**

Dans la discussion des questions macro-économiques du problème, les auteurs présentent la description du problème dans les deux premières sous-sections et une discussion des options de politique publique pour cette question dans la troisième sous-section.

Tel qu'il est clair dans les échantillons relatifs à la planification et la rédaction de votre description du problème vous devez soigneusement considérer quelle approche organisationnelle convient le mieux à votre thème, votre objectif et public.

### Rédaction de la liste de contrôle

Pour vous aider dans la planification et la rédaction de votre description du problème, vous pouvez tenir compte des questions suivantes :

- *Construction de votre description du problème*

Contexte du problème

- Quand et comment le problème s'est-il posé?
- Quelles sont ses causes?
- Quels ont-été les contextes historique, juridique, politique, social et économique du problème?
- Comment le problème est porté à l'attention du public?
- Qui a/ont été touché(s) par le problème?
- Quelles politiques antérieures ont été mises en œuvre pour tenter de résoudre le problème?
- Quelles ont été les résultats de ces politiques?

- *Le problème au sein de son environnement politique actuel*

- Quels sont les contextes actuels : juridique, social, économique, politique et les répercussions du problème ?
- Quelle est l'ampleur actuelle du problème ?
- Quelle est l'actuelle politique mise en œuvre pour tenter de résoudre le problème ?
- Quels sont les différentes opinions sur le problème et l'approche actuelle ?
- Dans quelles mesures la présente politique publique est un succès ou un échec ?
- Qu'est-ce qui ne va pas avec l'approche actuelle ?

### *Organisation de votre description de problème*

- Quels aspects du problème devez-vous inclure dans votre section consacrée à la description du problème pour présenter une image complète et convaincante ?
- Comment allez-vous organiser la section pour la rendre la plus compréhensible et lisible que possible ?

### **5.6.2 Elaboration de la description du problème: textes et argumentations**

L'élaboration d'une description pertinente du problème exige non seulement la connaissance des éléments à insérer et une approche de l'organisation logique, mais exige également une connaissance profonde des directives avec la manière dont le texte est utilisé dans ces situations pour élaborer des arguments convaincants. Pour vous donner une connaissance profonde de ces directives, la présente sous-section se concentrera sur les domaines clés suivants : la cohérence, l'élaboration d'arguments pertinents, la subdivision en paragraphe, l'utilisation des sources primaires et secondaires.

L'analyse de l'échantillon et la discussion dans cette sous-section sont basées sur l'extrait du document de politique publique (I) : " La décentralisation fiscale: de l'économie dirigée à l'économie de marché " (Bird, Ebel et Wallich, 1995) qui figure à la page 43. Les paragraphes de cet extrait ont été numérotés et ils seront utilisés dans la sous-section pour faciliter les références.

- *La construction d'une argumentation cohérente à la fois convaincante et facile à suivre*

L'une des caractéristiques fondamentales d'une bonne argumentation est la cohérence, ce qui implique des liaisons transparentes entre chaque partie de l'argumentation pour qu'une image claire complète de celle-ci apparaisse. L'analyse qui suit examine le concept de cohérence dans le contexte.

#### **Analyse de Documents de politique publique Publiés**

Examinez l'extrait de la description du problème (p. 43) et l'extrait de la table des matières (p.46) de l'exemple du document de politique publique (i): "La décentralisation fiscale: de l'économie dirigée à l'économie de marché " (Bird, Ebel et Wallich, 1995).

Lors de la lecture, analysez:

- La manière dont la cohérence est établie dans cet échantillon.

Si vous ne l'avez pas déjà fait, vous devriez lire l'introduction de ce document (en Annexe A) afin de vous familiariser avec son centre d'intérêt général pour vous aider dans votre analyse.



Tel qu'il apparaît de la table des matières type, la description du problème est une argumentation longue et complexe composée de sections et de sous-sections en corrélation. Pour rendre la tâche facile au lecteur, vous devez travailler dur pour connecter toutes ces parties dans un ensemble cohérent. Ces sections et sous-sections doivent non seulement être connectées mais nécessitent aussi de la cohérence à l'intérieur du texte. Par exemple, dans la sous-section : "Les dimensions macroéconomiques des finances intergouvernementales", l'auteur a choisi insérer le paragraphe introductif suivant pour cette sous-section :

*Etablissez  
clairement les  
liens entre au  
sein de votre  
argumentation*

Les réformes intergouvernementales financières se déroulent dans un contexte de contraintes fiscales, à un moment où s'opèrent les réformes fiscales et des changements majeurs dans les systèmes fiscaux. Les préoccupations actuelles de stabilisation peuvent, dans certains cas dominer abusivement la conception d'un solide système intergouvernemental à long terme.

Cette introduction décrit essentiellement l'orientation de la sous-section et explique la relation de la sous-section avec l'ensemble du raisonnement. En fait, de telles introductions sont fréquentes dans les sous-sections d'un document de politique publique pour des raisons de cohérence.

En plus d'établir les liens à partir des sous-sections à l'argumentation globale, il y a une nécessité pour l'auteur d'établir des liens clairs au sein de chaque sous-section. Dans l'extrait de la description du problème de l'échantillon, la première phrase, "Les pays des économies en transition ont dû tenir compte des inquiétudes de stabilisation et de libéralisation en même temps," conduit l'argumentation dans la sous-section : "Le contexte macroéconomique de la décentralisation".

Tous les autres éléments de la sous-section qui développent le thème défini dans cette phrase et dans la sous-section se terminent en indiquant les politiques actuelles qui sont en cours d'exécution pour résoudre le problème, à savoir "Transférer les responsabilités des dépenses" et "Réduire les transferts intergouvernementaux." Ce qui fait un lien aux deux sous-sections suivantes qui décrivent en détail ces politiques. Etablir ces liens clairs à de

multiples niveaux de ce document fera en sorte que votre lecteur sera capable d'emprunter facilement la voie de votre argumentation dans votre description du problème.

- *Développement cohérent et concentré de chaque élément de l'argument dans la sous-section.*

Tous les arguments comprennent l'affirmation, le support, et la garantie

Il est utile d'utiliser le modèle d'argumentation proposé par le philosophe Stephen Toulmin (cité dans Karbach, 1987) pour considérer le développement de chaque élément de l'argumentation. Toulmin déclare que chaque argumentation est composée de trois éléments de base : l'affirmation, le support et la garantie. On peut expliquer ces éléments comme suit :

- L'affirmation est la déclaration de votre position/argument.
- Le support est la preuve que vous présentez pour soutenir votre affirmation.
- La garantie explique le rapport entre la réclamation et le support.

Cette garantie ne peut pas être explicitement exposée, comme l'auteur peut considérer que l'explication du rapport est évidente pour le public.

Ces trois éléments peuvent être clairement vus dans le paragraphe 6 de l'échantillon (i):

|  |             |
|--|-------------|
| [6] <i>Transférer les responsabilités des dépenses.</i> Dans certains pays la responsabilité budgétaire pour les dépenses sociales et le paiement de la sécurité sociale est transférée au gouvernement local. En Hongrie, par exemple, la responsabilité pour les dépenses sociales a été transférée aux localités en 1993 sous la Loi d'Assistance Sociale. En Ukraine aussi, le paiement de la sécurité sociale est de la responsabilité de l'autorité locale. En Russie, le gouvernement central a transféré les dépenses sociales équivalentes à 6 per cent du PIB aux localités dans le budget de 1992, abaissant ainsi le déficit budgétaire. L'espoir semble avoir été que les gouvernements locaux opéreraient la réduction requise politiquement, bien que la demande de ces services augmentera probablement avec la situation économique aggravante. Et en 1993, encore en Russie, la responsabilité pour les investissements clés nationaux et inter juridictionnels (comme dans le transport) a été transférée au secteur local. | Affirmation |
|  | Support     |
|  | Garantie    |

Considérer ces éléments fondamentaux de l'argumentation est essentiel pour élaborer de façon pertinente les différents arguments qui vont étayer votre description du problème, et donc, à élaborer un ensemble de raisonnement convaincant.

- *L'utilisation pertinente des paragraphes vous aide à développer l'argumentation et aide le lecteur à la suivre*

Le but de ce paragraphe est d'indiquer les pauses à la fois logiques et physiques dans le texte. Ainsi, non seulement elles vous aident à organiser votre argumentation, elle permet aussi au lecteur de suivre facilement chaque élément de l'argument. Une bonne division en paragraphes aide également les lecteurs qui font une lecture en diagonale du document pour une vue d'ensemble, ce qui est une pratique courante avec des documents si longs et complexes.

*Des paragraphes pertinents indiquent les éléments logiques de votre argumentation.*

Chaque paragraphe développe d'habitude un argument tel qu'exposé dans la phrase introductive. La phrase introductive est la déclaration de la position discutée dans le paragraphe 1, "Les réformes fiscales intergouvernementales se déroulent ...", illustre ce point. La phrase d'introduction spécifique dans un paragraphe peut le point de départ d'un nouvel argument ou le développement d'une argumentation plus large. De plus, le développement d'un argument par paragraphe est important pour comprendre comment les paragraphes fournissent des pauses logiques et pertinentes à la fois pour l'auteur et pour le lecteur. L'analyse qui suit examine plus en détail, ces idées.

#### **Analyse de documents de politique publique publiés**

Analysez la sous-section "le contexte macroéconomique de la décentralisation" de l'échantillon d'analyse (i) à la page 43.

Lors de la lecture, mettez votre attention sur:

- l'emplacement des phrases introductives dans chaque paragraphe.

Si vous ne l'avez pas déjà fait, vous devez compléter l'analyse ouverte dans cette section afin de vous aider à comprendre pleinement le contexte de cet argument.

Excepté le paragraphe 1, les phrases introductives du sujet de tous les paragraphes sont les premières phrases. Il s'agit d'une approche courante à la rédaction d'arguments détaillées

et complexes en vue de rendre l'accès à l'argumentation le plus facilement possible pour les lecteurs.

Une deuxième question importante dans la division en paragraphes est la cohérence. Au niveau du paragraphe, cela implique l'établissement des liens clairs entre les phrases du paragraphe. Les techniques fréquentes qui sont utilisées dans l'élaboration de tels liens cohérents sont:

*Les paragraphes efficaces sont développés de façon cohérente.*

- la répétition de mots-clés;
- l'utilisation de structures parallèles, par exemple, des expressions similaires et construction de la phrase,
- l'utilisation des expressions de transition, par exemple, puis, ensuite, par exemple, en outre, aussi, cependant.

En utilisant le paragraphe [6] l'échantillon d'analyse (i) à titre d'exemple, ces techniques peuvent être identifiées:

[6] *Transférer les responsabilités des dépenses.* Dans certains pays la responsabilité budgétaire pour les dépenses sociales et le paiement de la sécurité sociale est transférée au gouvernement local. En Hongrie, par exemple, la responsabilité pour les dépenses sociales a été transférée aux localités en 1993 sous la Loi d'Assistance Sociale. En Ukraine aussi, le paiement de la sécurité sociale est de la responsabilité de l'autorité locale. En Russie, le gouvernement central a transféré les dépenses sociales équivalentes à 6 per cent du PIB aux localités dans le budget de 1992, abaissant ainsi le déficit budgétaire. L'espoir semble avoir été que les gouvernements locaux opéreraient la réduction requise politiquement, bien que la demande de ces services augmentera probablement avec la situation économique aggravante. Et en 1993, encore en Russie, la responsabilité pour les investissements clés nationaux et inter juridictionnels (comme dans le transport) a été transférée au secteur local.

Dans les deuxième, troisième et quatrième phrases, l'auteur utilise des structures parallèles en commençant chacune d'elles par l'expression: "dans (*un pays*)" et une structure similaire est également utilisée dans la dernière phrase du paragraphe. De plus, une cohérence plus profonde est réalisée en utilisant des phrases de transition, "par exemple" dans la deuxième phrase et "aussi" dans la troisième phrase. Réfléchir sur la cohérence de vos paragraphes et fournir à la fois des pauses logiques et physiques dans la description de votre problème constitueront un élément essentiel de la présentation efficace de votre argument.

- *L'utilisation efficace des sources pour élaborer une argumentation crédible et convaincante*

Appuyer votre argumentation avec une grande variété de sources est un élément clé dans la construction d'une description efficace du problème. En insérant les sources de votre texte, vous faites asseoir la crédibilité de votre argumentation, aidez à cerner votre contribution à

la discussion de la question de politique particulière dans votre document, et informez vos lecteurs de la base sur laquelle vous avez construit votre argumentation en fournissant des références effectives. L'analyse qui suit mettra en évidence les questions pertinentes sur l'utilisation efficace des sources.

Une description efficace du problème est une argumentation basée sur une large variété de sources.

### Analyse de Documents de politique publique Publiés

Examinez l'utilisation de sources dans la sous-section : "le contexte macroéconomique de la décentralisation" de l'échantillon d'analyse à la page 43.

Lors de la lecture, concentrez-vous sur :

- les types de sources qui ont été inclus dans la sous-section. Les extraits pertinents de notes de fin et la bibliographie sont inclus ci-dessous.

Extrait de Note de fin:

[Les Notes de fin 11 et 12 ne contiennent pas de références]

Note de fin 13: Les sources pour les dépenses du budget national sont les ministères de la Hongrie, la Russie et l'Albanie

*Extrait de Bibliographie:*

Alm, James, and Robert M. Buckley. 1994. "Decentralization, Privatization, and Solvency of Local Governments in Reforming Economies: The Case of Budapest" *Environment and Planning, C: Government and Policy* 12(3): 337-47.

Bahl, Roy, and Christine I. Wallich. 1992. "Intergovernmental Fiscal Relations in China." PRE Working Paper 863. World Bank, Policy Research Department, Washington, D.C.

Blejer, Mario I., and Gyorgy Szapary. 1989. "The Evolving Role of Fiscal Policy in Centrally Planned Economies under Reform: The Case of China." IMF (International Monetary Fund) Working Paper WP/89/26. Washington, D.C.

- L'objectif auquel les sources servent dans la sous-section. Pensez à l'objectif poursuivi en termes d'affirmation, d'appui et de justification.
- les raisons pour lesquelles certaines sources utilisées dans l'extrait sont référencées / citées et certains ne le sont pas.

Si vous ne l'avez pas déjà fait, vous devez compléter l'analyse d'ouverture dans cette section afin de vous aider à comprendre pleinement le contexte de cette argumentation.

Les six points qui suivent discutent en détail les questions soulignées dans cette analyse.

Insérez une grande variété de sources primaires et secondaires imposantes

- *Choisir pertinemment le type de sources à inclure comme preuves.*

Pour convaincre le lecteur de la crédibilité de votre argumentation, il est nécessaire de présenter les preuves évidentes provenant de plusieurs sources principales et secondaires.<sup>10</sup> Cela démontrera la profondeur de votre compréhension du sujet et la nature de la recherche que vous avez effectuée. Comme la politique publique d'orientation concerne les parties prenantes à tous les niveaux de la communauté, il n'est pas inhabituel que les types de sources incluses dans un document de politique publique soient très variés, par exemple, la législation gouvernementale et les déclarations de politique, les rapports du gouvernement, des ONG ou OIG, d'autres études de politique publique, des revues universitaires, des documents de conférence et des journaux. De plus, votre étude peut inclure des données ou résultats de votre propre recherche principale. L'échantillon analysé ne contient pas réellement de recherche primaire, et il n'est pas surprenant dans un document qui a un sujet aussi vaste et une orientation régionale que les sources les plus fiables disponibles soient gouvernementales de la région et les organisations intergouvernementales œuvrant dans la région, tels que le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. Évidemment, ces considérations du sujet, l'orientation géographique, le type de données disponibles et le public devraient également impulser votre choix des sources à inclure.

- *Intégrer de façon pertinente les sources dans votre document*

Un autre point important sur l'utilisation des sources est l'examen du rôle qu'elles jouent dans la construction d'un argument. De l'analyse de l'exemple, il est clair que les sources sont utilisées comme preuves pour appuyer les affirmations de l'auteur, évidentes, par exemple, au paragraphe 3, lorsque toutes les données sont utilisées de cette manière.

En fait, cette approche aussi est celle que vous devriez adopter dans l'élaboration de vos arguments. Une erreur commune que les auteurs font est de permettre la prévalence des sources, de sorte que leurs propres positions ne sont pas aussi fortes dans l'argumentation que ce qu'elles devraient l'être. C'est une chose dont il faut être

Utilisez les sources comme des preuves pour soutenir vos arguments

<sup>10</sup> Les données primaires ou les résultats d'information de votre propre recherche, par exemple par les questionnaires, interviews ou modelage des données. Les données secondaires proviennent de la recherche et de la rédaction d'autres auteurs du domaine.

conscient cette situation peut également conduire régulièrement à une perte du centre de l'argumentation. Dans une communauté qui est très intéressée par l'opinion poursuivie par l'auteur, cela peut être particulièrement dommageable pour votre document.

- *Décider quand les sources secondaires insérées dans votre argumentation peuvent être référencées / citées*

Lorsque vous utilisez des données ou informations provenant de sources secondaires dans un document de politique publique, habituellement, vous devez inclure une référence/citation, par exemple, (Crilly, 1997), mais parfois elle peut ne pas être nécessaire. En général, à moins que quelque chose soit perçu comme un fait notoire au sein de la communauté politique, il faudra une citation ou une référence. Comme on peut le voir dans cet exemple, les données relatives au déficit budgétaire actuel en termes de PIB dans le

*Insérez une référence pour toutes les sources à moins que la donnée soit considérée un fait notoire*

paragraphe 1 sont considérées comme une connaissance partagée, alors que les données sur les dépenses publiques en termes de PIB au paragraphe 3 ont reçu une citation complète. Toutes les références relatives aux tableaux sont des connexions claires aux sources comme indiqué dans les notes du tableau. Aussi, sont insérées des sources entièrement référencées et publiées dans des cas où il est entendu que l'information ne sera pas régulièrement connue, par exemple, dans le paragraphe 4 sur l'ancien système communiste et le paragraphe 7 sur un exemple spécifique d'une politique dans un pays spécifique.

Il n'est pas toujours clair de savoir ce qui est considéré comme fait notoire et ce qui ne l'est pas. Si vous incluez quelque chose dépourvue de citation qui vient d'une source qui n'est pas considérée comme fait notoire, vous pourriez être accusé de plagiat. Rappelez-vous, ceci n'est pas seulement lié à l'insertion non-référencée de mots d'un autre auteur, mais il comprend également leurs idées et leurs approches. C'est quelque chose que vous devez discuter avec vos collègues et autres personnes impliquées dans la communauté politique et également vous en rendre compte par votre lecture. Toutefois, si vous avez un doute, insérer une citation.

*Cherchez à savoir et suivez les directives de votre éditeur sur les citations.*

*Suivre les directives et les indications de référence/citation de votre discipline/éditeur*

En général, les différentes disciplines adoptent les directives de citation qui conviennent à leurs propres buts, qui assurent que chacun dans la discipline est à l'aise dans l'utilisation de cette directive. Dans le domaine de l'étude de politique publique, un style de date-auteur, par exemple, (Doyle, 1994), est généralement utilisé. C'est le style utilisé partout dans l'échantillon au centre de cette subdivision et aussi partout dans ce guide. Cependant, les directives prescrivent beaucoup plus que la manière d'indiquer la référence des auteurs dans le texte; elles informent aussi les rédacteurs de comment élaborer les références bibliographiques et laquelle des directives est à suivre (voir 5.9 et 5.10 pour plus de discussion). Ces ensembles de directives, par exemple, l'Association Psychologique américaine (APA) (2001), l'Association de Langue Moderne (MLA) (Gibaldi, 1995) et Chicago (l'Université de Chicago, 1993), sont devenus des outils standards et les éditeurs et les lecteurs s'attendent à ce que vous utilisiez ces normes. Pour vous donner un bref aperçu d'un style commun utilisé dans l'étude des politiques d'orientation, une version abrégée du guide de citation APA a été inclus dans l'annexe B. Cette annexe comprend des conseils sur les règles et la manière d'intégrer convenablement les références dans le texte et la façon de mettre en forme vos références bibliographiques. Enfin, bien que les directives de certaines disciplines existent, votre première audience est votre éditeur et vous devriez vous renseigner et suivre leurs préférences dans ce domaine.

*Il est fréquent en étude de politique d'insérer les sources sous forme de paraphrases, résumés, ou de les généraliser*

*- Décider de la façon pertinente d'intégrer les sources secondaires dans votre description du problème*

Les auteurs choisissent d'inclure les sources secondaires dans leur rédaction selon l'une des quatre façons: la citation, la paraphrase, le résumé ou la généralisation. La citation est généralement choisie si l'auteur veut être fidèle à l'original, pour présenter un langage vivant et intéressant ou pour se distancer de la citation ou de l'auteur. Les auteurs choisissent de résumer ou de paraphraser, c'est à dire, dire ce qu'a



dit un auteur particulier, mais dans leurs propres mots, s'ils désirent intégrer souplement, les idées d'un autre auteur dans leur propre thèse. La généralisation adopte la même approche, mais consiste en un résumé des idées de plus d'un auteur. Le choix des stratégies de citation est généralement considéré comme quelque chose qui est dicté par les directives de la discipline.

Comme on le voit dans l'échantillon, toutes les sources secondaires sont insérées soit comme des paraphrases, des résumés soit des généralisations, ce qui reflète la nécessité pour l'auteur d'axer son argumentation sur l'élément de description du problème.

- *Indiquez des références aux tableaux/aux figures insérés et commentez leur importance*

Les figures, tableaux ou graphes insérés dans le corps du texte ou en annexes représentent un moyen régulier d'intégration d'une importante quantité de données dans la description de problème. Ces tableaux peuvent être utilisés pour reporter à la fois les données primaires et secondaires. Analysez à nouveau l'échantillon pour apprécier comment ils sont utilisés et référencés dans la description du problème.

#### **Analyse de Documents de politique publique Publiés**

Analysez la sous-section "Le contexte macroéconomique de la décentralisation" de l'échantillon à la page 43.

Lors de la lecture, concentrez-vous sur:

- comment les tables sont référencées dans le texte;
- le rôle que jouent ces références dans le raisonnement

Si vous ne l'avez pas déjà fait, vous devez terminer la première analyse dans cette section afin de vous aider à comprendre pleinement le contexte de cet argument.

Il existe deux références pour les tableaux dans l'échantillon: au paragraphe 1 dans la deuxième phrase, et au paragraphe 3 dans la dernière phrase. Dans les deux cas, les références sont insérées dans les parenthèses, par exemple (tableau 1.5), et dans les deux cas, elles sont incluses comme preuves pour étayer les affirmations faites dans les

arguments invoqués dans chaque paragraphe. Dans les deux cas, les phrases qu'elles soutiennent soulignent l'importance des données dans les tableaux, c'est à dire, elles nous disent quelles sont les données dans le tableau qui sont importants et pourquoi. En fait, en utilisant de façon pertinente les données dans les tableaux, il est crucial d'indiquer une référence claire pour la localisation des données et d'expliquer pourquoi les données sont significatives. Une erreur que

*Indiquez les références des tableaux dans votre texte et faites remarquer les données importantes*

nombre d'auteurs font, est d'insérer des tableaux ou graphes dans leurs documents de politique publique et de n'indiquer aucune référence directe à leur disposition. Il convient de rappeler que c'est de la responsabilité de l'auteur d'expliquer l'insertion de ces données, ce n'est pas au lecteur d'avoir à deviner pourquoi il est important.

Les deux cas de cet échantillon montrent des endroits où les points spécifiques d'une argumentation sont accompagnés par des données dans un tableau. Cependant, les tableaux ou figures insérés peuvent être aussi utilisés pour donner des informations plus larges, plus générales qui ne soutiennent peut-être pas directement un argument en particulier, mais apportent un plus à la compréhension des lecteurs sur la question. On se réfère souvent à ce type d'information dans le texte avec des expressions telles que, par exemple: "Pour plus de détails, voir l'annexe F." Cependant, vous devriez faire attention à ne pas insérer trop de ce type d'information car il pourrait faire paraître le document un peu flou sur l'argument principal. Il pourrait être utile d'envisager d'insérer ces types de tableaux que si les données ont un point précis pour appuyer l'argumentation, mais ils peuvent également fournir un soutien plus général dans d'autres domaines.

## Rédaction de la liste de contrôle

Pour vous aider dans l'élaboration d'une argumentation pertinente au niveau de votre description de problème, considérez les questions suivantes :

### *Cohérence*

- Avez-vous pertinemment établi un lien entre tous les éléments de votre description de problème ?
- Les liens sont-ils aussi au sein de chaque subdivision de votre description de problème ?

### *Argumentation*

- Chaque élément de votre argumentation inclut-il une affirmation, le support, et la justification ?

### *Division en paragraphes*

- Votre description de problème est-elle adéquate en paragraphes pour fournir assez de pauses physiques dans le texte pour le lecteur ?
- Avez-vous développé chaque unité logique de votre argumentation dans un paragraphe séparé ?
- Vos paragraphes sont-ils développés de manière cohérente ?

### *Utilisation des sources*

- Avez-vous élaboré votre description du problème sur l'utilisation d'une grande variété de sources ?
- Avez-vous inclus des sources assez pertinentes pour appuyer vos arguments ?
- Avez-vous utilisé les sources comme preuves pour appuyer vos propres arguments ?

## 5.7 Les Options de Politique

Après avoir détaillé l'origine et le contexte politique actuel du problème dans votre document de politique publique, l'élément des options de politique impliquent la discussion des moyens possibles pour que le problème soit résolu. Considérant le lien entre cet élément du document de politique publique et de l'étape de formulation du cycle de politique (discuté en 3.1), les cinq points suivants donnent un aperçu de l'élément des options de politique:

L'élément des options de politique:

- *décrit, évalue et compare les alternatives de politique possibles*

Toutes les options de politique possibles, qu'elles soient développées par l'auteur ou autres, doivent être présentées pour constituer un dossier complet et convaincant. Dans la présentation de chacune de ces options, l'élément se focalise toujours sur les résultats de l'évaluation de chaque option pour résoudre le problème spécifique et comment à cet égard comparer les options.

- *fournit un argument convaincant pour l'option de politique préférée*

En présentant les options de politique publique, il devient un objectif pour l'auteur d'utiliser les résultats de l'évaluation et la comparaison pour démontrer clairement que l'option de politique retenue sera la plus pertinente dans la résolution du problème, justifiant ainsi la décision de l'auteur. Bien entendu, cela signifie que l'auteur doit également utiliser les éléments de preuve pour montrer clairement pourquoi les autres alternatives de politique ont été rejetées.

- *Se focalise sur la mise en relief des décisions prises.*

Cet élément du document ne doit pas être une étape de tâtonnement sur la façon dont vous avez effectué l'étape de formulation de politique publique au niveau du cycle de politique, mais elle devrait rendre compte des décisions que vous avez prises sur chaque option et les raisons qui soutiennent chaque décision.

- *établit un lien clair et cohérent entre les éléments de conclusions et de recommandations du document de politique publique*

L'argument en faveur de l'option préférée de politique publique choisie doit être le fondement et la justification de vos recommandations finales. Par conséquent, il doit être clairement lié à la section des recommandations dans la conclusion du document.

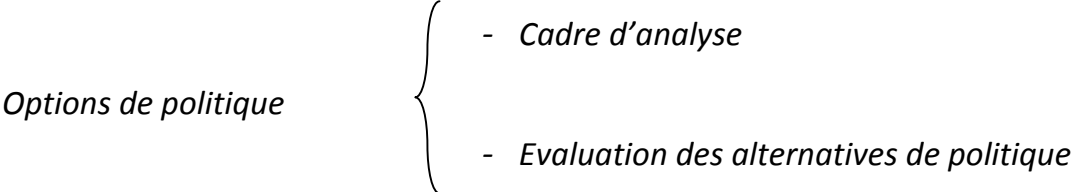
*L'élément d'options de politique présente une argumentation pour l'alternative de politique préférée basée sur l'évaluation de toutes les alternatives*

Une discussion détaillée à la fois des caractéristiques structurelles et textuelles de l'élément des options de politique publique vient après. Tandis qu'il est reconnu que celles-ci vont ensemble pour constituer une approche pertinente de la rédaction de cette section du document de politique publique, elles sont divisées pour permettre des illustrations et des explications claires.

*5.7.1 Elaboration des Options de Politique: Structure et argumentation*

L'accent mis sur les caractéristiques structurelles de cet élément s'appuie sur l'hypothèse que l'auteur d'un document de politique publique pertinent a besoin d'une meilleure compréhension des traits communs structurels et organisationnels de l'élément pour construire une argumentation convaincante.

L'élément des options de politique comprend deux principales caractéristiques :



▪ *Cadre d'analyse*

Comme nous l'avons discuté, le document de politique publique est une argumentation en faveur d'une position sur la façon de résoudre le problème en détail dans le document et elle est basée sur l'analyse rigoureuse de toutes les données disponibles. La base de cette analyse est un cadre de principes directeurs que l'auteur utilise dans le processus d'évaluation. En d'autres termes, ce cadre est l'expression des idéaux et des valeurs qui guident l'auteur en prenant une certaine position par rapport aux questions abordées. Ce cadre d'analyse informe directement de l'évaluation des options de politiques présentées. Afin de permettre une évaluation pertinente de l'argument, l'insertion de ce cadre est une caractéristique essentielle. L'analyse qui suit met en évidence les approches d'élaboration de cette caractéristique.

*Le cadre d'analyse est une déclaration des idéaux et valeurs qui guide l'évaluation*

### **Analyse de Documents de politique publique publiés**

Lisez jusqu'au bout tous les extraits entrant dans le cadre d'analyse d'échantillons (i) et (ii). de documents politiques. Vous devriez également lire les présentations de ces documents (en annexe A) pour vous familiariser avec son secteur d'activité pour vous aider dans votre analyse.

Lors de la lecture, concentrez-vous sur :

- les différences dans l'approche utilisée pour la construction et la présentation des cadres d'analyse.

Echantillon (i):

Extrait de "La décentralisation fiscale: de l'économie dirigée à l'économie de marché " (Bird, Ebel et Wallich, 1995). Cet extrait montre une version abrégée en quatre pages du cadre d'analyse et ne comprend que le début et la fin des paragraphes.

Nécessité d'un cadre plus large :

[Le paragraphe introductif] Les relations fiscales intergouvernementales, loin d'être purement une affaire locale, sont essentielles pour des objectifs de la réforme dans presque tous les pays à économie en transition. L'analyse traditionnelle du fédéralisme budgétaire examine les fonctions fiscales des gouvernements locaux et centraux en termes de leurs rôles et responsabilités respectives (et largement séparées) en matière de stabilisation, la répartition des revenus (telles que le paiement de la sécurité sociale), et l'allocation des ressources (Oates 1972; Musgrave 1983) . Cette orientation n'est pas assez large pour aborder les aspects importants des finances locales et intergouvernementales dans les économies en transition, pour au moins deux raisons. Premièrement, comme cette documentation s'est développée, l'approche néglige le rôle des gouvernements locaux en matière de stabilisation, le paiement de la sécurité sociale, et la privatisation. Deuxièmement, elle ne règle pas entièrement le problème de l'héritage d'une économie dirigée que les économies en transition partagent et auquel elles doivent trouver de solution.

\*\*\*

**[Le paragraphe final]** Dans n'importe quel système, la décentralisation fiscale est invariablement un processus et une dynamique. Toutefois, les réformateurs en Europe centrale et en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique, font face à un défi spécial, celui de distinguer les problèmes structurels et ceux qui ont leur origine dans la transition à une économie de marché. Ils doivent concevoir un cadre intergouvernemental assez ferme pour servir de base pour l'action, par exemple, régulariser les transferts et les flux fiscaux, mais toujours assez flexible pour coexister avec les programmes d'ajustement en cours dans l'économie et touchant à la stabilisation, la redistribution et la privatisation.

Echantillon (ii):

L'extrait de: Concurrence, transparence et impartialité dans la passation des marchés publics ” (Baar, 2001): Les questions débattues

(a) L'applicabilité des lois et d'autres dispositions de passation des marchés publics exigeant les procédures de concurrence pour la sélection d'entrepreneurs;

(b) Accès public aux contrats et aux informations considérées dans les procédures de fixation de prix (Liberté d'informations);

(c) Les exigences d'impartialité et la prévention des conflits d'intérêt dans la sélection d'entrepreneurs.

Chacun de ces points ci-dessus mentionnés peuvent être considérés comme un préalable fondamental à la conduite de la sous-traitance d'une manière qu'elle sert au mieux les intérêts du public. Si des conflits d'intérêt sont autorisés, l'offre n'est pas vraiment compétitive. Sans appel d'offres pour les contrats, il n'y a aucune assurance que le public obtienne les conditions les plus favorables pour la fourniture de ses services. Sans transparence, la corruption est plus probable et la confiance du public dans l'équité du processus de sélection est éliminée. En outre, sans la transparence, le grand public est exclu du processus de la sous-traitance. En conséquence, les avantages potentiels d'analyse publique indépendante, de critique, et d'expertise sont perdus.

Les auteurs des deux échantillons adoptent des approches différentes pour le développement et la présentation du cadre d'analyse. Comme il est précisé dans le paragraphe introductif, les auteurs de l'échantillon (i) ont d'abord choisi de montrer la position fondée sur la théorie ou la littérature qu'ils adoptent, contrairement à l'auteur de l'échantillon (ii). Par ailleurs, les différences au niveau de l'étendue et du détail existent entre les deux échantillons. L'extrait de l'échantillon (ii) est le cadre complet d'analyse de ce document, alors que le cadre de l'analyse de l'échantillon (i) est beaucoup plus étendu que celui indiqué ci-dessus. En fait, dans la sous-section intitulée "Nécessité d'un cadre plus large," les auteurs exposent leurs positions sur le large éventail de questions suivantes : le Système des Recettes, la Tarification du secteur public, les Dépenses, les Transferts, les Emprunts et les Actifs appartenant à l'Etat. Cette différence sur l'étendue et le détail est clairement le reflet de la grandeur des thèmes choisis dans les deux documents.

Néanmoins, il existe certaines similitudes dans les deux échantillons. Les deux affirment clairement leur position par rapport aux questions:

*Echantillon (i)* : Ils doivent concevoir un cadre intergouvernemental assez ferme pour servir d'une base pour l'action, par exemple, régulariser les transferts et les flux fiscaux, mais toujours assez flexible pour coexister avec les programmes d'ajustement en cours dans l'économie touchant à la stabilisation, la redistribution et la privatisation.

*Echantillon (ii)* : Chacun de ces points ci-dessus mentionnés peuvent être considérés comme un préalable fondamental à la conduite de la sous-traitance de manière qu'elle sert au mieux les intérêts du public.

Le cadre  
d'analyse  
donne une  
orientation  
et une  
justification  
claires des  
positions

De plus, ils tentent tous deux de justifier ces positions prises :

***Echantillon (i)*** : Toutefois, les réformateurs en Europe centrale et en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique, font face à un défi spécial, celui de distinguer les problèmes structurels et ceux que ont leur origine dans la transition à une économie de marché.

***Echantillon (ii)*** : Sans transparence, la corruption est plus probable et la confiance du public dans l'équité du processus de sélection est éliminée.



En général, la structure d'analyse inclut d'habitude une déclaration claire des idéaux et des valeurs qu'on adopte et aussi une justification de ces positions basées sur leur pertinence au problème particulier, et/ou une position théorique ou normative particulière prise. La justification sera normalement aussi appuyée par l'insertion d'une référence aux autres qui ont aussi adopté la même ou des positions semblables.

Un autre point intéressant qui découle de l'analyse des échantillons est l'emplacement du cadre d'analyse dans le document. Bien que cette caractéristique soit directement liée à l'évaluation des alternatives de politiques, les deux auteurs choisissent d'exposer leur cadre, avant la description du problème principal. Pour que le document donne un sens logique, le cadre de l'analyse doit venir avant la discussion des alternatives de politique publique afin que l'évaluation des options puisse être facilement comprise. Toutefois dans les deux documents, il n'y a pas de division entre la description du problème et les options de politiques, c'est-à-dire que les auteurs choisissent de présenter le problème et les options de politique pour une question particulière ensemble dans la même sous-section. Cela explique sans doute l'emplacement particulier de ce cadre d'analyse des deux documents. Ce positionnement rapide du cadre d'analyse dans le document peut être utile car elle aide le lecteur à comprendre plus facilement les positions énoncées dans la description du problème. Dans la planification de votre document de politique publique, il serait utile pour vous de voir si cette approche peut être aussi compatible avec l'orientation, l'objet et le but de votre document.

#### **Liste de contrôle de rédaction**

Pour vous aider à planifier et rédiger votre cadre d'analyse, examinez les questions suivantes:

- Quels sont les principes, valeurs et idéaux qui vont vous guider dans l'élaboration d'un cadre d'analyse pour votre document?
- Comment ces principes s'appliquent-ils au problème en question?
- Quelle est la base théorique de votre position énoncée?
- Quelles sont les autres raisons pour choisir votre position énoncée?
- Votre position est-elle largement reconnue?
- Où allez-vous placer votre cadre de l'analyse dans le journal?

- L'évaluation des alternatives stratégiques

Après avoir esquissé le cadre d'analyse, l'étape suivante est la discussion et l'évaluation des options de politique. Comme moyen de l'examen de cette partie, l'analyse qui suit illustre l'évaluation des alternatives stratégiques de la partie dans son contexte et soulève de nombreuses questions importantes.

### **L'analyse des documents de politique publique publiés**

Examinez l'échantillon ci-dessous extrait du document de politique publique générale (1):

«Décentralisation fiscale: de la centralisation au marché» (Bird, Ebel et Wallich, 1995). IL montre l'évaluation des alternatives stratégiques pour l'une des questions traitées dans le document. L'échantillon utilisé dans l'analyse de la description du problème principal a également été pris de cette sous-section. Par conséquent, si vous faites l'analyse dans la sous-section relative à la description du problème, la relation entre les deux sera claire et cela vous aidera dans votre lecture ici. Vous devez également lire l'introduction de ce document (en annexe A) afin de vous familiariser avec le document et les problèmes particuliers évoqués ici, et cela vous aidera dans votre analyse.

Lors de la lecture, concentrez-vous sur:

- les différences dans l'approche des auteurs à présenter et discuter les deux options de politique (contrôle des déficits et les emprunts restreints);
- identifier quelques exemples de valeurs directrices / principes qui ont éclairé l'évaluation de ces options, c'est-à-dire qui ont fait partie du cadre d'analyse.

[Les numéros de paragraphes entre crochets ont été ajoutés pour référence ultérieure]

### ***Amélioration globale des résultats budgétaires***

[1] Si la flexibilité budgétaire est très souhaitable du point de vue de la perspective à court terme du gouvernement central, les transferts ne devraient pas être considérés comme une partie compressible du budget national, comme ils le sont dans certains pays. Bon nombre des services fournis par les gouvernements des régions décentralisées sont relatifs à la stabilité politique et au développement économique. De nombreuses administrations locales auront du mal à financer ces services à un niveau adéquat en se fondant sur leurs propres ressources. Même dans une perspective de stabilisation à court terme, la réduction des transferts pourrait être déconseillée. Des gouvernements des régions décentralisées sous-financés peuvent faire face aux pressions budgétaires en utilisant des sources de revenus économiquement indésirables comme des bénéfices obtenus de l'exploitation des revenus des actifs de la propriété publique directe des entreprises locales.

Dans le même temps, dans certains pays, des gouvernements des régions décentralisées à responsabilité non limitée pour des compositions d'assistance sociale pourraient recourir au gouvernement central pour des fonds additionnels, à l'accumulation insoutenable des arriérés, ou des emprunts indésirables à court terme. Les arriérés du gouvernement sont actuellement un problème majeur en Bulgarie, Roumanie, Russie, et l'Ukraine. Budapest recourt à l'emprunt pour financer les dépenses récurrentes (voir chapitre 3).

Les Oblasts de la Russie sont parfois en retard de plusieurs mois pour le paiement des mandats, l'ajustement des pensions et des salaires des enseignants. La seule manière de réduire un tel développement, sans doute peu souhaitable les prochaines années, dans la plupart des pays en transition, c'est d'être en mesure de maintenir certaine forme de transferts intergouvernementaux.

[2] **Le contrôle de déficit.** Le contrôle direct sur les déficits des gouvernements des régions décentralisées est un moyen pour les administrations centrales d'assurer que les gouvernements des régions décentralisées ne créent pas des pressions macroéconomiques. Ces limites sont utilisées en Russie, par exemple. Les dispositions de ce type pourraient avoir un sens dans un cadre de "dur" contraintes budgétaires, mais la combinaison du contrôle du déficit et des contraintes budgétaires dans le secteur de l'entreprise peut créer des effets pervers. En réponse à un excédent apparent dans l'ensemble des budgets des régions décentralisées en Russie et en Bulgarie, par exemple, le gouvernement central a transféré les responsabilités de dépenses au niveau décentralisé, réajusté les niveaux de partage fiscal et réduit au minimum les transferts. Mais depuis que les gouvernements des régions décentralisées bulgares ne peuvent plus s'exécuter en toute légalité pour ce qui concerne les déficits ou les emprunts, même pour les liquidités, et puisque les capacités d'emprunt en Russie sont limitées, les budgets par définition doivent atteindre un niveau d'excédent suffisant pour répondre aux besoins de trésorerie de chaque mois.

Réduire les parts de recettes ou de transferts ne permettra pas d'éliminer ce surplus; car étant donné que les budgets des gouvernements des régions décentralisées ne peuvent pas être en déficits, ces mesures permettront seulement de mesurer les dépenses en dessous de la «normale» et une augmentation des arriérés cumulés. Dans ce contexte, une simple exigence pour les gouvernements des régions décentralisées à équilibrer leur budget n'est pas suffisante.

[3] **La limitation des emprunts.** Un bon exemple peut être donné pour permettre aux gouvernements locaux d'emprunter pour les investissements de capitaux. Cependant une caractéristique frappante des arrangements actuels en matière de finances des régions décentralisées dans certains pays, est l'accès légal quasi-illimité accordé aux gouvernements de ces régions pour un nombre illimité d'emprunts, y compris, dans certains cas, les emprunts à l'étranger (tableau 1.7). En Hongrie, par exemple, la loi sur l'autonomie locale accorde à tous les gouvernements locaux, sans restriction, des droits des emprunts intérieurs pour les dépenses courantes et en capital.

Les collectivités locales en Albanie peuvent également emprunter sans restriction pour le capital d'investissement. La plupart des autres pays imposent toutefois certaines restrictions. En Pologne, par exemple, les localités ne sont pas autorisées à emprunter plus de 5 pour cent des dépenses ordinaires au budget.

[4] Pendant la période de l'économie dirigiste, les emprunts des gouvernements des régions décentralisées ont été déterminés par le plan global du crédit, et le gouvernement central garantit le remboursement aux banques, comme elle l'a fait pour les entreprises d'Etat. Toutefois, dans les circonstances actuelles, un tel accès généreux pour financer des prêts locaux n'est plus possible. Limiter l'accès aux sources autonomes de revenus pourrait amener les gouvernements locaux à abuser du financement par la dette. La situation macro-économique précaire de nombreux pays en transition rend le cas de limitation de l'accès des gouvernements locaux à l'emprunt encore plus fort. L'emprunt à des coûts récurrents, et le libre accès au crédit par des voies telles que le droit aux collectivités locales d'être propriétaires de banques, semblent tout à fait indésirables. Peu de nouveaux gouvernements dans les régions décentralisées ont une expérience de financement, d'investissement, et la plupart ne sont pas encore capables de préparer des projets complets et significatifs. Dans la plupart des pays, les flux fiscaux intergouvernementaux sont toujours en mutation, et les gouvernements des régions décentralisées disposent d'une autonomie limitée pour déterminer les frais d'utilisation et fixer des taxes par eux-mêmes.

**Tableau 1.7 Emprunts du gouvernement local dans quelques pays à économies en transition sélectionnés**

| <b>Pays</b>     | <b>Pouvoir d'Emprunt de l'Autorité Locale</b>                             | <b>Activité de l'Autorité Locale</b>  |
|-----------------|---|---|
| <b>Albanie</b>  | Pouvoir d'emprunt illimité pour les investissements seulement             | Pas d'information   |
| <b>Bulgarie</b> | Pouvoir d'emprunt limité mais pouvant être exercé dans plusieurs domaines | Du Ministère des Finances   |
| <b>Hongrie</b>  | Pouvoir d'emprunt illimité  | Certaines municipalités ont des dettes antérieures, elles sont autorisées à un minimum d'emprunts |
| <b>Pologne</b>  | Pouvoir d'emprunts limité   | Le service des dettes ne doit pas excéder 15% des recettes  |
| <b>Roumanie</b> | Pas de pouvoir d'emprunt mais le pouvoir s'exerce dans plusieurs domaines | Virtuellement pas d'activité  |
| <b>Russie</b>   | Pouvoir d'emprunt limité par le décret de 1993                            | Minimum d'emprunt nouveau (à des fins de liquidité)   |
| <b>Ukraine</b>  | Pouvoir d'emprunt limité sur des sources locales                          | Minimum d'emprunt nouveau (à des fins de liquidité)   |

**Note:** Pour des notes de bas de page indiquées, voir la table d'index

**Source:** Estimations de la Banque Mondiale

Il est donc difficile de juger de leur solvabilité. La plupart des institutions financières dans les économies en transition ne sont pas encore capables d'évaluer les risques à long terme ou la gestion financière à long terme des instruments. Tous ces facteurs plaident pour la prudence en permettant aux collectivités locales d'emprunter. Néanmoins, dans la mesure où ils jouiront des prestations de certains projets à l'avenir, les emprunts pour des projets d'infrastructure locale ont une base théorique solide. Le financement des dépenses par les recettes courantes ne va pas nécessairement limiter le rythme et l'efficacité des investissements au niveau local. Le défi consiste à définir des mécanismes de financement appropriés qui ne menacent pas la stabilité macro-économique. Dans la plupart des pays, la mise en œuvre de ces tâches, tout en étant importante, doit cependant attendre le défi le plus urgent, celui de développer une structure solide pour le financement dans les régions décentralisées des dépenses courantes.

Dans cet échantillon d'analyse, chaque option de politique est définie et un argument pour ou contre, est présenté à partir du cadre tracé de l'analyse. Il s'agit d'une approche commune pour la structuration de cette partie. Bien qu'il soit difficile de dégager les spécificités du cadre d'analyse appliqué sur l'ensemble de l'échantillon (i) il y a un accent sur la construction d'un système d'interaction fiscale stable et durable entre les autorités centrales et entités gouvernementales dans les régions décentralisées. En fait, il s'agit d'un reflet clair de la position adoptée dans le cadre d'analyse qui a été utilisé comme exemple à la page 60:

*Ils doivent concevoir un cadre intergouvernemental qui est assez solide pour servir comme base pour l'action, par exemple, de régulariser les transferts et les entrées fiscales, mais toujours suffisamment souple pour faire avec les ajustements structurels en cours dans l'économie relative à la stabilisation, la redistribution, et la privatisation.*

Dans cet échantillon, il y a un paragraphe d'introduction qui résume la situation macro-économique des problèmes et renvoie à la discussion des alternatives possibles, à savoir, le contrôle du déficit et l'emprunt limité. La cohérence de la section est également améliorée grâce à l'utilisation de sous-rubriques pour indiquer les différentes options stratégiques pour le lecteur. En outre, il est clair que ce premier paragraphe établit également des liens avec le cadre d'analyse précédemment décrit. Comme mentionné précédemment, cela montre la

nécessité de créer continuellement des liens dans la sous-section et les sous-sections du document d'ensemble dans le but de réaliser un maximum de cohérence.

Un aspect intéressant de cet exemple est le fait que les auteurs débutent la discussion des options de politique en argumentant fermement contre la première option (contrôle du déficit) et finissent par plaider en faveur de celle choisie (emprunt limité).

En fait, dans tous les documents, les auteurs ont adopté cette approche en argumentant contre de nombreuses options et en finissant avec leur option préférée. Cette approche sert à mettre clairement l'accent sur l'option choisie par les auteurs pour la construction d'une base de comparaison forte pour justifier les choix alternatifs. Il illustre également de manière efficace et ciblée les rapports d'une décision prise, c'est à dire, plutôt que de renseigner le lecteur sur le processus du choix de chaque option, ils se concentrent sur la réponse aux questions «pourquoi non?» ou "oui pourquoi?" pour chacun. En finissant avec l'option choisie, cette approche permet également d'établir un lien naturel avec les recommandations dans l'élément final du document. Cependant, cette approche ne convient pas à tous les contextes et vous avez besoin pour décider de celle qui s'adapte le mieux à vos sujets.

*Présentez et justifiez votre évaluation des options de politique exposées en vous servant du cadre d'analyse politique*

En général, lorsqu'on discute de chaque option de politique, il est courant de présenter et de justifier l'évaluation de votre option. La justification doit être fondée sur les logiques précédemment décrites dans le cadre d'analyse et doit généralement faire mention des points positifs et négatifs de chaque option. Enfin, il est habituel de dire comment chaque option se compare à l'autre alternative discutée, et partant de dire si ceci est votre meilleure option de politique.

L'échantillon soulève un autre point concernant la manière dont l'option de politique choisie est présentée. Bien que les auteurs présentent "emprunt limité" comme leur option préférée pour les conditions actuelles, elles présentent également les conditions sous lesquelles l'option « moins d'emprunt », à savoir un changement de politique, devrait être mise en œuvre:

*Mentionnez les faiblesses de l'option choisie*

**Néanmoins, dans la mesure où les prestations de certains projets sont appréciées dans l'avenir, les emprunts pour des projets d'infrastructure locale ont une base théorique solide. Le financement des dépenses par les recettes courantes restreindrait inutilement le rythme et l'efficacité des investissements des régions décentralisées. Le défi consiste à définir quels mécanismes de financement appropriés ne menacent pas la stabilité macro-économique. Dans la plupart des pays, la mise en œuvre de cette**

**tâche, tout en étant importante, doit cependant attendre pour relever le défi le plus urgent, celui de développer une structure solide pour le financement dans les régions décentralisées des dépenses courantes**

La décision des auteurs d'inclure une telle qualification à leur option est un reflet de la difficulté auxquelles tous les spécialistes en politique font face pour choisir une option préférentielle pour s'attaquer aux problèmes très complexes et en constante évolution au sein des communautés. Par conséquent, cette approche pour le cadrage du choix de votre option de politique dans ses limites devrait être considérée par tous les auteurs de document de politique.

### **Liste de contrôle de rédaction**

Pour vous aider à planifier et rédiger votre évaluation relative aux alternatives politiques, examinez les questions suivantes:

Quelles sont les options de politique que vous allez discuter dans votre document?

- Quelle est votre option de politique choisie?
- Quelle approche allez-vous utiliser pour plaider en faveur de l'alternative choisie?
- Quelles sont les limites de votre option de politique choisie?

*Pour chaque option de politique :*

- Quelle est votre évaluation globale de l'option?
- Pourquoi cette option est votre solution préférée? / Pourquoi n'est-elle pas votre alternative préférée?
- Quels sont les critères qui ont servi de base de décision à votre cadre d'analyse?
- Quels sont les aspects positifs et négatifs de cette option?
- Comment fonctionne cette option comparée aux autres présentées?



### 5.7.2 Elaboration de la description du problème : texte et argumentation

L'accent mis sur le texte et l'argumentation dans la présente sous-section est basée sur l'hypothèse que l'auteur de documents de politique efficace n'a pas seulement besoin d'une connaissance des éléments structurels et organisationnels, mais il faut aussi un aperçu des conventions textuelles de l'argumentation dans le document stratégique. Dans le texte et l'argumentation de l'article sur la description de problème (5.6.2), cette question est également abordée. Bon nombre des questions examinées dans cette section sont d'ailleurs directement applicables à rédaction de cet élément, à savoir, la cohérence, la construction des éléments de l'argument et paragraphes. Comme telle, la présente sous-section se concentrera exclusivement sur les différences entre les deux éléments et ces caractéristiques se trouvent principalement dans le domaine de l'utilisation de sources.

Si vous n'avez pas encore regardé la description du problème de la sous-section (5.6.2), il est fortement recommandé que vous le fassiez afin de comprendre pleinement cette discussion. Bien que l'échantillon utilisé dans l'analyse qui suit porte seulement sur un extrait de l'évaluation de la section de politiques alternatives, les approches de l'argumentation discutée sont également directement pertinentes pour le cadre de la partie d'analyse de cet élément.

#### **L'analyse des documents de politique publiés**

Examinez l'extrait de la section des options de politique de l'échantillon du document de politique (i): "La décentralisation fiscale: du dirigisme au marché» (Bird, Ebel et Wallich, 1995), page 64. Vous devriez également lire l'introduction de ce document (en annexe A) et la description des problèmes connexes (p. 43) afin de vous familiariser avec le document et le problème particulier abordé ici, et ainsi vous serez aidé dans votre analyse.

Lors de la lecture, concentrez-vous sur:

- La comparaison du rôle de l'auteur dans cet élément à celui décrit dans la description du problème;
- Les différences dans la manière dont les sources sont utilisées dans cet élément en comparaison à l'élément de description du problème.

L'analyse de cet échantillon donne un aperçu sur les deux principales différences dans l'approche de l'argumentation entre les options de politique et les éléments de description du problème:

- *L'attention d'un auteur plus poussée sur l'argumentation*

Dans les éléments d'option politique, la voix de l'écrivain devrait dominer

Un aperçu rapide de l'échantillon d'extrait d'options de politique révèle que des options moins factuelles ou descriptives de l'information sont plus axées sur l'argumentation de l'auteur que ce qui se passe souvent dans la description du problème. Par exemple, l'argument au paragraphe 4 de l'extrait est fondé uniquement sur les opinions, les raisonnements et les décisions des auteurs:

Pendant la période du dirigisme économique, les emprunts des gouvernements des régions décentralisées ont été déterminés par le plan global du crédit, et le gouvernement central garantit le remboursement aux banques, comme il l'a fait pour les entreprises d'Etat. Dans les circonstances actuelles, toutefois, un tel accès généreux pour financer des prêts locaux n'est plus possible. Limiter l'accès aux sources autonomes de revenus pourrait amener les gouvernements locaux à abuser du financement par la dette. La situation macro-économique précaire de nombreux pays en transition rend le cas de limitation de l'accès des gouvernements locaux à l'emprunt encore plus fort. L'emprunt à des coûts récurrents, et le libre accès au crédit par des voies telles que le droit aux collectivités locales d'être propriétaires de banques, semblent tout à fait indésirables. Peu de nouveaux gouvernements dans les régions décentralisées ont une expérience de financement, d'investissement, et la plupart ne sont pas encore capables de préparer des projets complets et significatifs

Cet échantillon d'analyse illustre clairement le fait que les auteurs prennent une position très forte dans les rapports de prise de décisions au sujet de leur option de politique. En effet, tout au long de l'échantillon l'approche dominante de prise de position par cet auteur est évidente. Une telle approche a un effet direct sur la façon dont les sources sont utilisées dans cet élément.

- *Utilisation moins importante des sources primaires ou secondaires dans l'argumentation*

L'analyse révèle une utilisation moins importante des sources de cet élément par rapport à la description du problème. Tout d'abord, en raison du rôle dominant de l'auteur dans cet élément, il existe beaucoup moins de sources primaires ou secondaires incorporés à titre de preuve. Deuxièmement, comme le raisonnement et les opinions exprimées dans cet élément sont des positions très fortes et définitives, les types de sources qui sont utilisés pour soutenir ces positions sont opiniâtres plutôt que descriptifs. Troisièmement, bien que les sources soient utilisées de la même manière dans ces deux éléments, comme preuve à l'appui des revendications des auteurs, le fait qu'elles sont incluses dans des notes plutôt que citées dans le texte les rend encore moins importantes. Cela est encore une autre approche pour rendre la propre voix de l'auteur plus importante.

Dans l'élément d'options de politique, le conseiller politique doit montrer son savoir-faire et prendre le devant pour plaider vigoureusement en faveur de son option choisie sur la base d'arguments. Rappelons que la science politique devrait être axée sur les problèmes orientés et ciblés, et c'est une opportunité pour vous de prouver que votre option est une solution pratique au problème évoqué, et par conséquent une contribution précieuse au débat politique et à la communauté politique en général.

*L'auteur démontre son expertise ou sa créativité à travers l'évaluation de l'option*

### Liste de contrôle de rédaction

Pour vous aider à construire une argumentation efficace dans votre élément d'options de politique, prenez en compte des questions suivantes:

#### *Cohérence*

- Y a-t-il des liens clairs entre la description du problème et l'élément d'options de politique ?
- Avez-vous effectivement établi un lien entre toutes les sous-sections de l'élément de vos options de politique?
- Les liens sont-ils aussi clairs au sein de chaque sous-section de l'élément de vos options de politique?

### *Argumentation*

- Est-ce que chaque élément de votre argument comporte une réclamation, un soutien et un mandat?

### *Paragraphes*

- Vos options de politique sont-elles suffisamment divisées en paragraphes pour fournir suffisamment de pauses physiques dans le texte pour le lecteur?
- Avez-vous élaboré chaque unité logique de votre argumentation dans un paragraphe séparé?
- Vos points de vue sont-ils développés de manière cohérente?

### *La voix de l'auteur et l'utilisation de sources*

- Vos positions et raisonnements sont-ils dominants le long de l'élément des options de politique?
- Avez-vous cité moins de sources dans cet élément que dans la description du problème?
- Avez-vous utilisé des sources comme preuves pour étayer vos propres arguments?
- Avez-vous suivi les styles conventionnels de citation que votre éditeur / discipline impose?

## 5.8 Conclusion et recommandations

La conclusion joue le rôle du document de politique comme un outil de mise en œuvre en décision

Cet élément majeur conduit le document de politique publique à un terme en synthétisant les principaux résultats de la recherche et en exposant les moyens d'action proposés par l'auteur pour résoudre le problème de politique publique analysé à travers ce document. Par conséquent, l'objectif de document de politique publique comme un outil de prise de décisions et d'appel à l'action est finalement réuni dans cet élément. Le fait que la conclusion et les recommandations constituent les parties majeures, finales du document signifie aussi qu'il est responsable de laisser une impression durable du document au lecteur. Considérant le processus de lecture et des intérêts principaux de certains lecteurs de documents de politique publique, il apparaît que cet élément joue davantage un autre rôle : de nombreux lecteurs lisent cette section ensemble avec l'introduction et le résumé / le résumé sommaire, comme une première étape avant de lire le corps principal détaillé du document. L'élément que constituent la conclusion et les recommandations joue donc un rôle vital en aidant ces lecteurs à obtenir un aperçu clair du document entier. Aussi, certains lecteurs sont-ils particulièrement intéressés par les recommandations politiques proposées dans le document et pourraient commencer leur lecture en examinant d'abord les recommandations et puis le reste du document. Le processus d'examen de la nature de cet élément de façon plus détaillée commence avec l'analyse de deux échantillons.

### **L'analyse de documents de politique publique publiés**

Lisez les éléments de conclusion et les recommandations suivantes de l'échantillon d'analyse des documents de politique publique (ii) et (iii). Vous devriez également lire l'introduction pour chaque document à l'Annexe A afin de vous faciliter la compréhension du contexte des documents.

Examinez ces questions lors de la lecture:

- la structure et le contenu de cet élément;
- l'efficacité de ces deux échantillons comme outils de décision.

#### ***L'échantillon (ii):***

La concurrence, la transparence et l'impartialité des marchés de sous-traitance des services publics dans la gouvernance locale (Baar, 2001)

#### **Conclusion**

Dans les pays d'Europe centrale et orientale où cette étude a été menée, les politiques publiques et la réglementation relative à la sous-traitance des services publics connaissent de graves lacunes.

Une partie importante des sous-traitances est exonérée des exigences de la mise en concurrence de passation des marchés publics, les contrats sont généralement traités en secret, et les conflits d'intérêt sont largement non réglementés. Dans ces circonstances, le public a peu de raisons d'avoir foi ou de respect pour le processus de la sous-traitance et les éléments essentiels de la participation du public et de contrôle disparaissent. La réforme dans ce domaine devrait comprendre les éléments suivants:

1. Tous les contrats de services publics (sauf pour les marchés de très faibles envergures) devraient faire l'objet d'un appel d'offre concurrentiel.
2. Les ventes et la location d'infrastructures publiques ainsi que la vente des parts de propriété sur les infrastructures publiques devraient être soumises aux mêmes exigences de concurrence tout comme la sous-traitance des services publics.

3. Tous les marchés publics conclus avec des entreprises privées pour la prestation de services devraient être accessibles au public (avec des exceptions très étroites pour des parts spécifiques de marchés fondées sur des circonstances exceptionnelles).

4. L'avant-projet des contrats des marchés publics devrait être un processus ouvert à la participation et l'amendement du public.

5. Les informations présentées dans les procédures de fixation des prix devraient être rendues publiques.

6. Les lois sur les conflits d'intérêt devraient inclure:

a. Définitions larges des conflits d'intérêts;

b. Exigences relatives à la déclaration des actifs au public par des officiels;

c. Interdictions de la représentation d'entreprises privées aux anciens officiels pour des périodes déterminées;

d. Protections des «dénonciateurs»;

e. Sanctions en cas de violation de la loi;

f. Commissions nationales indépendantes chargées de faire respecter les lois sur les conflits d'intérêts.

Les besoins cruciaux en investissements publics pour la prestation de services publics pourraient ne pas être réalisés ou pourraient être sous-traités parce qu'autrement, ils seraient onéreux. Cependant, les types de réformes proposées ici ne nécessitent pas de dépenses publiques, et elles donnent des possibilités pour améliorer considérablement les investissements qui sont entrepris dans les services publics.

L'échantillon (III): Entre appréciation active, passive et méfiant retrait d'approbation (Swianiewicz,2001)

## Conclusions

Comme on l'a noté au début de ce chapitre, les différents pays étudiés donnent plus d'attention aux différentes valeurs de la démocratie locale lors de la mise en place du système de gouvernance locale. La République Tchèque et la Slovaquie ont porté plus d'attention sur les valeurs liées à la représentation démocratique des collectivités locales, alors que dans la réforme polonaise il y a eu plus d'attention portée sur des questions d'efficacité dans la prestation de services. Cette différence et les niveaux d'organisation territoriale variable - avec des municipalités relativement grandes en Pologne et une forte fragmentation dans les autres pays - est ressentie dans une certaine mesure dans la relation entre les gouvernements locaux et le grand public.

Comme prévu dans le modèle présenté au début de ce chapitre, le niveau moyen de confiance et d'intérêt aux affaires publiques locales mesurées par le taux de participation aux élections locales sont plus élevés en République Tchèque et en Slovaquie, tandis que le taux de renouvellement des maires est certainement plus élevé en Pologne. D'autre part, le système polonais de gouvernement local pourrait permettre la plus efficace décentralisation des services les plus largement utilisés. Mais cette question dépasse le champ d'application du présent chapitre. Les différences entre les pays mentionnés dans le présent paragraphe seront peut-être liées à la différence des « hypothèses philosophiques », et de l'organisation territoriale des pays étudiés.

Mais en dépit de nombreuses différences de détails identifiées ci-dessus, le tableau général des gouvernements locaux, les relations des citoyens sont très similaires dans les quatre pays étudiés. Dans le même temps, cette image n'est pas très simple. Il ne serait pas vrai de croire que l'existence même des collectivités locales n'a pas d'importance pour l'opinion publique. La plupart des gens sont plus satisfaits avec les autorités locales qu'avec les activités du pouvoir central. Ils pensent que leur administration municipale fonctionne relativement bien. Et ils pensent que les autorités locales tentent de représenter les intérêts non seulement de petits groupes sélectionnés mais surtout de l'ensemble des communautés locales.



Mais il serait tout aussi simpliste de croire à une image idéale de gouvernement local: bien-aimée, méritant la confiance de tous et mobilisant des communautés locales pour des activités conjointes d'intérêt public. Premièrement, les avis positifs cités dans le paragraphe précédent ne sont pas univoques. De nombreux citoyens décident de rester non impliqués, et ils n'ont pas la possibilité de faire leur propre opinion sur la performance des gouvernements locaux.

Il y a une peur très répandue de la corruption locale, mais il convient de noter qu'au moins en Hongrie (mais pas en Pologne), il y a une conviction générale que l'autonomie de l'administration locale est plus équitable que celle de l'Administration Centrale. En Slovaquie et en Pologne, le taux de participation aux élections locales est généralement beaucoup plus faible que dans les élections parlementaires et surtout lors des présidentielles. Ceci est juste un autre exemple d'un niveau de participation généralement faible et de la perception relativement faible de l'importance de la politique locale.

Ce qui est intéressant à souligner est que l'évolution globale de la perception qu'on a des gouvernements locaux n'est pas négative. Par ailleurs, sur certaines dimensions, telles que les niveaux de confiance, c'est plutôt positif et stable dans une large mesure. En revanche, le soutien aux institutions politiques centrales (gouvernement, parlement, et président) fait apparaître des variations considérables même sur une période relativement courte. Dans certains cas, nous avons noté des attentes très élevées à l'endroit des gouvernements locaux au début de la période de transition parce qu'il y avait une certaine déception peu après le début de leur mandat. Mais alors le niveau de confiance, de satisfaction et d'intérêt à l'endroit des gouvernements locaux s'est stabilisé à un niveau peut-être inattendu, mais pas catastrophique non plus.

Enfin, les attitudes des citoyens sont très diversifiées. Les opinions de certains d'entre eux peuvent être appelées «appréciation active», d'autres «approbation passive" et d'autres encore «retrait méfiant» des affaires publiques locales. Chacun de ces trois groupes est assez large pour se faire distinguer et de nous éviter une facile banalisation des opinions.

### **Recommandations pratiques**

Y-a-t-il des recommandations pratiques découlant de l'étude? Elles peuvent être résumées en ces points qui suivent:

- **Les gouvernements locaux des pays étudiés sont bien établis et reconnus comme ayant des institutions démocratiques.** Il en est ainsi malgré les nombreux inconvénients signalés dans la section sur la démocratie locale ci-dessus. Par conséquent, la consolidation du renforcement des pouvoirs locaux et les positions des gouvernements semblent être une méthode rationnelle pour renforcer l'ensemble du système démocratique.
- **Plus d'informations sur les réformes de décentralisation sont nécessaires.** Dans la plupart des cas décrits, la majorité de la population soutenait la mise en œuvre des réformes sur de la décentralisation. Mais ce soutien, parfois s'évapore avec le temps. Et il existe des suggestions évidentes que cela pourrait être au moins partiellement en raison du niveau insuffisant d'informations sur les objectifs et les conséquences pratiques des réformes introduites ;
- **D'autres études sont nécessaires.** Nous sommes plus informés sur les techniques utilisées pour améliorer la communication entre les gouvernements locaux et les citoyens, mais il y a un manque de renseignements systématiques sur les résultats de la mise en œuvre pratique et l'utilisation de ces techniques. Par conséquent, la première recommandation est que d'autres études sur ces questions sont nécessaires.

De plus, nous connaissons les techniques utilisées par les gouvernements locaux. Mais, en opérant à partir des études de cas plutôt que sur un niveau d'analyse systématique, nous ne savons pas comment elles sont largement répandues. Cela nécessite certainement plus d'enquête.

D'autres consultations sont nécessaires, mais elles ne doivent pas être seulement en faveur des groupes les plus actifs. Les gouvernements locaux doivent absolument être encouragés à entreprendre des actions visant à connaître les préférences de leurs citoyens, pour en tenir compte lors de la formulation des politiques locales. Toutefois, il convient de noter que le processus de consultation a aussi ses pièges, qui devraient être évités. Parce que souvent il y a des groupes relativement petits qui sont les plus actifs dans l'expression de leurs opinions, on doit faire attention à ce que l'utilisation de différentes techniques de communication à l'endroit du public ne conduise pas à des politiques arbitraires qui privilégient des groupes donnés.

Avant tout, prenez en compte la qualité des services. Considérant la faible volonté des citoyens d'être directement impliqués dans la formulation des politiques, l'amélioration de la qualité des services locaux serait parfois la meilleure stratégie pour relever le niveau de satisfaction des citoyens non pas seulement en ce qui concerne les actions du gouvernement local mais aussi avec la qualité de la démocratie locale. Dans de nombreux cas, ceci serait plus important que l'application des différentes formes de communication et de gouvernance interactive. Les résultats obtenus de l'étude dans le chapitre sur la Hongrie suggère que dans les localités qui offrent souvent des meilleurs services ont tendance à croire que leurs préférences ont été prises en compte dans la formulation des politiques. D'autre part dans les localités où le service est de mauvaise qualité, les citoyens ont tendance à croire que leurs préoccupations n'ont pas été prises en compte.

L'analyse de ces échantillons et d'autres font apparaître trois caractéristiques structurelles qui sont généralement inclus dans les éléments de conclusion et de recommandations :

- Conclusion et recommandations :**
- *Synthèse des principaux résultats*
  - *Ensemble de recommandations politiques*
  - *Remarques finales*

Le reste de cette section, examine chaque caractéristique pour faciliter la compréhension et donner une orientation lors de rédaction de ces éléments de votre document de politique publique.

- Synthèse des principaux résultats

La synthèse fait ressortir les points saillants de la description du problème et les éléments de l'option

Les éléments de la conclusion et des recommandations commencent habituellement par une synthèse des plus importants résultats issus de l'étude des deux derniers éléments (description du problème et options de politique). Parce qu'une étude sur les politiques publiques pourrait être longue, complexe et détaillée, tirer des conclusions et faire une analyse et produire une synthèse des principales conclusions est une étape importante précédant les recommandations spécifiques. Toutefois, cette partie devrait être composée de plus qu'un résumé ou la répétition des principales conclusions, c'est-à-dire une synthèse qui relie et qui met en exergue les résultats significatifs de l'analyse et qui sert d'arguments et de justifications pour les recommandations politiques qui vont suivre.

Dans l'échantillonnage des deux éléments de conclusion et de recommandation analysé ci-dessus, il est évident que les deux auteurs soient très confiants et déterminés dans la synthèse et les conclusions de leurs recherches, et ceci est un facteur important dans la rédaction efficace de cet élément. Toutefois, il existe des différences significatives entre les deux échantillons en termes de longueur et de niveau de détail inclus dans la synthèse. La synthèse de l'échantillon (ii) se compose d'un court paragraphe, alors que cette partie dans l'échantillon (iii) est étalée sur plus d'une page. Il est impossible de donner la longueur exacte des orientations vu la complexité de l'étude, la méthodologie employée, les données utilisées et le nombre de questions à analyser et tous les impacts sur la durée de cette fonction.

Lors de la rédaction de cette partie de votre document de politique publique, il est nécessaire de considérer avec attention les résultats les plus significatifs devant faire partie de votre conclusion et quels détails donnés pour que les recommandations que vous proposez pour le document de politique publique suivent une logique. Cependant, vous devez garder à l'esprit que le but de cette partie consiste à passer en revue les résultats les plus significatifs et de passer à la présentation des recommandations aussi rapidement que possible.

- *Ensemble de recommandations politiques*

Présentez les mesures proposées pour résoudre le problème politique

Cette partie présente les étapes pratiques qui doivent être prises pour appliquer l'option de politique choisie soutenue par les éléments précédemment développés pour les options de politique du document. Cette partie est au cœur de l'ensemble du document de politique publique, puisque le but ultime de cette étude n'est pas de

recueillir et d'analyser les données sur un problème de politique, mais de développer un ensemble de des recommandations sur la base des recherches menées.

Afin de convaincre le lecteur que vos recommandations proposées constituent le meilleur moyen de résoudre le problème de politique soulevé à travers l'étude, il est crucial que les recommandations soient claires, pratiques, persuasives, logiques et complètes. En rédigeant des recommandations pertinentes, prendre en considération les différentes approches d'auteurs pourrait servir de guide. Par exemple, l'auteur de l'échantillon (iii) qui a élaboré cette section "Recommandations pratiques», indique clairement aux lecteurs que les mesures proposées fournissent une solution pratique au problème politique. Cet auteur donne aussi un aperçu clair et concis de chaque recommandation en une seule phrase qui est suivie d'autres explications et des justifications pour chaque recommandation, par exemple:

- Plus d'informations sur les réformes de décentralisation sont nécessaires. Dans la plupart des cas décrits, la majorité de la population soutenait la mise en œuvre des réformes sur de la décentralisation. Mais ce soutien, parfois disparaît avec le temps. Et il existe des suggestions évidentes que cela pourrait être au moins partiellement en raison du niveau insuffisant d'informations sur les objectifs et les conséquences pratiques des réformes introduites.

En revanche, l'ensemble des recommandations présentées dans l'échantillon (ii) sont très concises et spécifiques et chacune est composée d'une seule phrase, par exemple, " 5. Les informations présentées dans les procédures de fixation des prix devraient être rendues public". En se prononçant sur une approche de rédaction de vos recommandations, vous devez penser à l'approche qui convient le mieux au domaine en question, aux conclusions de votre étude et les types de solutions que vous proposez.

#### **L'analyse de documents de politique publique publiés**

Passez rapidement en revue les éléments de l'échantillon de conclusion et des recommandations contenus dans l'encadré précédent, et examinez:

- la présentation de l'ensemble des recommandations en termes de mise en page et le format.

Séparez et présentez la solution proposée en des mesures distinctes

Habituellement, la solution pratique à un problème de politique est la définition de la stratégie de mise en œuvre, et donc une seule recommandation ne pourra fournir une solution complète. Par conséquent, les auteurs scindent généralement les recommandations en propositions distinctes dont chacune aborde un aspect du problème et de la solution, comme on le voit dans les deux échantillons étudiés. Par exemple, l'échantillon (ii) présente six aspects différents de la politique proposée sur la sous-traitance des services publics. Cela montre que les recommandations sont un ensemble de propositions pratiques à mettre en œuvre et rend l'ensemble des recommandations proposées aussi clair et convaincant que possible. En scindant et en présentant leur série de recommandations, les auteurs utilisent différentes approches et formats pour s'assurer que les lecteurs peuvent clairement et immédiatement voir les recommandations. Les recommandations peuvent être:

- Mises dans des sections séparées avec un titre qui indique leur importance (Échantillon (iii));
- Numérotées et indentées dans le texte (échantillon (ii));
- Séparées en utilisant des puces (échantillon (iii));
- Mises en italique pour mettre en évidence l'élément clé ou une idée principale (l'échantillon (ii)).

Lorsque vous rédigez un ensemble de recommandations, demandez-vous comment elles peuvent logiquement être scindées dans des propositions séparées, et quelle approche vous pouvez utiliser pour les rendre clairement identifiables.

### Remarques finales

Les remarques finales complètent et mettent un terme au document.

Les auteurs choisissent parfois d'insérer quelques brèves remarques finales pour mettre fin à l'argument développé dans le document de politique publique. Cette partie sert également à donner au lecteur quelques réflexions finales sur l'objet du document. Une approche commune adoptée par les

auteurs de cette partie est de mener un débat holistique sur le sujet c'est à dire remettre le nœud du sujet au cœur du contexte du problème ce qui généralement sert d'élément d'introductif du document. Ceci pourrait donner un sens d'exhaustivité et d'intégralité au document et peut effectivement mettre fin à l'argument en montrant au lecteur que l'application des solutions proposées au problème aura un impact plus large sur la société.

Le paragraphe final de l'échantillon d'analyse (ii) est une illustration précise d'une telle approche. En revanche, l'auteur de l'échantillon d'analyse (iii) choisit de ne pas insérer les remarques finales et vous pourriez penser que l'insertion d'une telle partie est convenable au contexte de votre étude.

### **Liste de contrôle de rédaction**

Les questions suivantes peuvent servir d'orientation lors de la rédaction de cet élément de votre document:

- Avez-vous uniquement synthétisé les principaux résultats de l'étude?
- Vos recommandations sont-elles logiquement scindées en différentes mesures et clairement présentées?
- Toutes les recommandations sont-elles écrites de manière pertinente?
- La conclusion donne-t-elle un sens de complétude au document?

## 5.9 Notes de Fin

Les remarques finales sont plus fréquemment utilisées dans l'étude sur les politiques que les notes bas de pages

Les documents de politique publique comprennent souvent une page mise à part intitulée "Notes de fin" ou "Notes" à la suite de la partie de la conclusion et des recommandations. Cet élément est constitué d'une liste de nombres avec des notes correspondant aux mêmes numéros dans le corps du document à des endroits précis. Dans certaines publications, la préférence est donnée à un style « notes en bas de page », c'est-à-dire comprenant de telles notes dans le corps du document au bas de la page concernée. Les notes de notes ou les notes de bas de page sont utilisées dans certaines disciplines comme la méthode d'indication de référence de toutes les sources, mais ceci n'est pas courant dans l'étude de politique. À l'intérieur, les systèmes de citation « auteur-date » sont couramment utilisés dans les documents de politique publique, toutes les deux notes : les notes de bas de page ou les notes de fin sont permises et de nombreux éditeurs précisent leur préférence. Bien que cette annotation soit admise dans ces systèmes, le rédacteur est encouragé à utiliser peu de notes autant que possible. L'analyse suivante met en évidence les fonctions de cet élément du document de politique publique.

### L'analyse de documents de politique publique publiés

Examinez les notes de fin de l'échantillon d'analyse du document de politique publique (III): «Entre Active Appréciation, Passive approbation et Méfiant retrait » (Swianiewicz, 2001) et prenez en compte:

***les fonctions des six remarques finales.***

Notes

1. Pour plus d'informations sur la comparaison de la réforme de la décentralisation dans les quatre pays étudiés, voir par exemple, Baldersheim et al. (1996).
2. Le projet LDI a été parrainé par le gouvernement norvégien et coordonné par Harald Baldersheim de l'Université de Bergen en Norvège.
3. Il est beaucoup plus difficile de formuler des conclusions définitives sur la Hongrie, pour lequel nous n'avons pas d'informations similaires sur les valeurs politiques locales». Prenant en compte la fragmentation territoriale, on pourrait s'attendre que la Hongrie devrait être plus semblable à la République Tchèque et la République Slovaque qu'à la Pologne. Mais après avoir observé les discussions des Hongrois sur les gouvernements



locaux au cours de la dernière décennie, on pourrait porter une grande attention sur la décentralisation des services et l'efficacité de leur prestation.

4. L'enquête a été menée sur un échantillon représentatif des populations locales en avril 2000 par IVVM en République Tchèque, par TARKI en Hongrie, par Vilmorus en Lituanie et par des organisations communautaires en Pologne. Malheureusement, la Slovaquie, le quatrième pays étudié dans ce livre, n'était pas inclus dans l'enquête citée.

5. Il convient d'ajouter que certains maires ont choisi la carrière politique au plus haut niveau des gouvernements locaux après la réforme de 1988. Toutefois, ce nombre relativement faible ne change pas le tableau général de la forte proportion de maires qui perdent leur poste à la suite des élections ultérieures.

6. Les données sur la République Tchèque sont manquantes, mais il n'y a aucune raison de croire que les situations diffèrent considérablement des trois autres pays

De l'analyse qui précède, il est évident que les fonctions de notes de fin sont les suivantes:

- *Fournir des analyses complémentaires, l'explication ou la définition des termes.*

Les remarques de fin donnent des informations additionnelles et identifient d'autres sources.

Dans ce cas, les informations complémentaires sont en rapport et soutiennent le texte principal, mais ne sont pas insérées dans le corps du document parce qu'il n'est pas essentiel pour soutenir les principaux arguments invoqués dans le document et leur inclusion interromprait le cours de la discussion. Dans l'échantillon d'analyse (iii), l'auteur utilise toutes les notes de fin, sauf une à cette fin. Parfois, les auteurs choisissent d'indiquer clairement que l'information complémentaire est fournie dans la note de fin, comme c'est le cas à la note 5, qui commence, par « il convient d'ajouter que .... »

- *Orienter les lecteurs intéressés vers les sources où des informations complémentaires ou des renseignements généraux peuvent être trouvés sur les questions examinées dans le corps principal du document.*

De toute évidence, un auteur ne peut pas apporter une description détaillée de chaque aspect de toutes les questions dans le document, d'où des notes de fin peuvent conduire les lecteurs intéressés à d'autres sources utilisées pour l'étude. La première note dans l'échantillon d'analyse (iii) sert à cela, comme c'est clairement indiqué au début de la phrase, "Pour plus de détails sur .... "

## 5.10 Bibliographie

La bibliographie permet aux lecteurs d'accéder à la source de son argument

Une bibliographie ou une liste de sources de référence est un élément clé d'un document de politique, car elle permet à vos lecteurs un accès facile à la base de votre argumentation. En insérant une liste d'œuvres citées, vous permettez au lecteur de juger sur cette base que vous avez construit votre argumentation et aussi leur fournissez un guide complet sur les sources actuellement disponibles sur le sujet et la région en question, qu'ils peuvent ensuite utiliser dans leurs propres travaux. En fait, l'inclusion d'une bibliographie peut revêtir une importance particulière pour les spécialistes de la politique étudiée qui souhaitent influencer les opinions des analystes politiques. Cette sous-section examine deux principales questions d'importance en ce qui concerne la bibliographie.

- ***Suivre les règles sur les styles de citation de votre discipline/éditeur***

L'étude de politique utilise le style : auteur-date-citation-convention

Afin de construire une compréhension commune de la manière dont les sources doivent être insérées et référencées dans les textes, la plupart des disciplines adoptent une série de styles de citation qui convient à leurs fins. Dans le domaine de l'étude de politique, la convention est un style : « auteur-date », par exemple, (Hackett, 2001). Comme mentionné dans la section 5.6.2, différents styles de citations bien établis de type « auteur-date » existent, par exemple, APA et Chicago. Pendant que ces types de styles de citation sont généralement classés en fonction de la méthode d'indication de référence des sources au sein du texte, par exemple, auteur-date ou la remarque, ils donnent de détails sur la manière dont les listes de référence / bibliographies doivent être élaborées. L'exemple suivant montre une référence bibliographique « auteur-date » au sein du système APA: Dornbusch, Rudiger et Stanley Fischer (1987) *Macroeconomics*. (4th ed). New York: McGraw-Hill.

L'annexe B est inclus pour vous donner un aperçu selon le style APA « auteur- date » et comprend des guides sur la façon d'insérer une référence dans le texte ainsi que la

façon de construire une référence pour de telles sources comme livres, articles de revues, journaux/magazines et publications du gouvernement dans votre bibliographie.

Le style de citation APA « auteur-date » a également été suivi dans cette publication et, par conséquent, un examen de la section des références montre un échantillon complet d'une bibliographie en style APA.

Cherchez à savoir quel modèle de citation votre éditeur voudrait que vous suiviez

Bien que les systèmes de référence tels que l'APA ou Chicago soient bien établis, tous les éditeurs suivent ces systèmes. Par conséquent, il est important de savoir quel style de citation votre éditeur veut que vous adoptiez et que vous le suiviez constamment. En fait, si vous êtes chanceux, certains mettent ensemble des lignes directrices qui comprennent les styles de citation que vous devez suivre. D'autres pourraient juste vous dire que le style « auteur-date » est acceptable. Dans ce cas, il suffit de choisir un style et de le suivre. N'oubliez pas que même s'il pourrait au début ressembler à un dur labeur, suivre ce procédé permettra l'accès facile à votre travail pour vos lecteurs et ajoutera à votre crédibilité en tant que spécialiste en politique et aussi vous aide à développer la pratique de bonnes recherches approfondies du fait que l'enregistrement de détails est nécessaire.

#### ▪ **Spécificités de l'étude des politiques**

Il existe de nombreuses spécificités pour des situations particulières élaborées au sein des styles de citation bien établis dont deux méritent d'être mentionnées pour les spécialistes en politique provenant des PECO. Tout d'abord, en raison de la nature de certains sujets dans l'étude de stratégie, vous auriez besoin d'inclure une grande variété de sources, notamment des livres, des revues, des rapports, journaux, magazines, la législation, des documents gouvernementaux et des interviews. En raison de cette diversité de sources, Plutôt que d'énumérer simplement vos références par ordre alphabétique des auteurs, on pourrait vous demander de diviser votre bibliographie en sous-sections pour chaque type de source. Deuxièmement, lors de la rédaction de votre document de politique publique, insérer des sources qui n'ont pas été publiées en anglais pourrait vous être nécessaire..En se référant à eux dans votre bibliographie, il est recommandé que vous traduisiez les éléments clés de la citation en anglais afin de permettre au maximum de votre auditoire international d'avoir une bonne compréhension. L'exemple suivant illustre une approche commune:

Bureau des minorités nationales et ethniques (1999). *Kisebbségek Magyarországon* (Minorités en Hongrie). Budapest: Auteur.

## 5.11 Annexes

À la suite de la partie principale du document de politique, des écrivains décident souvent d'inclure des renseignements complémentaires dans les annexes. Cette sous-section traite de quatre questions pour élaborer un aperçu de cet élément du document de politique publique..

- *Les annexes soutiennent et complètent les principaux arguments développés tout au long du document.*

Les appendices apportent des arguments aux principaux arguments du document

La fonction de soutien des annexes répond aux besoins des lecteurs qui voudraient obtenir une compréhension approfondie des questions examinées dans le document. Ceci est réalisé pour permettre aux lecteurs l'accès aux informations complémentaires à celles contenues dans le corps du document. Dans l'échantillon d'analyse (ii), "Ouverture à la concurrence, la transparence et l'impartialité dans la gouvernance locale de sous-traitance des services publics » (Baar, 2001), l'auteur a inclus deux annexes: «Annexe A: Texte des dispositions constitutionnelles et couvrant liberté d'information, et les exceptions à la liberté de l'information requise (y compris les secrets de la Législation commerciale ) en Europe centrale et orientale » et «Annexe B: Décision du Médiateur hongrois - Accès du public au contrat de concession des autoroutes »..Ces annexes donnent des informations très détaillées du cadre juridique de nature à soutenir l'objectif principal de ce document sur la « sous-traitance des services publics ». Par exemple, l'annexe A contient des extraits des constitutions des treize pays membres des PECO. Si certains lecteurs sont particulièrement intéressés par les questions telles que les dispositions législatives ou contractuelles, ils peuvent alors décider d'examiner les détails juridiques.

Pour servir efficacement cette fonction de soutien, les annexes doivent être explicitement utilisées, c'est-à dire que l'auteur doit se référer à chaque annexe aux endroits appropriés dans le corps du document. Dans l'échantillon d'analyse (ii), l'auteur se réfère directement à la deuxième annexe pour la discussion sur la question de la transparence et l'utilisation de la Hongrie comme un exemple: «L'annexe B contient le texte entier de la décision du Médiateur ». De cette façon, les lecteurs comprennent bien la pertinence de l'annexe, quelle partie du document elle

soutient, et n'ont pas besoin d'essayer à traduire les motivations de l'auteur dans l'insertion des informations complémentaires.

- *Les annexes sont facultatives et ne doivent être insérées que si nécessaires.*

Beaucoup de documents de politique publique de l'échantillon analysé dans l'élaboration de ce guide ne contiennent pas des annexes. Ainsi, les auteurs doivent évaluer les avantages et les contributions de l'insertion des renseignements complémentaires dans les annexes. La réponse aux questions insérées dans la liste de contrôle de rédaction ci-dessous aidera à la prise de décisions et à justifier l'insertion d'annexes proposées.

*- Critères communs utilisés pour décider de ce qu'il faut placer dans les annexes leur type, la longueur et le niveau de détail des informations.*

Il est impossible de prescrire ce qui doit être inclus dans les annexes de chaque étude puisque la politique diffère en termes de problème de politique, des questions abordées, et de la méthodologie de recherche et des sources de données utilisées. Au moment de décider ce qu'il faut comprendre, il est important d'évaluer quel type d'information pourrait soutenir la discussion. Dans l'échantillon d'analyse (ii), l'auteur se concentre principalement sur les questions juridiques le long du document, et donc sur les sections pertinentes des règlements et des lois pour les treize pays sont insérés dans l'Annexe A comme des informations pertinentes à l'appui. Inclure de telles informations détaillées dans le corps principal du document, ferait interrompre le cours de la discussion et est donc plus adapté à un annexe. La prise en compte de la méthodologie et des données utilisées dans votre étude vous aidera également à prendre des décisions sur les informations appropriées. Par exemple, si des recherches primaires ont été menées pour l'étude, alors les copies des instruments de recherche ou d'analyse détaillée des données pourraient être incluses dans les annexes pour informer le lecteur.

- *Les annexes sont généralement divisées et identifiées par l'utilisation de lettres et de titres.*

Dans l'échantillon d'analyse (ii), on a donné aux deux annexes les lettres A et B, comme un moyen de leur identification. L'ordre dans lequel apparaissent les annexes correspond à l'ordre dans lequel ils sont mentionnés dans le corps du document. Il est également important de décrire les titres pour les annexes afin d'informer le

lecteur de l'orientation et du contenu. Les titres des annexes peuvent également être inclus dans la table des matières pour servir de référence facile pour les lecteurs.

#### Liste de contrôle de rédaction

Utilisez les questions suivantes pour évaluer si les annexes sont nécessaires pour appuyer votre document de politique publique:

- L'insertion d'informations complémentaires dans une annexe est-elle nécessaire ou serait-elle suffisante pour servir de référence dans le texte (ou note / note de fin) pour la source d'origine contenant l'information?
- Les informations contenues dans les annexes spécifiques sont-elles essentielles pour soutenir les sections de votre argumentation?

## 5.12 Index

L'index est un outil de recherche utile pour localiser des questions spécifiques

L'insertion d'un index est une composante commune des publications, en particulier les publications éditées comprenant un certain nombre de documents de politique publique. Les titres communs pour cette composante sont «Index des termes» ou «Index des sujets» et il est comme un outil de recherche puisqu'il permet d'avoir rapidement accès aux questions traitées dans la publication. Les lecteurs n'ayant pas suffisamment de temps souhaitent rapidement localiser les problèmes d'intérêt pour eux et la première chose qui pourrait les aider à trouver des parties d'un livre et de documents spécifiques qui abordent certaines questions est de consulter les index organisés en ordre alphabétique. Ainsi, l'index sert d'aperçu des mots clés contenus dans le document, et il est important qu'il représente bien le document et qu'il soit convivial. Pour mieux comprendre la compilation d'un index, il est utile d'examiner un échantillon d'analyse.

### **L'analyse de documents de politique publique publiés**

Consultez l'extrait ci-dessous provenant d'un échantillon de l'index d'une publication intitulée "La décentralisation de l'État socialiste: les finances Intergouvernementales dans les économies en transition "(Bird, Ebel et Wallich, 1995).

Examinez les questions suivantes:

- le type de termes inclus dans l'index;
- le format et la disposition de l'index.

les impôts des régions décentralisées augmentés, 367-68  
Impôt sur le bénéfice des entreprises, 160, 162, 300, 304-5  
Les entreprises: responsabilités des dépenses de, 36, 62, n20; Propriété municipale de, 167, 198, 217-18, 288; Exploitation des ressources naturelles, 392, 396;

Confusion du Roumain sur la propriété, 232-33; Mauvaise utilisation du potentiel des locaux, 9, 42, et la résistance de privatisation, x, 5, 296-97, 311, 318 n 8; Les recettes issues de la vente de, 31, 62 N18, 106, 133-34; Prestation de services publics et sociaux par, 12, 198-99, 287, 288-89, 291, 318 N5, 352-53; La propriété publique de région décentralisée de, 19, 27-28, 198, 217-18, 232-33, 274, 288; Vente au niveau des régions décentralisées de 30-31, 62 N18, 103, 106, 133-34, 351;

Fiscalité de : 42-43, 304-5

L'esprit d'entreprise: des gouvernements des régions décentralisées 28-30, 62 N17, 106, 274, 351-52

Les taxes environnementales, 163, 392

Fonds de l'environnement (Pologne), 163

L'équation: subventions globales et, 161; une formule de partage fondée et, 47, 363-64, 365; formules de subvention et, 53, 89, 96, 99, 101, 102, 161, 215; transferts intergouvernementaux ; et, 51, 273-74, 313, 360-61; telle que la question de recette inter et intra entreprise sidérurgique;, 369-71, 387-88, mesure du système russe de, 358-61; les impôts fonciers et, 268; régulation des recettes, 298; mobilisation des recettes et, 370; 61

partage des recettes et, 270-71, des subventions ciblées et, 108; affectation de l'impôt et, 212; partage des recettes fiscales et, 270-71, 358-

Fonds propres: l'affectation des dépenses et, 28, 29; les recettes des ressources naturelles et, 396, 400, et l'imposition des ressources naturelles, 45; subventions normatives et, 92; affectation des recettes et, 212

Minorités ethniques: demandes d'autonomie par, 380, 381, 384-85, 403;

Concentration géographique de, 325

Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, 179  
Charte européenne de l'autonomie locale (Conseil Européen), 156

L'Union Européenne, 41, 304

Comme il ressort de l'échantillon, l'index est composé d'une combinaison de termes généraux comme des titres qui représentent le principe fondamental d'une organisation, et plus de détails et plus de description sur chaque terme général. Les termes détaillés sont en retrait dans le texte pour permettre de voir la hiérarchie, et de multiples références de numéro de pages sont énumérées à des emplacements précis.



## 6. PUBLICATION DE VOTRE DOCUMENT DE POLITIQUE PUBLIQUE

La publication d'un document de politique publique est la principale méthode de diffusion des idées et des recommandations qui se dégagent d'une étude de politique. A travers l'édition, la fonction du document de politique publique tel un appel à l'action, peut être remplie si un large éventail de parties prenantes a l'occasion de lire le document et d'agir sur ses recommandations. La publication des documents de politique publique joue également un rôle important dans l'élargissement du débat politique sur des questions spécifiques et favorise l'ordre public communautaire dans les PECO.

La publication est un partenariat entre l'auteur et l'éditeur.

Dans le processus de publication d'un document de politique publique, un auteur entre dans un partenariat avec un éditeur. La nature d'une telle relation est mutuellement bénéfique, car les éditeurs des documents de politique publique sont aussi généralement des membres de la communauté politique, et donc ont une certaine mission qu'ils souhaiteraient réaliser à travers des publications sur la politique de certaines questions. En conséquence, ils sélectionnent les documents de politique publique dont ils se sentent en mesure d'aider à atteindre leurs objectifs en contribuant à leur publication.

Il existe un certain nombre de façons dont le partenariat peut être tissé: les auteurs peuvent prendre l'initiative et se rapprocher d'un éditeur ; beaucoup d'éditeurs font appel à la publication de documents ; ou des auteurs sont membres ou affiliés à des institutions qui appartiennent à la communauté des éditeurs de politique publique dont la publication fait partie de leur travail. Quelle que soit la nature de la relation, lors du choix d'un éditeur ou lorsqu'on est sollicité par un éditeur, les auteurs doivent s'assurer que les objectifs auxquels les deux parties souhaitent parvenir à travers la publication sont compatibles. Le processus de publication d'un document de politique publique peut être long et complexe, et cette section a pour but de vous donner des conseils sur ce processus. Bien que liées entre elles, chaque étape du processus est examinée séparément dans quatre sous-sections.

### 6.1 Un style de rédaction pour un éditeur spécifique

Suivez les instructions de l'éditeur pour écrire des documents de politique

Sur la base de la relation entre l'auteur et l'éditeur mentionnée ci-dessus, l'auteur doit tenir compte du fait que le premier public est l'éditeur sélectionné tandis que la large communauté politique représente le principal

public auquel est destiné son document de politique publique. Chaque éditeur a une conception différente de la forme structurelle, et du style des citations dans un document de politique publique, et vous devriez être très clair sur ces détails afin d'assurer que le document de politique publique que vous produisez et présentez répond à ces exigences.

De nombreux éditeurs aident les auteurs dans le processus de ciblage de leur style de rédaction qui répond à leurs exigences en produisant des lignes directrices. Ces lignes directrices peuvent souvent être trouvées sur le site de l'éditeur ou contenues dans les publications antérieures. Deux exemples de directives sont l'"Appel à communications" du Réseau des Instituts et Ecoles d'Administration Publique en Europe Centrale et Orientale (NISPAcee)<sup>11</sup> et les «Instructions pour les contributions" pour le Journal of Social Policy<sup>12</sup> (le Journal de la politique sociale). Les lignes directrices pour les documents de NISPAcee sont relativement brèves, tandis que les lignes directrices pour le Journal de la politique sociale sont beaucoup plus approfondies et détaillées. Cette dernière est divisée en plusieurs sections: Déclaration de rédaction, Mémoires, Préparation du manuscrit, texte de préparation, des preuves, et le manuscrit.

En général, les lignes directrices se réfèrent à la structure attendue, style, durée, format, les styles de citation, le droit d'auteur et les questions de politique qui devraient être l'objet d'études politiques, ainsi que l'édition et le processus d'examen. Il est essentiel de lire attentivement la présentation des directives au stade de la planification avant la rédaction de votre document de politique parce que cela va orienter l'organisation de votre document et le processus de sa rédaction. Il est également important de se conformer aux directives données, faute de quoi votre document pourrait être rejeté par l'éditeur.

Si les directives ne sont pas rendues publiques par l'éditeur ou si vous avez encore des questions qui nécessitent des précisions avant de commencer le processus de rédaction, les auteurs devraient contacter le rédacteur de la publication sur les orientations et des éclaircissements. Il est également utile d'examiner les publications récentes et antérieures de l'éditeur afin d'avoir un aperçu des attentes de l'éditeur et des styles.

---

<sup>11</sup> Disponible sur internet sur : <http://www.uk.cambridge.org/journals/jsp/spifc.ftm>

<sup>12</sup> Disponible sur internet sur : <http://www.ecn.cz/aic/NEWAIC/publadmi.htm>

## 6.2 Préparez votre manuscrit à soumettre

Tout au long de ce guide, on fait référence au projet de rédaction basé sur la croyance qu'un projet de document politique publique est un document de travail qui n'est pas dans un état achevé. Une fois que vous avez terminé une première ébauche de tous les éléments de votre document d'orientation, un processus de révision est essentiel pour améliorer l'efficacité du document. Un aspect essentiel du partenariat entre l'auteur et l'éditeur est la compréhension partagée que l'auteur aura la responsabilité de réviser le projet jusqu'à ce qu'elle soit aussi complète que possible et prêt à être soumis à l'éditeur. Il existe un certain nombre de conséquences négatives en soumettant un manuscrit qui est insuffisamment révisé: l'éditeur pourrait rejeter complètement le manuscrit, le processus de révision du manuscrit en collaboration avec l'éditeur va être considérablement plus long et plus complexe; l'éditeur aura une impression négative de l'auteur si un travail inachevé et bâclé est soumis. Par conséquent, ce processus de révision fait partie intégrante du processus de rédaction en entier et il serait utile de réfléchir attentivement à l'élaboration d'un processus efficace et efficient de révision.

### Liste de planification

Examinez les questions suivantes pour vous aider à planifier un processus de révision efficace:

- Comment abordez-vous le processus de révision?
- Quelles sont les étapes à franchir?
- Pendant combien de temps prévoyez-vous la révision du document?
- Qui d'autres impliquez-vous dans le processus de révision?

Chaque auteur se rapproche de la tâche de réviser un projet de document d'une manière différente, et il n'y n'existe pas de procédure correcte qui doit être suivie. Toutefois, l'exemple suivant de six étapes du processus de révision<sup>13</sup> pourrait fournir des orientations pour cette importante phase vers la publication:

---

<sup>13</sup> Adapté de Sigismund Huff (1999)

Exemple de processus de révision:

- *Revérifier le contenu de chaque élément du document de politique;*
- *Revoir le style du projet de document;*
- *Réviser le langage du projet de document;*
- *Examiner le ton du papier;*
- *Relire et réviser le document en entier un certain nombre de fois..*
- *Demander à des collègues à examiner le document*

- *Vérifiez de nouveau le contenu de chaque élément de la communication politique*

Evaluez la pertinence de tout le document, de chaque élément structurel et textuel

Dans une première étape, il est utile de revenir aux directives de l'éditeur et assurez-vous que vous avez complété tous les éléments structurels nécessaires. Ensuite, la pertinence et la conformité de chaque élément doivent être évaluées en termes de caractéristiques structurelles et textuelles ainsi que le (s) but (s) servi(s). Un moyen courant de l'évaluation de l'efficacité est de le faire à l'aide d'une liste de contrôle d'édition. Développer votre propre liste ou s'adapter à une liste de contrôle existante peut guider dans le processus d'édition et vous aider à vous assurer que vous n'oubliez pas de passer en revue certains points importants. La liste ci-dessous a été élaborée en fonction de l'examen de chacun élément du document de politique publique dans ce livre.

## Liste de contrôle de rédaction

Utilisez la liste ci-dessous pour évaluer et examiner le contenu de votre document de politique publique. Si une question ou un élément n'est pas clair, il peut être utile de relire la section appropriée du guide pour améliorer votre compréhension.

### ***Efficacité globale***

- Est-ce que votre document permet effectivement d'atteindre son objectif de présenter un efficace argument en faveur de l'option de politique choisie?
- Avez-vous présenté l'argument dans votre document d'une manière qui permet de convaincre votre principal public cible?
- Avez-vous fait la déclaration d'intention, c'est à dire, avez-vous dit ce que vous aviez l'intention de faire dans le document?

### ***Efficacité du titre***

- Le titre est-il intéressant, clair, concis et descriptif?
- Le titre contient-il des mots clés qui indiquent clairement l'orientation et le problème abordés dans le document?

### ***Efficacité de la table des matières***

- La table des matières donne-t-elle un aperçu clair du document?
- Est-elle clairement scindée et formatée?
- Les intitulés des sections et sous-sections sont-ils écrits de manière efficace?

### ***Pertinence du résumé/résumé sommaire***

- Le résumé donne-t-il une bonne présentation du document?
- contient-il tous les outils nécessaires pour bien présenter le document?
- Donne-t-il envie de lire le document en entier?

➤ ***Pertinence de l'introduction***

- L'introduction convainc et prépare-t-elle le lecteur à lire l'ensemble du document?
- Le problème politique est-il clairement défini et de manière convaincante?
- La déclaration d'intention est-elle efficace?

***Pertinence de la description du problème***

- Est-ce que la description de votre problème convainc les lecteurs qu'il existe un problème urgent?
- Avez-vous inclus une description ciblée des origines et du contexte actuel du problème politique?
- Les divers aspects des arguments sont-ils suffisamment et efficacement soutenus et développés?
- Les sources sont-elles utilisées efficacement pour appuyer vos arguments?
- Toutes les sources secondaires sont-elles citées de manière appropriée et cohérente (suivant les styles citation préférés de l'éditeur)?
- Les données sont-elles clairement présentées dans les tableaux ou figures ?

***Pertinence des options de politique***

- Les options de politique démontrent-elles que votre choix alternatif représente la meilleure solution au problème de politique?
- Le fondement sur lequel vous avez évalué chaque option, à savoir, le cadre d'analyse est-il clairement défini?
- Les solutions politiques possibles sont-elles présentées et évaluées?
- Votre position sur chacune des alternatives est-elle clairement indiquée et bien argumentée?
- Toutes les sources secondaires sont-elles citées de façon appropriée et cohérente (suivant les styles de citation préférés de l'éditeur)?
- Est-ce que les données sont clairement présentées dans des matrices ou figures ?

### ***Pertinence de la conclusion et des recommandations***

- Cet élément décrit-il clairement un cadre d'action pour résoudre le problème politique?
- Cette section donne-t-elle un sentiment de complétude au document?
- Les recommandations sont-elles clairement écrites et pratiques dans leur nature?
- Les recommandations sont-elles facilement identifiables dans le texte?
- Si un lecteur ne regardait que l'introduction et la conclusion, serait-il en mesure d'avoir une bonne compréhension du document?

### ***Pertinence des notes de fin***

- Avez-vous suivi les styles de notation préférés de votre éditeur, à savoir, notes de fin ou notes de bas de pages?
- Toutes les notes contribuent-elles à soutenir le corps du document?

### ***Pertinence de la bibliographie***

- Avez-vous inclus une référence bibliographique pour toutes les sources référencées dans votre document?
- Avez-vous toujours suivi les styles de citation préférés de votre éditeur?

### ***Pertinence des annexes***

- Tous les annexes sont-elles pertinentes et appropriées pour soutenir le document?
- Les annexes sont-elles utilisées efficacement, c'est à dire, y-a-t-il une référence directe à chaque annexe dans le corps du document?

- *Revoir le style du projet de document*

Considérez la clarté, la cohérence et de la concision de votre projet de document

Cette étape consiste à améliorer la clarté, la cohérence et la concision dans la communication de votre message aux lecteurs. L'importance de ces questions est évidente du fait que même si votre document peut contenir un message très important, s'il n'est pas présenté et communiqué clairement et succinctement, il ne sera pas bien compris par les lecteurs. En conséquence, l'efficacité du document de politique publique en tant que outil de décision sera sérieusement entravée. A cette étape de révision, il est utile de réfléchir au grand éventail de lecteurs potentiels de votre document, et d'envisager sérieusement à rendre clairs et compréhensibles vos arguments et l'utilisation de concepts et les terminologies qui sont à leur portée. Il est également crucial de veiller à ce que la cohérence soit bien établie au sein de chaque élément et entre les différents éléments du document de politique publique. La dernière considération est liée à la longueur du projet: il est fréquent qu'un premier projet soit long, mais prendre le temps de produire une rédaction plus concise rend la communication facile pour le lecteur et satisfait aux restrictions de longueur habituellement indiquées par les éditeurs.

### Liste de contrôle de rédaction

Utilisez la liste suivante pour orienter votre analyse du style d'édition:

- Présentez-vous les arguments de façon directe et logique qui permet à un large éventail de lecteurs de vous suivre et de vous comprendre facilement (des spécialistes et non-spécialistes)?
- La structure du document est-elle claire et facile à suivre?
- Les sections et paragraphes se suivent-ils logiquement les uns et les autres?
- Est-il facile de trouver des informations précises dans le document?
- Est-ce que le système de titres et sous-titres guide les lecteurs du document de façon claire et efficace?
- Tous vos lecteurs comprennent-ils le langage et la terminologie que vous utilisez dans votre document?
- Pouvez-vous trouver et extraire des mots supplémentaires qui n'apportent rien à la



- *Réviser le libellé du projet de document*

Réviser  
votre  
projet pour  
corriger les  
erreurs de  
langage

Lors de la rédaction d'un premier projet d'un document de politique, les auteurs pourraient ne pas considérer explicitement la justesse du langage qu'ils utilisent à l'endroit du public cible et les sujets abordés. Lorsqu'on se concentre sur les questions de fond, les auteurs ont aussi tendance à faire imprudemment ou habituellement des erreurs de langage qui doivent être vérifiées. Même si les manuels de style ou des livres de grammaire peut être utiles à vous dans cette tâche, ils contiennent très souvent des règles normatives (par exemple, éviter la voix passive) qui ont une valeur limitée en raison de ce qu'elle ne peut pas examiner l'objet et le contexte dans lequel vous utilisez certaines structures langagières, par exemple, dans le but d'insister.

Toutefois, vous devez vérifier soigneusement votre document par rapport à l'utilisation de la langue, en gardant à l'esprit la justesse de votre contexte. Si trop d'erreurs de langage se produisent dans un document, l'efficacité et la clarté dans la communication du message désiré sera perturbée. Soumettre un manuscrit qui contient de nombreuses erreurs de langage, pour publication a aussi de conséquences négatives puisque l'éditeur va considérer que l'auteur n'a pas rempli sa part du partenariat de manière adéquate dans la préparation de leur projet de publication. En outre, quand il s'agit de la phase de révision avec l'éditeur, il est plus productif à la fois pour l'éditeur et l'auteur, d'orienter les révisions et les discussions sur le contenu des questions de fond plutôt que sur les erreurs de langage.

Chaque auteur a ses propres besoins individuels concernant l'utilisation du langage, et vous devriez envisager d'accorder une attention particulière aux sujets linguistiques dont vous avez besoin lors de la révision de votre document. Certaines des préoccupations les plus communes pour les auteurs concernant l'utilisation des langues sont examinées dans la liste de contrôle d'édition de langage d'usage à l'Annexe C, et ceci peut fournir un point de départ utile à ce stade de la révision. Pour une discussion approfondie sur l'usage de la langue, il est utile de consulter un bon document de référence sur le langage<sup>14</sup>.

---

<sup>14</sup> For example, Murphy (1994); Swan (1996); Vince (1994).

- *Considérer le ton du document.*

Assurez-vous  
que votre  
document  
établit et  
maintient le  
ton désiré

C'est une prise en compte importante lors de la correction de votre manuscrit et il est étroitement lié à l'étape précédente. L'importance de cette question réside dans le fait que votre document représente votre voix et vise à impliquer les lecteurs dans un dialogue avec vous sur les questions que vous abordez dans votre document. Par conséquent, votre document doit établir et saisir les tons que vous voulez atteindre :

pour communiquer efficacement votre message. Vous devez décider du type d'écho que vous souhaitez réaliser, par exemple, occasionnel, formel ou professionnel. En plus de la pertinence du ton pour le public et la publication, vous devriez également évaluer la cohérence du ton, c'est à dire la mesure dans laquelle le même ton est maintenu tout au long du papier. C'est un aspect difficile dans le processus d'examen, mais l'approche et les questions suivantes pourraient vous aider.

### Liste de contrôle de rédaction

- Quel ton voulez-vous imprimer à votre document?
- Quels sont les mots clés qui décrivent l'écho voulu?
- En lisant votre document, cela vous sonne-t-il bien? Est-ce que vous pouvez-vous entendre parler? <sup>15</sup>

- *Relire et réviser le document en entier un certain nombre de fois.*

Après avoir révisé les questions particulières du projet, de nombreux auteurs se livrent à de multiples rédactions du document dans son ensemble jusqu'à ce qu'ils soient satisfaits que le document est semblé finalisé et présenté comme ils auraient voulu.

---

<sup>15</sup> Sigismund Huff (1999).

Refaites l'ébauche jusqu'à ce que votre document soit prêt à être soumis

Les auteurs adoptent un certain nombre d'approches à ce stade: certains conseillent aux auteurs d'abandonner le document pour deux jours et de le reprendre ensuite avec une perspective nouvelle, ce qui pourrait aider à améliorer certains aspects négligés au cours des étapes précédentes de rédaction. Pour voir plus clairement le document en entier, c'est une bonne idée d'en imprimer une copie et de travailler sur une feuille plutôt que sur un ordinateur. Ainsi vous vous donnez une occasion de prendre des notes à des endroits spécifiques du document. Certains auteurs constatent également que la lecture à haute voix à partir d'une copie du document aide à appréhender certains problèmes linguistiques et stylistiques qui sont facilement négligés lors de la lecture sur un écran d'ordinateur.

- *Demandez à des collègues d'examiner le document.*

Recherchez des critiques constructives venant d'autres de la communauté politique

Après avoir terminé votre propre révision du document, il peut s'avérer très bénéfique pour vous d'obtenir des commentaires et conseils des autres car ils peuvent soulever de nouvelles questions, faire des suggestions utiles et offrir de multiples commentaires sur votre travail. Si l'étude de politique publique a fait objet de recherche et / ou a été écrite par une équipe, d'autres membres de l'équipe doivent être mis à contribution pour détecter les failles. Si vous écrivez seul le document de politique publique, il est essentiel de choisir soigneusement les commentateurs, mais vous devez savoir que le document de politique publique est un document long et son examen demande assez de temps. Si possible, demandez des conseils à un membre de la communauté politique ayant une expérience en conseils.

Pour que cette étape du processus de publication soit productive, vous ne devriez pas seulement obtenir les éloges de vos collègues. Les résultats seront plus bénéfiques si vous demandez spécifiquement des critiques constructives et des suggestions concrètes sur la façon d'améliorer le document. Lorsque vous recevez des réactions, il est important de ne pas considérer que les critiques vous sont adressées personnellement, mais gardez à l'esprit que les évaluateurs donnent leur avis sur votre travail et vous devriez sérieusement prendre en compte de telles opinions et évaluer l'impact des suggestions sur l'efficacité de votre document et de réviser votre document en conséquence.

Le cycle de révision pourrait se poursuivre indéfiniment, mais il est important de savoir quand finaliser le projet et le soumettre à l'éditeur. Bien qu'il soit difficile de savoir exactement quand arrêter, si vous avez suivi un processus de révision à de

multiples-étapes et, si vous êtes confiant que le projet est finalisé comme vous pouvez le faire, alors vous êtes prêt à le soumettre. Répondre à la question suivante pourrait aider à évaluer le moment de cette décision: Pensez-vous que vous avez correctement rempli votre rôle dans le partenariat pour obtenir le document à l'état final?

### 6.3 Soumission du manuscrit

Soumettez le document selon la manière exigée par l'éditeur

Lorsqu'un un auteur a terminé les étapes du processus de révision approfondie et qu'il est convaincu que son document de politique publique est finalisé, la prochaine étape dans le processus de publication est la soumission du manuscrit à l'éditeur.

Comme ce fut le cas pour la structuration et le formatage d'un document de politique publique, c'est de la responsabilité de l'auteur de suivre les instructions de l'éditeur concernant la soumission. Par exemple, si l'éditeur demande que vous soumettiez le manuscrit par voie électronique au format A4, il est crucial de s'y conformer. Ceci peut ressembler à une banalité, toutefois, les éditeurs travaillent simultanément avec de nombreux manuscrits et leur travail d'édition est rendu plus facile s'ils fonctionnent avec un format standard.

Bien que chaque éditeur ait des exigences différentes pour la soumission de manuscrits, leurs exigences communes comprennent le nombre de manuscrits demandé, la méthode de soumission (courrier postal ou électronique), le nom et l'adresse du destinataire, date limite de la soumission, format du document (format du papier, l'espacement, police). Si les lignes directrices de présentation ne vous ont pas été explicitement fournies par l'éditeur, il est important de contacter la direction pour obtenir des conseils. Bien que n'étant pas souvent mentionnée dans les lignes directrices, c'est aussi une bonne idée d'inclure une courte lettre d'accompagnement dans la soumission du manuscrit car cela non seulement soutient le manuscrit, mais favorise également la relation entre l'auteur et l'éditeur.

### 6.4 Travailler avec votre éditeur le long du processus de publication

Cette étape dans le processus de publication se produit si la décision a été prise d'accepter un manuscrit pour publication. Si un manuscrit est refusé, l'auteur doit demander à l'éditeur une explication afin d'avoir une compréhension claire de la raison d'être de la décision. De cette manière, les auteurs peuvent apprendre de

l'expérience et peut-être réviser le manuscrit à soumettre à une autre publication. Il est également important de ne pas prendre un refus de manière personnelle: de nombreux facteurs peuvent entraîner le refus d'un manuscrit et un partenariat de travail entre l'auteur et l'éditeur potentiel n'est pas toujours possible.

Si le manuscrit d'un auteur a été accepté, alors commence l'étape finale vers la publication. Les points qui suivent examinent ce processus du point de vue des deux partenaires.

**- L'édition d'un manuscrit est un processus de collaboration.**

La soumission du manuscrit ne signifie pas que le rôle de l'auteur dans le processus d'édition est terminé. Cette étape est un processus concerté de l'édition d'un manuscrit pour publication et implique généralement un certain nombre d'individus, par exemple, l'éditeur, les réviseurs, les correcteurs de preuves, en général, et bien sûr, l'auteur. Les rôles et les thèmes de chaque personne qui examine votre document sont assez différents, par exemple, les commentateurs ont tendance à être des experts sur le terrain et fournissent une réaction sur le contenu des questions, alors que les correcteurs de preuves se concentrent généralement sur des questions comme l'usage de la langue, le style et le ton. Le processus d'édition peut être assez long, en fonction des facteurs tels que le nombre de personnes impliquées, la durée de révision du manuscrit, la qualité du document, et l'ampleur de la discussion et la révision nécessaire pour satisfaire à la fois l'auteur et l'éditeur. L'éditeur a la responsabilité de veiller à ce que tous les documents publiés par leur organisation soient de la plus haute qualité possible et ciblent efficacement leurs lecteurs. L'auteur a la responsabilité de travailler avec l'éditeur afin de s'assurer qu'ils produisent un document qui satisfait à la fois les besoins de l'éditeur et représente le mieux ceux de l'auteur en tant que contributeur à la communauté politique.

- *L'édition est un processus de négociation.*

L'édition est un processus de négociation et de collaboration visant à satisfaire à la fois les écrivains et les éditeurs

Après que les révisions du manuscrit ont été menées par un certain nombre d'individus, un processus de communication et de négociation se succèdent jusqu'à ce que le document soit jugé « être de norme publiable ». Comme c'était le cas lorsqu'on cherche à obtenir la réaction des collègues sur un document de projet de politique, l'auteur doit percevoir le processus de révision et d'édition comme une occasion de développement. La procédure d'édition, à ce stade varie selon l'éditeur, et on peut décrire le processus dans les lignes directrices pour les soumissions. Sinon l'auteur doit demander à avoir

un aperçu de la procédure. Mais il arrive que des éditeurs ou réviseurs apportent des modifications réelles au manuscrit et / ou produisent des commentaires et des suggestions sur tous les aspects du document. Etre informé des procédures permet de lutter contre le sentiment de perte de contrôle et de propriété qu'éprouvent parfois les auteurs sur leur document. Les auteurs ne sont soumis à aucune obligation de faire toutes les modifications proposées ou prendre entièrement tous les conseils donnés par les éditeurs ou les commentateurs. Cependant, les commentateurs offrent une nouvelle perspective à votre travail, et ils sont généralement bien informés sur le sujet et consacrent beaucoup de temps et d'efforts à la révision d'un manuscrit. Dans cet esprit, il est productif d'examiner attentivement le raisonnement qui se cache derrière les suggestions faites et évaluer comment elles permettraient d'améliorer l'efficacité du document. Si un auteur est d'avis que les suggestions ne conviennent pas, alors il est important de communiquer et de discuter de cette question avec l'éditeur, et le convaincre par l'explication et des arguments valables pour lesquels leurs conseils n'ont pas été pris. Le dialogue devrait se poursuivre tout au long de cette étape jusqu'à ce que les partenaires soient satisfaits et le document mis sous presse.

## 7- CONCLUSION

La rédaction et la publication d'un document de politique publique constituent une réalisation importante. Tout d'abord, si votre document atteint son but, vous aurez la satisfaction d'avoir fait une importante contribution à la résolution des problèmes dans votre contexte local. Deuxièmement, en participant activement à la communauté politique, vous ne vous développez pas seulement sur le plan personnel et professionnel, mais vous faites également la promotion de la communauté dans la région en partageant votre travail et expérience.

Chaque fois que vous vous engagez dans le vaste processus de rédaction et de publication d'un document de politique publique vous vous donnez une excellente occasion pour approfondir votre connaissance et compétences sur tous les aspects du processus. Tirer le meilleur parti de ces possibilités d'apprentissage vous aidera à développer en tant que chercheur et auteur, et nous l'espérons, à votre prochaine édition l'expérience sera encore plus efficace et efficiente.

### Liste de planification

Dans la planification du processus de votre prochaine rédaction document de politique publique, pensez à votre dernière expérience de rédaction et de publication de document de politique publique:

- Quels sont les aspects du processus de recherche, rédaction et publication de votre document de politique publique qui ont été les plus efficaces?
- Quelles difficultés avez-vous rencontrées dans le processus?
- Quels sont les aspects du processus sur lesquels vous vous êtes senti le plus confiant ?
- Quels changements apporteriez-vous la prochaine fois pour améliorer l'efficacité du processus d'élaboration du document?

## ANNEXE A

### *Échantillon Introductions*

- **Introduction à l'échantillon (i):** «La décentralisation fiscale: La décentralisation fiscale: du dirigisme au marché» (Bird, Ebel et Wallich, 1995).

*Un changement de gouvernement n'est pas un changement de système, il n'est tout simplement qu'une pré-condition. Le changement de système est un processus historique qui est susceptible de nécessiter une longue période de temps.*

*Janos Kornai, le système socialiste.*

Une réforme dramatique se déroule dans les Pays d'Europe Centrale et Orientale. De nouvelles institutions et des infrastructures économiques s'y créent pour donner une fondation à une société pluraliste, démocratique et une à une véritable économie de marché. L'aspect le plus discuté de cette réforme est la privatisation, qui est le passage d'une économie dirigée à une économie de marché libéralisée et une liberté pour les agents économiques. Un deuxième aspect, tout aussi critique pour la transition vers une économie de marché, est la décentralisation du gouvernement lui-même.

Une certaine forme de structure de gouvernements des régions décentralisées existe dans la plupart des économies en transition sous le régime socialiste. Mais les systèmes fiscaux ont été fortement centralisés, avec le niveau sous-national fonctionnant en qualité d'unité administrative ou de département du niveau central, sans indépendances fiscales ou législatives en termes de responsabilité. Kornai (1992) énonce l'ancien système socialiste en considérant des détails. Il est révélateur que cette longue étude fasse à peine allusion à l'existence d'administrations de l'Etat des régions décentralisées, notant seulement qu'ils sont étroitement contrôlés à tous les égards par la bureaucratie centrale. Les administrations des régions décentralisées étaient essentiellement des unités déconcentrées (ou succursales) du gouvernement central et n'avaient que peu ou pas d'autonomie financière. C'était vrai même dans des pays comme l'URSS (et la Tchécoslovaquie), qui ont été officiellement appelées "les fédérations". La prise de décisions était contrôlée et centralisée, et le gouvernement local n'avait pratiquement pas de pouvoirs fiscaux indépendants ou les dépenses ou son budget ne sont considérés que comme dépendants du niveau central.



De vastes décentralisations politique et fiscale sont actuellement en cours dans de nombreux pays d'Europe centrale et orientale et l'ex-Union soviétique. Politiquement, cette décentralisation représente à la fois une réaction du bas niveau vers le contrôle central large du passé, et une tentative par le niveau central de poursuivre la privatisation et améliorer sa situation financière tendue. Economiquement, la décentralisation est en partie motivée par la reconnaissance qu'il est impératif d'utiliser les ressources publiques plus efficacement que par le passé. L'excès de centralisation a caractérisé les administrations publiques de ces pays

, tout comme c'est le cas du reste de l'activité économique. La décentralisation, si correctement conçue et appliquée, peut conduire à une meilleure prestation de services publics.

La décentralisation est donc une dimension clé de la transition nationale à partir d'une d'une économie centralisée à une économie de marché. Comme la transition économique plus large, il faudra beaucoup de réformes mais souvent difficiles.

Non seulement la structure de l'impôt et les mécanismes de transfert doivent être reconsidérés et les responsabilités de dépenses réalignés entre les différents niveaux de gouvernement, mais les opinions quant à ce que les gouvernements peuvent et doivent faire doivent changer. Le niveau global des activités du secteur public doit être considérablement réduit, mais en même temps, les nouveaux gouvernements des régions décentralisées doivent être autorisés à mettre en place le personnel et les capacités institutionnelles d'une manière qui les rend responsables de leurs décisions budgétaires.

Ces réformes en cours en matière de financement des régions décentralisées et intergouvernemental sont d'une importance considérable. Les réformes des organes intergouvernementaux et le renforcement des régions décentralisées (intermédiaires ainsi que des locaux), les gouvernements sont essentiels pour soutenir l'évolution des secteurs public et privé. Les administrations des régions décentralisées représentent une part croissante de l'activité du secteur public dans la plupart des économies en transition étant donné que l'activité des administrations publiques est réduite et les administrations des régions décentralisées assument la responsabilité de nombreux services autrefois fournis par le gouvernement central. En Russie, les dépenses budgétaires des régions décentralisées ont absorbé 38,6 pour cent de budget national consolidé en 1992 et 42,9 pour cent en 1993. Et pour les dépenses des collectivités locales, un pourcentage des dépenses publiques consolidées en Hongrie est passé de 22,3 pour cent en 1988 à 30,4 pour cent en 1993 (tableau 1.1). La structure des relations intergouvernementales est étroitement axée sur de grandes

questions aussi cruciales que la mobilisation efficace des ressources, la privatisation, la ceinture de sécurité sociale et de stabilisation. Dans la sphère fiscale, par exemple, la réforme fiscale, le contrôle du déficit, et les finances intergouvernementales sont liés: si l'un de ces éléments est mal conçu, la structure fiscale entière peut être compromise. De même, si les incitations construites sur la base des accords intergouvernementaux sont préservées, en conservant une position dominante ou centrale sapant le développement de marchés privés, on pourrait assister à la désillusion avec le processus de réforme mis en place, menaçant la démocratie et l'économie de marché.

- Introduction à l'échantillon (ii): "Concurrence, transparence et impartialité des services publics dans l'administration locale" (Baar, 2001).

### *Introduction*

La sous-traitance et la privatisation de la prestation de services publics de base, y compris le fonctionnement du chauffage urbain, l'eau et les services d'égout, la collecte des ordures et des parcs et l'entretien des routes est très répandue dans les Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) et est en constante augmentation par son ampleur. Cette privatisation de la prestation des services s'effectue au moyen de contrats à court terme, contrats de concession à long terme, et / ou la vente d'installations de services publics.

Dans les PECO, les gouvernements locaux sont encore plus dépendants du processus de la sous-traitance et de la privatisation qu'en Europe occidentale. Tandis que les gouvernements en Europe occidentale peuvent généralement obtenir des capitaux à un taux inférieur à celui des entreprises privées afin de mettre à niveau leurs systèmes, dans les Pays d'Europe Centrale et Orientale l'inverse est vrai, les gouvernements locaux sont tributaires de ressources extérieures en vue d'entreprendre les améliorations du capital. En outre, les gouvernements locaux dans les PECO sont sous pression d'améliorer le niveau de services d'eau et d'égouts à fin de répondre aux normes d'adhésion à l'UE. Aussi, sont-ils sous pression pour améliorer les systèmes de chauffage urbain afin de réduire les charges financières importantes de leurs prestations.

La manière dont la sous-traitance et la privatisation des services sont effectuées déterminera les coûts futurs de ces services de base, qui ont un impact significatif sur

les budgets des ménages, et elle déterminera la future propriété et le contrôle des actifs publics substantiels.

Le but de ce chapitre est de résoudre les questions fondamentales liées à l'utilisation du processus des appels d'offres, la transparence et l'impartialité dans la sous-traitance des services publics dans les PECO et à présenter une analyse comparative des pratiques dans l'UE et d'autres nations. Ce chapitre examine les pratiques de sous-traitance dans quatre pays de l'Europe centrale et orientale (République tchèque, Hongrie, Roumanie et Slovaquie) et elle fournit une discussion comparative des pratiques dans l'Ouest de l'Europe et les Etats-Unis Il est basé sur une combinaison d'interviews et de la recherche et fait l'objet d'une mise en garde que si peu d'informations précises n'a pu être obtenue sur la législation dans les PECO, des points de vues très divergentes ont été présentées au sujet des pratiques en vigueur, et les informations sur les pratiques réelles n'ont pas été recueillies sur une base systématique.

Les problèmes qui sont abordés comprennent:

- (a) L'applicabilité de la législation sur les marchés et d'autres dispositions exigeant de procédures compétitives de sélection des contractants;
- (b) L'accès du public aux contrats et aux informations examinés dans la procédure de fixation des prix. (Liberté d'information);
- (c) Les exigences d'impartialité et de la prévention des conflits d'intérêt dans la sélection des entrepreneurs.

- *Introduction à l'échantillon (iii): «Entre Active Appréciation, Passive approbation et Méfiant retrait» (Swainiewicz, 2001).*

Comparer à la fois les avis des citoyens et leur implication dans les réformes du gouvernement local en République tchèque, en Hongrie, en Pologne et en Slovaquie semble être un engagement valable. Ceci principalement parce que les réformes de décentralisation dans les quatre pays ont été introduites de façon très proche et dans une atmosphère semblable. En Pologne, la nouvelle Loi sur les Collectivités Locales a été adoptée par le parlement en mars 1990 et a été suivie par des élections locales de mai. Les premières élections démocratiques locales dans les trois autres pays ont été organisées un peu plus tard entre Octobre et Novembre 1990.

Une décennie après la transition politique, il est intéressant d'analyser à quel point de telles réformes ont modifié la composition sociopolitique de ces pays. Ont-elles été repérées et appréciées par la population locale, ou bien la plupart des citoyens

arrivent-ils à considérer de nouveaux gouvernements locaux comme non pertinents et / ou inefficaces? De toute évidence, la réforme des administrations locales dans tous les quatre pays avait de nombreuses similitudes, mais a également démontré de nombreuses différences<sup>16</sup>.

Du point de vue de ce livre, deux des différences les plus importantes étaient les méthodes de nouvelles divisions politique des territoires, et la philosophie générale qui guide l'ensemble des gouvernements locaux dans leurs nouveaux statuts relatifs à cette division.

Dans les quatre pays, de traditionnelles petites unités locales de gouvernement ont été fusionnées au cours des années 1960 et 70. Ces fusions, étant un résultat de la croyance largement répandue dans les économies d'échelle, dans l'administration et la prestation de services, ont été introduites par les anciens régimes communistes, sans véritable consultation avec leurs citoyens. Sans surprise, ce fut généralement considéré comme quelque chose de forcé et souvent arbitraire.

Après l'effondrement du système communiste, la tendance s'est rapidement inversée en République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie, mais pas autant en Pologne. Cette nation-ci, malgré la légère augmentation du nombre des collectivités locales, a décidé de conserver le système territorialement renforcé au niveau le plus bas (c'est-à-dire,, municipal). Dans les trois autres pays, presque toutes les communautés, indépendamment de leur taille, ont décidé de déclarer leur propre gouvernement local. Bien qu'il n'y ait jamais eu une fragmentation ouvertement formulée, une politique délibérée de soutien, les hommes politiques Tchèques et Hongrois ont été spontanés permettant à cette tendance d'évoluer dans le temps. En Pologne, toute pression selon l'approche « bas-vers le haut » pour opérer la scission de petites municipalités n'a pas été si forte. Le gouvernement central a également semblé plus déterminé à ne pas autoriser une fragmentation territoriale. Le résultat de ces processus est brièvement résumé dans le tableau 1.

---

<sup>16</sup> Pour plus de détails sur la comparaison de la réforme de la décentralisation dans quatre pays étudiés, voir par exemple Baldersheim et al. (1996)

**Table1 : Taille des municipalités des pays analysés**

Source: T. Horváth (2000), G. Péteri (1991)

|                    | Taille moyenne de la population | Proportion de gouvernements locaux ayant une population inférieure à 1000 |
|--------------------|---------------------------------|---|
| Pologne            | 15.500                          | 0%  |
| Hongrie            | 3.330                           | 55%   |
| Slovaquie          | 1.850                           | 68%   |
| République Tchèque | 1.700                           | 80%   |

On peut prétendre que ces différences directionnelles dans l'organisation territoriale des pouvoirs locaux résultent d'une large mesure de profondes différences philosophiques sous-jacentes du rôle des collectivités locales dans l'Etat moderne. Ces différences et le modèle expliquant leur impact sur le mode de communication entre les autorités locales et les citoyens, sont décrits ci-dessous.

*Introduction à l'échantillon (iv):* « Du centralisme au pluralisme: changement de la politique des minorités en Pologne » (Horváth et Scacco, 2001).

## 1. Introduction

La Roumanie présente un cas fascinant pour l'étude de la gestion des communautés multiethniques. Les minorités ethniques représentent plus de 10% de la population totale de la Roumanie. Au moins seize différents groupes minoritaires qui peuvent être identifiés, présentant une grande variété culturelle, politique et de profils démographiques. Les groupes minoritaires en Roumanie jouissent de variables degrés d'intégration sociale, politique et économique. Ces groupes distincts ont aussi employés différentes stratégies politiques et ont poursuivi des objectifs politiques très divergents dans la période postcommuniste. Une analyse de cette diversité peut

amener à l'identification des problèmes particuliers rencontrés par les minorités roumaines alors qu'elles tentent de reproduire leurs identités culturelles et ethniques.

Ce chapitre fait avancer l'argument que, en traitant des questions des minorités, les décideurs politiques roumains doivent reconnaître les importantes différences culturelles, politiques et démographiques qui existent entre les divers groupes minoritaires. En matière de politique et dans la pratique, le gouvernement central a jusqu'ici échoué à cet égard à un degré significatif, et a plutôt eu tendance à faire l'amalgame sur les questions et sur les problèmes posés par ces divers groupes. Comme le présent document va le montrer, ce genre d'approche de politique unitaire, est inapproprié pour la Roumanie compte tenu de la complexité ethnoculturelle du pays. Une approche plus sensible est nécessaire, celle qui prend en compte la pluralité des besoins et des revendications des minorités en Roumanie.

Nous suggérons qu'il peut être utile de distinguer au moins trois catégories distinctes de groupes minoritaires en Roumanie sur la base des caractéristiques suivantes: taille, concentration territoriale, le degré de volonté politique de mobilisation, les objectifs politiques, la situation historique et socio-économique. Les trois types que nous discernons dans notre analyse sont: (1) la minorité hongroise, (2) les «plus petits» groupes de minorités (composé de moins de 100.000 membres), y compris les Allemands, Ukrainiens, Lipovènes et d'autres, et (3) les Roms. Nous soutenons que la construction de ce genre de typologie, peut être utile aux décideurs, tant au niveau des gouvernements local et central dans le traitement des questions liées à la gestion de communautés multiethniques en Roumanie.

## ANNEXE B

### Directives de citation suivant le style APA<sup>17</sup>

#### Lignes directrices pour les parenthèses de références

##### Placement

Vous avez trois options pour le placement des citations par rapport à votre texte.

- 1. *Placez le(s) auteur (s) et date (s) entre parenthèses à un endroit approprié au sein de ou à la fin d'une phrase:*

Exemple: Des chercheurs ont souligné que le manque de personnel qualifié est un obstacle commun à l'éducation sanitaire adéquate (Fisher, 1999) et services (Weist & Christodulu, 2000).

- 2. *Placez seulement le jour entre parenthèses:*

Exemple: Fisher (1999) recommande que l'éducation sanitaire est exigée pour le diplôme d'études secondaires en Californie.

- 3. *Intégrer à la fois l'auteur et la date dans votre phrase:*

**Exemple:** En 2001, Weist a proposé d'utiliser l'enfant et l'adolescent dans le schéma de planification pour analyser et développer des programmes communautaires de santé mentale pour les jeunes gens.

Placez les citations dans les phrases et les paragraphes de sorte qu'elles ne ressortent clairement tels documents proviennent de quelles sources.

Pour plus de détails sur l'inclusion de références dans votre texte dans le style APA, voir <http://www.wisc.edu/writing/Handbook/DocAPA.html>

---

<sup>17</sup> Une adaptation de: The University of Wisconsin-Madison Writing Center Writer's Handbook Disponible sur les sites web: <http://www.wisc.edu/writing/Handbook/DocAPA.html> et le guide du style APA disponible sur le site web : <http://www.lib.usm.edu/~instruct/guides/apa.html>

## Liste des références

### Articles des revues

#### Un auteur

Roy, A. (1982). Suicide in chronic schizophrenia. *British Journal of Child and Family Studies, 141*, 171–177.

#### Deux auteurs

Adkins, A., and Singh, N. N. (2001). Reading level and readability of patient education materials in mental health. *Journal of Child and Family Studies, 10*, 1–8.

#### Trois à six auteurs

Baldwin, C. M., Bevan, C., and Beshalske, A. (2000). At risk minority populations in a church-based clinic: Communicating basic needs. *Journal of Multicultural Nursing and Health, 6(2)*, 26–28.

#### Préoccupation complète

Conover, T. N. (Ed.). (1986). Testing concepts: Measurements of health [Special Issue].  
*American Psychologist, 42(18)*.

#### Préoccupations électroniques de revue fondées sur des sources physiques

Hackett, E. J. (Ed.). (1994). Perspectives on scientific misconduct [Special issue, electronic version]. *Journal of Higher Education, 65(3)*.

### Livres

#### Livre avec un seul auteur

Baxter, C. (1997). *Race equality in health care and education*. Philadelphia: Balliere Tindall.



### **Auteurs -Editeurs**

Stock, G., and Campbell, J. (Eds.). (2000). *Engineering the human genome: An exploration of the science and ethics of altering the genes we pass to our children*. New York: Oxford University Press.

### **Article ou chapitre dans un livre édité**

Eiser, S., Redpath, A., and Rogers, N. (1987). Outcomes of early parenting: Knowns and unknowns. In A. P. Kern and L. S. Maze (Eds.), *Logical thinking in children* (pp. 58–87). New York: Springer.

### **Auteurs associés comme éditeurs**

National Institute of Mental Health. (1989). *Manual of cognitive learning*. Washington, DC: Author.

### **Article de magazine**

Greenberg, G. (2001, August 13). As good as dead: Is there really such a thing as brain death? *New Yorker*, 36–41.

### **Articles des journaux**

#### **Pages Discontinues**

Reichenbach, M. (1988, May 10). Mind and body of a child. *Christian Science Monitor*, pp. 4, 16.

#### **Sans auteur**

Understanding early years as a prerequisite to development. (1986, May 4). *The Wall Street Journal*, p. 8.

#### **Version électronique d'article de quotidiens; sans auteur**

Mad-cow may tighten blood-donor curbs. (2001, April 19). *The Gazette* [Montreal], p. A13. Retrieved August 25, 2001, from Lexis-Nexis database.

### **Publication des organisations privées**

Swift, A. C. (1985). *Determining our children's future* (Report no. 12). Milwaukee: Child Care of Wisconsin.

### **Rapports du Gouvernement**

#### **Auteur unique**

Williamson, F. J. (1983). *Child psychology in the public schools* (Contract No. 100-4-62).

Washington, DC: National Institute of Education.

#### **Rapport des agences gouvernementales**

National Institute of Mental Health. (1998). *Priorities for prevention research* (NIH Publication No. 98-4321). Washington, DC: U.S. Government Printing Office.

#### **Versión électronique du rapport gouvernemental**

U.S. Public Health Service. (2000). *Report of the surgeon general's conference on children's mental health: A national action agenda*. Washington, DC: U.S.

Department of Health and Human Services. Retrieved on August 25, 2001, from <http://www.surgeongeneral.gov/cmh/chilreport.htm>.

105

### **Interviews**

Archer, N. (1993). [Interview with Helen Burns, author of *Sense and Perception*]. *Journal of Sensory Studies*, 21, 211-216.

Les entretiens inédits n'ont pas besoin d'une entrée de page de référence parce qu'ils sont ce que le manuel de publication de l'APP appelle des «communications personnelles», et ainsi «ne peuvent pas fournir des données récupérables. "Ici, la parenthèse est constituée de la première initiale et Nom de famille de la personne interrogée, le type de communication, et la date de l'entrevue. (N. Archer, entretien personnel, Octobre 11, 1993

### **Informations électroniques**

Pour plus de détails et des exemples de la façon de référencer une grande variété de sources électroniques, Visitez <http://www.apastyle.org/elecref.html>.

Pour plus de détails sur le renforcement des références bibliographiques dans le style APA, voir <http://www.wisc.edu/writing/Handbook/DocAPA.html>

## ANNEXE C

### Liste de contrôle d'édition d'usage de la langue<sup>18</sup>

La liste d'édition suivante est basée sur les types d'erreurs de langage couramment faites par des auteurs de niveau élevé. Toutefois, cette liste pourrait ne couvrir que certains emplois des termes sur lesquels vous avez besoin de vous concentrer au moment de la modification de votre projet. Par conséquent, un bon moyen de commencer à ce stade du processus d'édition est de créer votre propre liste des erreurs récurrentes qui apparaissent souvent dans vos écrits. Passez ensuite en revue les points inscrits ici pour voir si elles doivent également être ajoutées à votre liste personnelle d'usage de la langue.

- Accord Sujet/verbe.

Est-ce que le verbe principal dans chaque phrase s'accorde en nombre avec le sujet?

Exemple : Les dirigeants du syndicat des travailleurs postaux (Sujet principal) ont (Verbe) proposé une augmentation de salaire.

- Accord Nom / Pronom

Tous les pronoms (par exemple, je, il, ils, nous, lui, elle, ce) s'accordent-ils en nombre et par personne avec le nom qu'ils remplacent?

Exemple : Si la politique (nom) actuelle continue d'être appliquée, elle (pronom), va changer la nature de la participation du public.

- Nom / Pronom de référence

Ce à quoi le pronom se réfère est-il clair?

Pas clair: la combinaison d'instruments dans cette conception politique s'est révélée très coûteuse. Cela a eu un impact négatif sur le succès de la politique. (pas clair si "Cela" fait référence à la combinaison d'instruments ou le coût)

Clair: la combinaison d'instruments dans cette conception politique s'est révélée très coûteuse. Cette surcharge financière a eu un impact négatif sur le succès de la politique.

---

<sup>18</sup> Cette liste de contrôle d'édition tirée de "The PSU Writing Center Online", Trois Niveaux de Révision disponible aux adresses : <http://www.writingcenter.pdx.edu/resources/revision.html>

The Purdue University Online Writing Lab, Editing and Proofreading Strategies for Revision à l'adresse: [http://owl.english.purdue.edu/handouts/general/gl\\_edit.html](http://owl.english.purdue.edu/handouts/general/gl_edit.html)

## Temps de conjugaison

1. Avez-vous utilisé les temps appropriés de façon uniforme dans votre texte?

Généralement, les auteurs maintiennent un temps principal pour le discours et indiquent des changements dans les délais par rapport à ce temps. Dans le document d'orientation de politique, il y a généralement une nette évolution dans l'usage du temps principal du passé au présent dans la description du problème et du présent au futur pour les options de politique / conclusion et les éléments de recommandations.

2. Avez-vous utilisé les temps qu'il faut par rapport à chaque temps principal utilisé?

Le passé simple correspond au passé antérieur (Avoir + participe passé) pour les moments récents.

Exemple : Au moment où le sénateur finit (passé) son discours, le public avait perdu (passé antérieur) d'intérêts.

- Le présent correspond au passé composé (a ou ont + Participe) pour des moments où l'action se poursuit.

Exemple : Au moment où le sénateur finit (actuellement: l'action habituelle) son discours, le public a perdu (passé composé) d'intérêt.

- Le future correspond à Future antérieur (aura + Participe) pour des moments récents

Exemple : Au moment où le sénateur finira (présent: en suggérant temps futur) son discours, le public aura perdu (future antérieur) d'intérêt.

### - Articles

**Avez-vous utilisé correctement les articles définis et indéfinis ?**

***Usage d'article fréquent***<sup>19</sup>

---

<sup>19</sup> Les sections d'usage fréquent de cette liste de contrôle contiennent seulement les fondamentaux des problèmes de la langue en question. Pour plus de détails complets, consulter un bon livre de référence de grammaire.

(Un, Une) indique que le nom est un objet unique, plutôt que spécifique. (Un, Une), par conséquent, ne peut jamais être utilisé pour indiquer le pluriel (exemple : démocratie) ou des noms incomptables.

UN, Une) sont généralement utilisés avec la première mention d'un nom dénombrable singulier mais pas toujours.

Le , la sont utilisés pour la seconde mention (explicite ou implicite) des noms.

Exemple : l'autorité a proposé une modification à la politique actuelle. La modification concerne l'expansion de.....

Le est utilisé avec des phrases « DE » ou d'autres formes de modifications ultérieures (mais pas avec la première mention de partitif<sup>20</sup> « de » telle que : une molécule d'oxygène, une couche de silicone, une information)

*Le comportement du groupe cible a été étudié.*

*Les résultats de l'investigation n'ont pas été concluants.*

*Les informations qui étaient requises ont été collectées au sein de la communauté.*

## **Prépositions**

**Avez-vous utilisé les propositions correctes qui suivent normalement les verbes en particulier?**

Exemple : *L'appel à projet a été soumis au (et non pour) fonctionnaire du gouvernement local.*

**Avez-vous utilisé les propositions correctes avec des auxiliaires et les idiomes?**

Exemple : La sécurité sociale de réflexion est venue avec l'idée.

## **Ponctuation**

Avez-vous utilisé une virgule (,) de façon appropriée?

L'usage fréquent des virgules :

- Utilisez des virgules pour séparer les propositions indépendantes quand elles sont suivies par toutes les sept conjonctions de coordination: mais, ou, et, donc, or, ni, car pour le moment.

Exemple : l'option de politique proposée a été acceptée, mais seulement dans la forme modifiée.

---

<sup>20</sup> Une expression partitive est une construction qui dénote *une partie de* l'ensemble

- Utilisez une virgule après l'introduction de :
  - a) les propositions,
  - b) les phrases,
  - c) les mots qui viennent avant la proposition principale.

Exemple : *en raison du chômage élevé, le coût des prestations de sécurité sociale a été un grand poids.*

Exemple : *après avoir terminé l'évaluation, le choix de la variante politique a été remis en place dans l'ordre du jour.*

NB : Ne pas mettre une virgule après la proposition principale lorsqu'une proposition dépendante (subordonnée) la suit (sauf pour les cas de contraste extrême).  
**MAUVAIS EXEMPLE** : Le processus de l'impasse, parce qu'ils ne pouvaient pas obtenir une licence des autorités locales.

- **Avez-vous utilisé un point-virgule (;) de façon appropriée? L'usage fréquent du point-virgule**

- Utiliser un point-virgule lorsque vous liez deux propositions indépendantes, sans mots de liaison.

Exemple : Ils ne pouvaient pas respecter la primauté du droit ; il y avait peu d'infrastructures du gouvernement.

- Vous pouvez également utiliser un point-virgule lorsque vous joignez deux propositions indépendantes ensemble avec l'une des conjonctions de subordination suivantes: Toutefois, en outre, donc, par conséquent, faute de quoi, néanmoins, ainsi, etc

Exemple : Le processus d'évaluation a été très ardue ; toutefois elle a été achevée à temps.

- **Avez-vous utilisé deux phrases de façon incorrecte sans un point en séparant les conjonctions par un point- virgule ?**

**MAUVAIS EXEMPLE** : ils ne pourront pas financer efficacement le gouvernement local, le déficit budgétaire était trop grand. **BON EXEMPLE** : Ils ne pouvaient pas financer efficacement le gouvernement local ; le déficit budgétaire était trop grand.

- **Est-ce que chaque phrase a un sujet, un verbe, et forment une pensée complète?**

Mauvais exemple : Lorsque des citoyens demandent l'enregistrement de leur vote. (pas de proposition indépendante, point final là où il devrait y avoir une virgule)

Bon exemple : Lorsque des citoyens demandent l'enregistrement de leur vote, ils doivent passer par un processus très bureaucratique.

## REFERENCES

- American Psychological Association (2001). *Publication manual of the American Psychological Association*. (5th ed.). NY: Author.
- Anderson, James E. (1994). *Public policymaking*. 2nd ed. Princeton, NJ: Houghton Mifflin.
- Baar, Kenneth K. (2001). Open competition, transparency and impartiality in local government contracting out of public services. In Péteri, Gábor and Tamás M Horváth (Eds.). *Navigation to the market: Regulation and competition in local utilities in Central and Eastern Europe*. (pp. 103–139). Budapest: LGI/OSI.  
[Available on the internet at: <http://lgi.osi.hu/publications/2001/76/Reg-Ch2.PDF>]
- Bardach, Eugene (1996). *The eight step path of policy analysis: A handbook for practice*. Berkeley: Berkeley Academic Press.
- Bartle, Phil (2002). *Preparing a community development policy paper: Guidelines for ministry leaders*. Retrieved April 9, 2002 from <http://www.scn.org/ip/cds/cmp/modules/en-pol.htm>.
- Bazerman, Charles (1985). *The informed writer: Using sources in the disciplines*. (2nd ed). Boston: Houghton Mifflin.
- Berkenkotter, Carol and Thomas N. Huckin (1993). Rethinking genre from a sociocognitive perspective. *Written Communication*, 10:4, 475–509.
- Bird, Richard M., Robert D. Ebel and Christine I. Wallich (1995). Fiscal decentralisation: From command to market. In Bird, Richard M., Robert D. Ebel and Christine I. Wallich (Eds.). *Decentralization of the socialist state: Inter-governmental finance in transition economies*. (pp.1–69). Washington, DC: The World Bank.  
[Available on the internet at: <http://www-wds.worldbank.org/>  
Type the name of the book into the search tool and you will find the webpage]
- Boston University (2002). *International relations Master's paper guidelines*. Retrieved April 9, 2002 from: <http://www.bu.edu/ir/paperguide.html>.

Breen, Michael P. (1987). Contemporary paradigms in syllabus design. Part II. *Language Teaching*, 20:3, 157–174.

Caeti (2002). *Policy research paper: Points to ponder*. Retrieved April 9, 2002 from:  
<http://www.unt.edu/cjus/ponderp.htm>.

De Leon, Peter (1994). Reinventing the policy sciences: Three steps back to the future. *Policy Sciences*, 27; 77–95.

Dye, Thomas (1992). *Understanding public policy*. (7th ed.). Englewood Cliffs, NJ: Prentice Hall.

Gibaldi, Joseph (1995). *MLA handbook for writers of research papers*. (4th ed.). NY: The Modern Language Association of America.

Hoekman, Bernard M. and Petros C. Mavroidis (1994). Linking competition and trade policies in Central and Eastern European countries. *Policy Research Working Paper 1346*. Washington, DC: The World Bank.

[Available on the internet at: <http://www-wds.worldbank.org/>

Type the name of the book into the search tool and you will find the webpage]

Horváth, István and Alexandra Scacco (2001). From the unitary to the pluralistic: Finetuning minority policy in Romania. In Bíró, Anna-Mária and Petra Kovács (Eds.).

*Diversity in action: Local public management of multi-ethnic communities in Central and Eastern Europe*. (pp.243–271). Budapest: LGI/OSI.

[Available on the internet at: <http://lgi.osi.hu/publications/2001/18/2-5.PDF>]

Howlett, Michael and M. Ramesh (1995). *Studying public policy: Policy cycles and policy subsystems*. Toronto: Oxford University Press.

Hutchinson, Tom and Alan Waters (1987). *English for specific purposes: A learning-centred approach*. Cambridge: Cambridge University Press.

Hyland, Ken (2000). *Disciplinary discourses: Social interactions in academic writing*.



London: Longman.

Illich, I. (1971). *Deschooling Society*. New York: Harper and Row.

Johns, Ann M. (1997). *Text, role and context*. Cambridge: Cambridge University Press.

Karbach, Joan (1987). Using Toulmin's model of argumentation. *Journal of Teaching Writing*, 6:1, 81–91.

Knowles, M. (1983). *The adult learner: A neglected species*. Houston: Gulf Publishing Company.

Krastev, Ivan (2001). *Think tanks: Making and faking influence*. Unpublished Paper in Open Society Institute Policy Fellows Seminar Notes.

Majone, Giandomenico (1989). *Evidence, argument and persuasion in the policy process*. New Haven: Yale University Press.

Miller, Carolyn R. (1984). Genre as social action. *Quarterly Journal of Speech*, 70, 151–167.

Murphy, Raymond (1994). *English grammar in use*. (2nd ed.). Cambridge: Cambridge University Press.

Nunan, David (1988). *The learner-centred curriculum*. Cambridge: Cambridge University Press.

Ohio University (1998). *Components of a technology policy paper*. Retrieved April 9, 2002 from: <http://oak.cats.ohiou.edu/~hill/polpap.htm>.

Open Society Institute (1999). *The Professional work of policy analysis*. Unpublished OSI Policy Fellows Seminar Notes.

Pacific Lutheran University (n.d.). *Writing your policy papers*. Retrieved April 9, 2002 from: <http://www.plu.edu/~olufsdw/polpapers.html>.

Pal, Leslie A. (2000). *Context for policy analysis*. Unpublished Open Society Institute Seminar Notes.

Prior, Paul (1998). *Writing/disciplinarity: A sociohistoric account of literate activity in*

*the academy*. Mahwah, NJ: Lawrence Erlbaum.

Russell, David R. (1997). Rethinking genre in school and society: An activity theory analysis. *Written Communication*, 14:4, 504–554.

Scott, Gregory M. and Stephen M. Garrison (1995). *The political science student writer's manual*. NJ: Prentice Hall.

Sigismund Huff, Anne (1999). *Writing for scholarly publication*. Thousand Oaks, CA: Sage Publications.

Smith, Catherine F. (2000). Writing public policy: A practicum. *Technical Communication Quarterly*, 9:1, 77–92.

Swianiewicz, Pavel (2001). Between active appreciation, passive approval and distrustful withdrawal. In Swianiewicz, Pavel (Ed.). *Public perception of local governments: Citizens' perception of local government reform and local democracy in Central and Eastern Europe*. (pp.19–40). Budapest: LGI/OSI.

[Available on the internet at: <http://lgi.osi.hu/publications/2001/75/PP-Ch1.PDF>]

Swales, John M. (1990). *Genre analysis*. Cambridge: Cambridge University Press.

Swan, Michael (1996). *Practical English usage*. (2nd ed.). Oxford: Oxford University Press.

The University of Washington (2001). *Requirements for BLS 421 (Fall 2001) Prof Collins*.

Retrieved April 9, 2002 from: <http://faculty.washington.edu/swcollin/courses/bls421/requirements.htm>

University of Chicago (1993). *The Chicago manual of style*. (14th ed.). Chicago: The University of Chicago Press.

Vince, Michael (1994). *Advanced language practice*. Oxford: Heinemann English Language Teaching.

Widdowson, H.G. (1998). Communication and community: The pragmatics of ESP. *English for Specific Purposes*, 17:1, 3–14.

“Ecrire des documents pertinents de politique publique” est un guide pour soutenir les conseillers en politique publique à travers tout le processus de planification, de rédaction et de publication de documents de politique publique.

L’analyse et la pertinence développées dans ce guide sont basées sur le fait que le document de politique publique soit considéré comme un outil fiable de la politique publique communautaire. A ce titre, ce guide ne détaille pas seulement la nature du document de politique publique mais aussi se concentre sur son contexte et son rôle dans la communauté.

Pour le débutant, il donne une base pratique pour devenir un rédacteur efficace de document de politique publique ; pour le conseiller expérimenté en politique publique, il offre une occasion de développer davantage la réflexion sur les diverses approches de la rédaction de politique publique.

Depuis sa publication en août 2002, ce guide a été largement disséminé dans toute la région et bien accueilli par la communauté des conseillers en politique publique.

En plus de son but initial de guide autodidacte, ce guide a été aussi utilisé comme un document de référence pour soutenir les formations de LGI sur la rédaction des documents pertinents de politique publique pour influencer les prises de décision. Cette formation conçue pour répondre aux demandes de renforcement des connaissances en rédaction de documents de politique publique est de nos jours conduite dirigée par les auteurs en Croatie, Hongrie et Mongolie. Il est aussi remarquable que ces initiatives ont été prises pour transcrire et publier ce guide dans les langues régionales, notamment, le bulgare, le mongole, le russe, le serbe et l’ukrainien.

Ce cours de formation des formateurs a été développé et conduit pour appuyer la dissémination des connaissances, de rédaction de politique publique dans les contextes locaux.

Quelques participants apprécient le document “rédiger des documents pertinents de politique publique” :

« C’est un guide compréhensif pouvant servir de boussole aux auteurs de documents de politique publique »

« ... C’est un guide très utile et intéressant pour le développement des compétences d’autodidacte »

« il doit être envoyé à tout ministère et à toute institution orientée vers la formulation des politiques »

« ...Il est une référence informative, facile à comprendre, systématique, logique voire simple »

« ... il donne une connaissance approfondie de la rédaction de documents de politique publique »